L'hebdo des socialistes

N°779-780
DU 13 AU 19 JUIN 2015

1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52

hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTRICE DE LA RÉDACTION ET DIRECTRICE DE LA PUBLICATION • Sarah Proust
• **RÉDACTRICE EN CHEF** • Sarah Nafti
• **MAQUETTE** • Florent Chagnon (79 44)
• **PHOTOGRAPHE** • Mathieu Delmestre • Philippe Grangeaud • Etienne Thomas-Derevoge •
RÉDACTEURS-TRICES • Nora Haddouche • Pierre Kanuty • Mélanie Modot
• **FLASHAGE ET IMPRESSION** PGE (94) Saint-Mandé
• **N° DE COMMISSION PARITAIRE :** 1118P11223
• **ISSN** 127786772
"L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 29 000 exemplaires

3 DISCOURS DE JEAN-CHRISTOPHE CAMBADÉLIS
10 DISCOURS DE MANUEL VALLS
19 DÉBATS
61 ADRESSE AU PEUPLE DE FRANCE

LE CONGRÈS EST FINI, LE RENOUVEAU COMMENCE

Le 77e congrès du Parti socialiste qui s'est déroulé à Poitiers s'est terminé dans une ambiance qui rappelle déjà La Rochelle. L'été s'approche il est vrai et on n'était qu'à quelques heures de la mer. Mais nous étions bien dans ce congrès tant attendu par certains qui voulaient un débat et une clarification sur la ligne, et tant redouté par d'autres qui craignaient la division et le déchirement.

Le débat avait lieu depuis des semaines et le vote des militants sur l'orientation et la direction du Parti a été clair et reconnu par tous. L'orientation est claire, la feuille de route est tracée, le cap est fixé. Quand aux *« divisions »* et aux *« déchirements »*, ils n'ont pas eu lieu car, malgré l'obstination de beaucoup à l'extérieur, à caricaturer nos débats, à dévaloriser nos travaux et finalement à toujours cibler le PS quoiqu'il fasse, le congrès ne s'est pas résumé à une enfilade de discours. Pour s'en apercevoir, il fallait préférer les débats en tribunes aux propos de couloirs.

Car le Parti socialiste a adopté trois textes importants, utiles pour l'avenir. Le premier fixe le mandat pour le 10e congrès du Parti socialiste européen à Budapest. Le second – une première – est une résolution adoptée à l'unanimité sur l'Outre-mer. Le troisième est l'*Adresse au peuple de France* adoptée à une large majorité de délégués.

Maintenant, il faut passer des paroles aux actes. C'est difficile, mais indispensable. Se faire entendre, être solidaire mais aussi exigeant à l'égard du gouvernement et engager le renouveau pour redonner au PS l'attractivité qui permettra le rassemblement de la gauche et des écologistes. Le changement est en cours. Toute pause serait un retour en arrière. Il y a des forces qui résistent ? Il faut les convaincre que nous travaillons au bien commun.
Dans ce numéro spécial vous retrouverez les résumé des interventions au Congrès. Bonne lecture !

LA GAUCHE DES SOLUTIONS, LA GAUCHE D'UN HORIZON

Cher-e-s ami-e-s ! Cher-e-s camarades ! Peuple de gauche !

Le Président de la République, François Hollande, vient de nous délivrer un message essentiel : « *nous devons réussir* ». Oui, nous avons 18 mois pour réussir. Permettez-moi, en notre nom à tous, de lui dire un mot à mon tour. Un mot amical et respectueux.

Cher François, Monsieur le Président,

La France a de la chance que vous mettiez en oeuvre son redressement sans remettre en cause son modèle social. La République peut s'enorgueillir que vous ayez à chaque instant choisi la France unie. Quant au Parti socialiste, il est fier que vous soyez l'un des siens.

Oui, mes chers amis, mes chers camarades, nous pouvons être fiers de ce que nous avons fait pour le redressement de notre pays avec le Président Hollande, jour après jour, malgré les contraintes, en dépit des attaques, dans l'intérêt général. Le Président sait qu'il peut compter sur vous, qu'il peut compter sur nous. Il mérite notre respect le plus total, notre soutien le plus entier et, oui, Socialistes, le Président mérite tous nos applaudissements !

Mes camarades,

Pourquoi ne pas le dire ? Je suis heureux de pouvoir prendre la parole devant vous aujourd'hui! Heureux, d'être ici à Poitiers, chez Alain Claeys que je salue, parmi les Socialistes réunis en congrès. Toutes et tous, quelle que soit votre fédération, quelle que soit votre fonction, vous êtes le Parti socialiste. Vous êtes les continuateurs d'une grande idée, d'une grande histoire. Toutes et tous, vous avez en partage l'amour de la gauche, donc de la République et, je le sais, l'amour de la France.

***

La France.
La France, le monde entier la regarde, surtout quand les temps changent. La France, c'est à l'étranger que l'on en parle le mieux, de sa culture, de ses atouts, de ses réalisations, de son esprit rebelle. Le monde entier reconnait à la France cette capacité de dépassement dans les rendez-vous de l'Histoire. Le 11 janvier, la France a marché dans la rue, pour la liberté d'expression et pour la démocratie, faisant défiler le monde entier derrière elle, avec elle. Oui, la France est universelle, la France est éternelle lorsqu'elle fait vivre la République.

La France est unique mais elle n'est pas uniforme. Elle est unique et multiple. Elle l'a toujours été. De cette dialectique, elle tire son âme et sa force. La France ne renonce jamais. Elle résiste toujours. La France, ce n'est pas seulement des paysages, des villes, une culture, c'est une histoire dans l'Histoire. Pour certains, la France est née en 500 avec Clovis. Pour d'autres, elle n'apparaît qu'au XII^{e} siècle avec Philippe Auguste. Pour les Socialistes, la France finit de naître au XVIII^{e} siècle avec la Révolution française.

La France, certains veulent en faire un monolithe, une statue blafarde, crispée, figée, rabougrie. Mais, de quelle France parlent-ils? Celle de l'absolutisme royal? De la Saint Barthélemy ? Des Dragonnades contre les Protestants ? La France de Thiers écrasant la Commune sous la mitraille? Celle de l'antisémitisme antidreyfusard ? Celle de Barrès sur une « *colline inspirée* » ? La France de Pétain ? La France du colonialisme ? Celle de l'OAS?

Cette France allergique au changement, rétive à la transformation sociale, cette France univoque et uniforme, le bloc réactionnaire veut la ressusciter ! Vous

le sentez comme moi, nous sommes en plein conflit de définition de ce qu'est la France, de ce que sont ses valeurs, de ce que doit être son avenir. Nous avons tardé à comprendre que nous n'avions plus le monopole des cœurs et des esprits. C'est ainsi, nous avons perdu la bataille culturelle. Mais la droite ne l'a pas encore emporté pour autant.

Les droites ont distillé un message, qui a irrigué les débats et s'est immiscé dans de nombreux esprits. Elles disent: *« la France est sur le déclin »*. Cette problématique structure aujourd'hui le débat public. Oui, la France a viré de bord. Jamais depuis la Libération, la Droite n'a été aussi forte dans notre pays et sur le continent européen et jamais la Gauche n'y a été aussi faible. Aujourd'hui, nous devons redonner à la gauche toute sa place, son hégémonie, sa capacité à paver le chemin de l'espoir dans un monde meilleur. Voici donc notre plus grand défi: la reconquête culturelle de la France.

Derrière cette bataille culturelle, il faut voir la bataille politique. Je le dis ici, cette bataille, c'est ma bataille, c'est votre bataille. C'est notre bataille, c'est celle d'une génération. De son issue dépend le visage de la France de demain, sa stabilité, sa vitalité, sa prospérité. *Oui, mes chers camarades, la bataille de France a commencé. La France est à la croisée des chemins, et le Parti socialiste à un carrefour*. L'Histoire nous souffle sur la nuque.

À vrai dire, la bataille de France a commencé le jour de notre victoire. Le 6 mai 2012. Les Droites n'ont jamais accepté notre légitimité à gouverner, jamais ! Pour elles, la gauche est forcément soit une parenthèse, soit une expérimentation et quand elle arrive au pouvoir par les élections, pour les conservateurs, ils le disent d'ailleurs, c'est toujours une *« effraction »*. En 2012, les droites ont d'emblée choisi la violence verbale, les outrages et l'irrespect. Cela n'est pas prêt de s'arrêter. La bataille politique connaitra de prochains pics: la bataille des régionales et la bataille présidentielle, cette mère des batailles.

Les forces réactionnaires – aujourd'hui bien nommées - sont d'ores et déjà en place. Ainsi, le Front national est en quête de respectabilité pour permettre à Madame Le Pen de gagner en présidentialité. Madame Le Pen n'a pas tué le père, elle a bâillonné le père. Elle l'a mis à la porte de son parti car les portes du pouvoir ont commencé à s'entrouvrir.

Marine Le Pen et le Front national pensent emporter des régions. La France elle, s'interrogera avant de lui ouvrir les portes du 2e tour de l'élection présidentielle. Mais sa présence ou pas, dépend de vous, de notre renouveau, de notre réussite, de notre rassemblement.

Monsieur Sarkozy est prêt lui aussi. Prêt à tout, évidemment. La *« res publica »*, la chose publique, il veut en faire un pupitre, pire, un trépied pour servir son intérêt personnel. **Car enfin, il faut le dire : ce qui intéresse Monsieur Sarkozy dans la République, c'est la Présidence de la République**.

Non, il n'a pas changé. Quoique... si, peut-être. Il a un peu changé. Comme si ses tours marchaient moins bien. La semaine dernière, lors de son congrès soi-disant *« fondateur »*, Monsieur Sarkozy a voulu un lancement en grande pompe, mais il a plutôt fait la démonstration qu'il souffrait d'un petit coup de pompe. Depuis que Nicolas Sarkozy est élu patron de l'UMP, il refuse de débattre. Je peux le comprendre, mais il refuse même de dire mon nom ou mon statut ! C'est un comportement infantile, puéril, inutile, typique de Monsieur Sarkozy pour qui seul compte ce qu'on désigne, ce qu'on nomme ou renomme. C'est comparable à l'apprentissage d'un enfant de deux ou trois ans, qui, se cachant derrière ses mains, croit qu'il est invisible. Ce qui est attendrissant chez un enfant de cet âge, est pathétique pour un adulte, et de surcroit préoccupant pour qui fut chef de l'État et veut le redevenir. Car l'attachement à la toute puissance infantile relève, à la maturité, d'un déni de réalité. Mais cela interroge aussi profondément sur les capacités et le sens des limites nécessaire pour accéder à la présidence. Pour présider, il faut savoir se présider. Mais ne nous attachons pas à la forme, même si chez Monsieur Sarkozy, le style, c'est l'homme, et la forme, le fond.

Le Parti républicain ne vise pas seulement à évacuer l'UMP... Il est vrai qu'il y a beaucoup à évacuer. Il y a derrière cette appellation non contrôlée, une référence évidente au Parti républicain américain, à George Bush et au Tea Party. Mais, il y a aussi un tour de passe-passe qu'il faut expliciter. Profitant de la crise familiale du Front national autour de Monsieur Philippot et de la dédiabolisation, observant que le Front national n'avait pas autant performé que les sondages le disaient lors des élections départementales, Monsieur Sarkozy a trouvé sa stratégie: reprendre les thèmes du Front national tout en se parant des atours de la République. Monsieur Sarkozy invente d'ailleurs à cette occasion la République *« Canada Dry »* : cela ressemble à la République, mais cela n'est pas la République. Il suffit de noter les propos qu'il approuve et applaudit.

Monsieur Sarkozy applaudit quand Monsieur Wauquiez dit, je cite : *« l'affaire Chloé confirme que la politique de désarmement pénal de Madame Taubira est une folie »*. Dire cela, **non, ce n'est pas républicain !**

Monsieur Sarkozy applaudit lorsque Monsieur Estrosi déclare : *« une carte d'identité ne suffit pas pour être Français »*. Mais, reprendre mot à mot ce que disaient dans la ville de Nice Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret il y a vingt ans, **non, ce n'est pas Républicain !**

Monsieur Sarkozy applaudit encore lorsque Monsieur Estrosi juge que les musulmans sont la *« cinquième colonne »* du terrorisme en France. Mais, dire cela, parler comme le Front national d'un ennemi intérieur, **non, ce n'est pas républicain !**

Pendant son congrès, vous l'avez noté vous aussi, Monsieur Sarkozy a eu des mots très durs contre la gauche, disant que les socialistes seraient hors la République. En revanche, il n'a pas eu un mot pour le Front national. En 45 minutes de discours. Étrange ? Non, logique. C'est une tentative de re-bipolarisation en plaçant le Front national dans son jeu. **Nicolas Sarkozy a lancé son OPA sur le Front national, non pour le réduire, non pour le détruire, mais pour le**

séduire. Nicolas Sarkozy ne souhaite pas s'allier, il veut le récupérer dans une croisade néo-conservatrice contre la gauche.

Certains nous disent : *« mais, l'important, c'est que le FN recule »* ! Ah bon ? En quoi le Front national recule s'il devient la référence du parti sarkozyste ? En quoi la République est sauvée si l'UMP-Parti-Républicain adhère à la préférence nationale et fait des musulmans des ennemis de la France ? En quoi la République est sauvée si l'idée de la fracture républicaine devenait majoritaire à l'issue de l'élection régionale et de l'élection présidentielle ?

La droite est maintenant prête. Elle a un programme d'abrogation de la gauche. Elle a ensuite un programme de régression : chômeurs, salariés, fonctionnaires, voilà les ennemis, puisqu'ils s'accrochent à leurs acquis. Elle a un programme pour la nation : la préférence nationale. Elle a une stratégie : siphonner le Front national et faire de la Gauche, l'ennemie de la République. Et qu'on ne nous dise pas qu'Alain Juppé, François Fillon, Bruno Le Maire, c'est autre chose ! Ils sont la caution morale de cette droite sans rivages à droite. Faut-il leur rappeler que la devise de la République est *« liberté, égalité, fraternité »*, ce n'est pas : ***« Fouquet's, Rolex, Kärcher »***.

Se servir de la République, unique et indivisible, pour diviser... Il fallait oser. Il n'y a que Nicolas Sarkozy pour oser un tel outrage! C'est ainsi, Monsieur Sarkozy reste Monsieur Sarkozy. Arrogant, segmentant et clivant.

Tous, nous le sentons, pour s'imposer à son clan, *« l'homme qui n'aimait pas les Français »* est prêt à fracturer le pays, il est prêt à dresser les Français les uns contre les autres pour assouvir sa revanche.

***

Les Français.
Aucune de leurs difficultés, aucune de leurs inquiétudes ne sont étrangères aux socialistes. Nous sommes tournés vers les Français. Vers leurs problèmes, leurs envies et leurs espoirs. Les Français sont fiers, parfois complexes, plein d'ambivalences. Dans leurs rapports à l'État, qu'ils aiment détester, mais qu'ils détestent voir absent face au chômage, face à la finance. Dans leurs rapports au libéralisme aussi, comme un récent sondage vient de le montrer. Politiquement aussi, ils sont ambivalents. C'est que leur choix n'est pas fait. Ils sont dans l'expectative et attendent du sens, un discours clair, des mesures concrètes, un chemin tracé. Oui, les Français sont ambivalents. Ils sont inquiets aussi, confrontés à de multiples défis.

Les Français sont d'abord inquiets de la menace réelle, durable du terrorisme. Le 11 janvier a marqué les esprits tout autant que les attaques barbares. En janvier, les Socialistes ont su être à la hauteur de l'Histoire, le Président incarnant la France dans l'épreuve, le gouvernement mettant en œuvre la riposte juridique et sécuritaire, en respectant l'état de droit et la nature de la menace. La France va vivre de nouveaux moments tragiques malgré le travail considérable de l'État. Le terrorisme nous percutera et provoquera de nombreux débats. Les Socialistes feront tout pour éviter que la haine et les amalgames l'emportent, ils feront tout pour rassembler.

Partout dans le Maghreb et le Machrek, des forces sont à l'œuvre, désordonnées politiquement, convergeant cultuellement. Dévoyant l'Islam, les terroristes d'un Islam fanatisé, ont déclaré la guerre aux mécréants. La progression de la horde Daesh en Irak et en Syrie, l'allégeance de groupes comme Boko Haram, mais aussi en Libye, au Sahel, la concurrence entre les groupes terroristes cherchant par la violence spectaculaire à recruter. Tout nous amène à dire que ce n'est pas fini. La France tente donc de réévaluer la stratégie vis-à-vis de Daesh. Et je salue, la Commandante Asya Abdullah, qui a fait le voyage jusqu'à Poitiers depuis Kobané et qui a eu hier des paroles puissantes autant qu'émouvantes.
On ne dira jamais le prix que nous payons de ne pas avoir suivi la France dans le bombardement de Bachar el-Assad après qu'il a gazé son peuple. L'amélioration est possible, elle passe par la constitution d'un gouvernement syrien de transition, sans Bachar el-Assad, armé par l'Europe, et par la reconstitution de l'armée irakienne, obéissant à un État multiconfessionnel. La question syro-irakienne est trop peu évoquée en France. L'état politique de la Méditerranée est trop absent du débat. Il y a urgence et le Parti socialiste en fera donc l'un de ses thèmes principaux pour les mois et les années à venir.

Les Français sont également confrontés à un problème vital : l'emploi. Et pour cause : sans emploi, pas de société pensable, une vie précaire, mais pas une existence pleine et entière. Toute l'action des Socialistes aux responsabilités est structurée autour de l'emploi. Oh, non, bien sûr, tout n'a pas été parfait dans notre action. Elle a parfois manqué de clarté, d'efficacité aussi. Il faut dire que le lègue sarkozyste était bien lourd. C'est ainsi, quand on arrive aux responsabilités, il y a un passé à assumer. Et quand ce passé s'appelle Nicolas Sarkozy, oui, c'est un passif. Le passif, il faut l'assumer. La serpillière, il faut la passer. Ce n'est pas chercher des excuses que de le dire, c'est prendre en compte les réalités.

Nous nous sommes ainsi heurtés à la crise de l'industrie française. Elle était historique. Nous avons été confrontés à la faiblesse des syndicats, une faiblesse que nous déplorons. Nous avons été confrontés à l'intransigeance patronale, une intransigeance que nous combattons. Le Parti socialiste n'est pas tenant de l'économie administrée, il ne l'a d'ailleurs jamais été, mais franchement, à écouter le patronat, on se demande **si le MEDEF n'est pas devenu le parti de l'économie subventionnée**. Nous avons ainsi été profondément choqués de voir le patronat faire campagne au lendemain de l'adoption du pacte de responsabilité contre une avancée sociale que les socialistes ont imposée pour les salariés : *« La pénibilité »*. Le Gouvernement simplifie le système pour le rendre viable, l'encre est à peine sèche, que ce sont maintenant les retraites complémentaires qui posent problème. Et pendant ce temps là, non seulement la proposition d'un million d'emplois a disparu, mais anticipant la croissance que les Français ont payée de leurs efforts, le patronat dégraisse selon la vulgaire formule.

Oui, l'emploi, est le sujet central qui permet de pointer la différence essentielle entre les Socialistes et le bloc réactionnaire. Les Conservateurs pensent qu'il faut détruire le code du travail pour créer de l'emploi. Les Socialistes pensent qu'il faut innover si l'on veut préserver notre modèle social et investir fortement pour créer des emplois.

Chers amis, chers camarades,
Pour les socialistes, une nouvelle époque s'ouvre. Nous entrons dans un nouveau moment car **la croissance revient**. Moins rapidement que nous le souhaitions, moins forte en emplois que nous le voulions, mais elle est là. La Droite ne peut pas le contester. Alors elle relativise. Pour le Parti républicain conservateur, *« quand la France va mal »*, c'est à cause de nous, mais quand elle va un peu mieux, c'est grâce aux autres.

Peu importe. Il y a un indéniable frémissement économique qui s'amorce. Il faut en tenir compte et le Parti socialiste a trois exigences pour faire face à cette nouvelle donne, qu'il faut conforter et bonifier, en emplois, en pouvoir d'achat, en nouveaux droits. D'abord, il faut poursuivre les réformes de fond. Ce n'est pas le moment de renverser la vapeur, ni celui de changer de conducteur. Hier, l'urgence écrasait tout. Aujourd'hui, on peut infléchir grâce à des reformes courageuses. Et en prenant en compte la nouvelle donne, que ce soit sur le CICE mieux ciblé, le pacte de responsabilité mieux adapté, ou la réforme fiscale mieux affirmée. Le Parti socialiste a défini en ce domaine ses positions. Nous engageons le débat amical avec le gouvernement car nous souhaitons voir ces réflexions présentes dans le débat budgétaire de l'automne.

Ensuite, **nous voulons la juste répartition de la croissance qui arrive**. La juste répartition de la croissance, c'est s'assurer que la reprise, fruit de l'effort collectif des Français, profite à tous.

Enfin, **nous voulons ôter les contraintes, nous voulons faciliter la vie des Français**, pour permettre à chacun d'envisager à nouveau l'ascension sociale. **Faciliter la vie des Français**, c'est l'allégement de la fiscalité. La décision du gouvernement de permettre à neuf millions de Français de payer moins ou pas d'impôts, va dans ce sens. **Faciliter la vie des Français**, c'est simplifier les démarches administratives. Faciliter la vie des Français, c'est évidemment et principalement, le compte personnel qui sécurise les parcours professionnels. Cette avancée, portée depuis des années par Martine Aubry, sera le marqueur social du quinquennat.

Réformer, ce n'est pas seulement s'adapter aux réalités, c'est suivre un projet de société, c'est promouvoir l'égalité, car la mondialisation a accru les inégalités. Nous le savons tous, les réformes puiseront leur légitimité dans leur efficacité. Mais, d'ores et déjà nous avons rouvert les portes de l'espoir. Oui, grâce à toi Jean-Marc, oui Manuel, grâce à toi aussi. **Maintenant, il te faut finir le job ! Et nous avons confiance dans ta détermination et ton sens de l'écoute des aspirations du Parti socialiste. Merci Manuel !**

Mes chers amis, mes chers camarades,
Les Français sont aussi inquiets de la crise dans l'éducation. Cette crise les touche au cœur car elle est l'avenir de leurs enfants et le sanctuaire de leur République. L'éducation a besoin de professeurs formés et motivés. La droite avait supprimé la formation des enseignants, nous l'avons réhabilité. La droite avait supprimé des dizaines de milliers de postes, nous en avons créé 60 000. Oui, l'éducation a besoin de moyens. Les Socialistes y pourvoient : première priorité, l'éducation est le premier budget de l'État. L'éducation a aussi besoin de réformes, et notamment au collège. ***« Mieux apprendre pour mieux réussir »***, voilà notre projet, à mille lieues du conservatisme de la droite, de leurs propos polémiques. Permettez-moi, après Vincent Peillon et Benoit Hamon, de saluer Najat Vallaud-Belkacem qui, non seulement, promeut la deuxième phase de notre révolution éducative, mais fait front, avec brio, aux basses attaques de la droite.

La droite aime attaquer mais déteste l'assumer. Monsieur Sarkozy déteste que l'on pointe du doigt ses sorties légèrement xénophobes. Oh ! Je viens de le répéter ! Je l'assume ! Je le redis ! Monsieur Sarkozy a ciblé deux ministres de la République, pas l'ensemble du gouvernement, pas parce qu'elles sont françaises, non, il a les a attaquées, elles deux, et elles seules - parce qu'elles sont des femmes, sans doute - et aussi, oui, aussi et surtout parce qu'elles portent ces noms là ! Qu'il l'admette au moins ! Mais, peut-être, se dit-il au fond de lui, que ces propos ne pas exactement républicains…

Revenons à l'école. Oui, sur l'école aussi, les Socialistes se distinguent des néoconservateurs. Pour le bloc réactionnaire, l'école est une variable d'ajustement, un poste de coûts, le premier terrain de la compétition sociale. **À l'opposé, pour les Socialistes, l'école c'est le lieu de la transmission des savoirs et c'est aussi le premier lieu de la lutte contre les inégalités sociales !**

Autre défi : les Français sont inquiets de la grave menace qui plane sur le projet européen. Les Socialistes disent qu'il est urgent de parler haut et fort de l'Europe, en Europe, pour l'Europe. La question de la méthode est ici essentielle. À juste titre, nous avons estimé que seule la remise en ordre de nos comptes nous permettrait de parler fort dans l'enceinte européenne. L'Allemagne nous dit maintenant: *« vous voyez ? Ca marche ! »*. Tentant de nous enfermer dans la seule bataille des comptes publics. Notre voisin et ami s'exonère ici un peu trop vite des réels sujets, à commencer par le sous-investissement structurel, enfin reconnu dans le plan Juncker, mais pas au niveau que nous souhaitons. **Il y a donc un désaccord que nous devons assumer en Europe**. Face à ceux qui disent austérité, nous disons : **investissement, investissement, investissement !**

Autre enjeu européen clé : la question du traité énergétique qui devient urgent. Ce qui se joue ici, c'est l'indépendance énergétique de l'Europe. Et je suis de ceux qui pensent que, dans le bras de fer avec la Russie, ce projet est plus efficace que bien des postures belliqueuses. Et puis, il y a le sujet TAFTA. Alors mes amis, et puisque l'Europe souffre trop de son langage bureaucratique, je veux être clair, je veux être net : **à cette étape, c'est *« non », « no », « nein »* ! C'est *« Oχι »*!**
Le Parti socialiste le dira clairement lors du congrès du Parti socialiste européen qui se tiendra la semaine prochaine à Budapest.
L'Europe va subir beaucoup de chocs dans l'année à venir. Notre représentante à Bruxelles et à Strasbourg, Pervenche Berès – que je salue - le sait mieux qui quiconque. D'abord la Grèce, qui, nous le comprenons, ne veut pas être condamnée à une austérité sans fin. **Soutenir et aider la Grèce à rester en Europe, cela passe par le respect des engagements, mais aussi par une gouvernance économique qui respecte la croissance**. Ce que nous avons dit pour la France, vaut pour la Grèce, le Portugal, l'Espagne. J'allais dire pour l'Allemagne. Mais le gros problème qui vient, c'est le référendum annoncé en Angleterre. Les conservateurs se sont piégés eux-mêmes. Pour gagner les élections, ils ont flatté l'europhobie anglaise. Et pour gagner le référendum, ils ont maintenant besoin d'un scalp symbolique. Car sinon, ils perdront le référendum, et l'Ecosse quittera le Royaume-Uni. Evidement, la Grande-Bretagne doit rester dans l'Europe, mais pas au prix du renoncement à l'Europe. Sinon, ce serait gagner un référendum en offrant une grande victoire à l'europhobie.

Autre défi : les Français sont préoccupés par le péril écologique. Nous venons d'évoquer le traité énergétique, car l'Europe doit être exemplaire, puisqu'elle est un acteur essentiel. Mais, c'est le monde entier qui doit être exemplaire, car il n'y a pas de planète de rechange. Les Socialistes, fidèles à leur projet de transformation sociale, doivent revendiquer la prochaine étape de cette transformation : la domestication sociale et écologique du capitalisme. Oui, c'est l'éco-socialisme, c'est dans notre charte, grâce à Guillaume Bachelay, qui y a imprimé sa marque. L'étape qui vient est essentielle : la Cop 21. Laurent Fabius conduit, aux côtés du Président de la République, cette grande cause avec doigté. Les socialistes européens se réuniront à l'automne autour du premier ministre, à notre initiative, pour avancer, pour faire bloc, pour réussir. En attendant la COP 21, je fais mienne la proposition qui veut que la France, supprime effectivement les financements directs et indirects, en faveur des équipements au charbon.

Ainsi, le monde entier jouera son avenir en décembre, en France. La France est à la hauteur de ce défi vital. Et, permettez-moi ici de saluer **Ségolène Royal, la grande ministre d'un immense défi**.

Les Français sont préoccupés par un autre défi : l'immigration. Alors, disons le nettement : **Les socialistes sont pour le traitement républicain de l'immigration**. Le traitement républicain nécessite d'offrir le droit d'asile et d'exercer la solidarité en France et dans les pays d'origine. Le traitement républicain c'est dire que s'installer où on veut, quand on veut, comme on veut n'est pas un droit. Mais la solidarité, l'asile sont des droits, des droits qu'il faut respecter.

En cette fin de congrès, j'en appelle à **une grande conférence mondiale sur les réfugiés en 2016, où tous les problèmes seraient sur la table : flux migratoires des Etats, lutte contre les passeurs clandestins, accueil, asile et investissement**. La solution

du problème de l'immigration que l'on connait ici se trouve d'abord là-bas, dans les pays du départ, c'est là qu'il faut créer des richesses et du développement. Assez de cette Europe forteresse ! Assez de cette Méditerranée cimetière, il faut un monde solidaire ! Puisque le Nord ne peut pas accueillir toute la misère du monde, qu'il aide ses frères humains à participer à la création et au partage de toutes les richesses du monde !

Avec la plus grande fermeté, nous nous opposons à ceux qui veulent tout confondre sans rien régler : L'immigration économique, les demandeurs d'asile et les Français issus de l'immigration. Oui, nous sommes pour le traitement républicain, **c'est-à-dire un traitement qui distingue, qui protège et qui attaque le problème à la racine**.

Mes ami-e-s, cher-e-s camarades, autre défi : **Les Français sont interpellés, intrigués voire inquiets face à l'Islam**. La réponse pour les socialistes c'est la liberté **organisée, c'est-à-dire la fraternité laïque**. En France, la laïcité ce n'est pas l'anti- religion mais **le garant du vivre ensemble**. Dans la République, on a le droit de croire et de ne pas croire. Contrairement à la droite et l'extrême droite, nous n'avons pas de préjugés envers les musulmans ou l'Islam. Nous combattons l'idée funeste que la France ne serait la France qu'en se séparant des musulmans. Nous combattons tous les racismes et l'antisémitisme. La laïcité est la première des libertés. Elle est garante d'une société moderne, ouverte. Nous refusons tout autant un Islam normatif que l'islamophobie. **Nous voulons protéger les minorités et cela passe par la protection du vivre ensemble**. Nous voulons maintenir ce qui fait la France, sans se fermer au monde.

***

Le monde.
Le monde, quand on est membre du Parti socialiste, on doit vouloir le changer. Ou alors, il faut changer de parti. Mais, disons-nous les choses jusqu'au bout : **si nous voulons être le parti du mouvement, oui, il faut remettre notre parti en mouvement. Si nous voulons être le parti du renouveau, oui, il faut mettre en œuvre le renouveau de notre parti**.

Le renouveau, c'est l'enjeu des années à venir. Les Français, ne sont pas fous, ils savent que face aux nombreux défis que nous venons d'évoquer, il faut le renouveau des pratiques et des idées politiques. Les militants socialistes le savent aussi. Quelle que soit l'orientation qu'ils ont portée, quelle que soit la motion qu'ils ont défendue, je le sais, ils ont mis les Français au cœur de leurs préoccupations.

Oui, le renouveau. Ce mot, je ne l'ai pas choisi au hasard, pour faire joli. Le renouveau, c'est la réponse à la crise d'adhésion à gauche, à la crise de notre démocratie.

Le renouveau passe par le renouveau des têtes. Oui, il faut des têtes nouvelles aux couleurs de la France. Depuis un an, nous préparons l'avènement d'une nouvelle génération, qui sera présente dans notre nouvelle direction.

Le renouveau, c'est ensuite le renouveau des méthodes. Le parti doit embrasser les immenses potentialités du net pour identifier les idées nouvelles et les nouveaux talents, pour mener la bataille culturelle. Nos outils de communication doivent s'y adapter, sans plus tarder.

Le renouveau, c'est également le renouveau des thèmes. Oui, nous devons nous remettre en question sur tous les sujets que nous venons d'évoquer.

Le renouveau, c'est aussi le renouveau de notre organisation. Christophe Borgel a présenté les grandes lignes de ce big bang organisationnel en décembre dernier. Maintenant, nous avançons. La culture changera. **Les structures changeront. Tout changera**. Mais, il y a quelque chose que je ne toucherai pas : l'énergie de tous les militants. Elle est là, intacte. Elle est puissante. Elle est diverse. Vous la portez tous ici.

Le renouveau, c'est le dépassement du Parti socialiste en terme d'adhésions, mais aussi en terme stratégique. Nous allons bâtir dans chaque département, dans chaque canton, l'alliance populaire. Il ne s'agit pas d'un cartel d'organisations, mais de l'irruption des citoyens dans l'alliance. Des collectifs vont surgir partout et ils auront comme initiateurs, tous ceux qui veulent mener le combat contre la Droite extrême et l'extrême droite. Tous ceux qui veulent poursuivre les réformes. Tous ceux qui veulent la réussite de la France, qui souhaitent une juste répartition de la croissance. Tous ceux qui veulent que revienne en France le mouvement de l'égalité. Au fond, tous ceux qui veulent **un grand mouvement progressiste dans le pays. Tous ceux là ont vocation à se rassembler dans une alliance populaire, plus mouvement de citoyens que cartel d'organisations. Et en novembre 2016 nous organiserons une grande convention de l'alliance populaire**. Nous lancerons par ailleurs, l'année prochaine, trois grandes conférences ouvertes dont la première portera sur le défi éducatif et culturel.

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades, je souhaite, je vous demande, que le Parti socialiste sorte de l'entre-soi et se tourne vers les Français, réponde à leurs problèmes précis. **Tournons-nous vers les Français, tournons-nous vers notre peuple, tournons-nous vers la gauche réell**e. Et dès septembre, après l'université d'été, où toutes les forces de gauche seront invitées et pourront participer et animer les débats, nous lancerons une opération porte ouverte dans chaque section. Le Parti socialiste tend la main au peuple de France. Ensemble, relevons les défis. Ensemble, créons un nouveau courant progressiste dans le pays pour le relever.

Nous allons changer, mais changer ensemble. Oui, le renouveau a besoin de tous les Socialistes. Aujourd'hui, il n'y a plus les socialistes de la motion A, B, C ou D. Aujourd'hui, le renouveau a besoin de tout l'abécédaire des socialistes ! De vous tous ici présents : Manuel Valls et le Gouvernement, les dirigeants du Parti socialiste, Christian Paul, Karine Berger et Florence Augier. Oui, le renouveau aura besoin des secrétaires de section comme Mathias Aggoun, des Premiers fédéraux comme Benoît Tirant, des Présidents de départements, des Présidents de

Région comme Jean-François Macaire. En parlant de Président et de région, oui, le renouveau a aussi besoin de Claude Bartolone, Président de l'Assemblée nationale qui repart en conquête et que je salue amicalement. Le renouveau a besoin de Bruno Le Roux et de Didier Guillaume, nos présidents de groupe parlementaire. Le renouveau en action c'est aussi Stéphane Le Foll et François Rebsamen.

Le renouveau se fera aussi grâce aux permanents, aux bénévoles ici présents. Je les salue pour le magnifique travail qu'ils ont accompli durant ces trois jours.

***

J'aurais dû commencer mon propos par ce mot: merci.
Ce sera le mot de la fin.

Mes cher-e-s camarades, mes cher-e-s ami-e-s,

Merci à l'ensemble du Parti Socialiste de m'avoir accordé sa confiance. Vous savez combien ce parti compte pour moi. **Notre renouveau est ma seule ambition**.

Mes chers camarades,

C'est avec une grande émotion que je viens de prononcer ce discours. Il est chargé de vos aspirations pour la justice, pour l'égalité, de vos volontés de faire vivre nos valeurs. Premier secrétaire, je ne serai pas chef de clan. Je serai un camarade de combat, le premier des militants.

Je souhaite un parti énergique, inventif, ouvert et dynamique, un Parti socialiste où l'on se respecte, où l'on s'écoute, où l'on défend fermement la gauche contre la droite et l'extrême. Nous devons être, mes chers amis, mes chers camarades, la gauche des solutions, la gauche d'un horizon.

Chers amis, chers camarades,

Moi, premier secrétaire, **je serais le garant de l'unité de tous**. Je comprends l'honneur qui m'est fait et je ferai tout pour être à la hauteur.

Aujourd'hui, je me tiens devant vous. J'ai en tête tous ceux qui ont animé notre mouvement. Je leur adresse un signe amical et j'ai une pensée pour ceux qui nous ont quitté. J'ai l'esprit plein de souvenirs, des images de notre parcours, de nos compagnons de lutte. Je pense à eux et je pense à nous. Je vous regarde et je me dis : le Parti socialiste est un grand parti !

Je me dis que **si jamais le Parti socialiste venait à disparaitre, la République perdrait sa meilleure défense**. Je crois que **sans ce parti, la France perdrait plus qu'un parti. La France perdrait en humanité et les Français perdraient espoir. Oui, sans ce parti, la France ne serait plus la France**.

Alors, ensemble, faisons le vivre pour que vive la République.

Vive la Gauche! Vive la République ! Vive la France !

DISCOURS DE MANUEL VALLS

Cher Jean-Christophe, Cher Alain, qui nous reçoit dans ta belle ville de Poitiers, cher Benoît Tirant, dont la fédération de la Vienne nous accueille, chers délégués, chers amis, mes camarades, un congrès, j'en ai fait quelques-uns, est toujours un moment important pour notre formation politique. Certains ont marqué pour de bonnes raisons, et ce sera le cas pour Poitiers, j'en suis convaincu, d'autres pour de moins bonnes. Mais tous ces congrès ont eu un point commun : ils ont exprimé une exigence, un socialiste, peut-être de toutes les régions, de toutes les fédérations, de toutes les motions, de toutes les sensibilités, eh bien ce socialiste, on peut tout en dire, mais il sera toujours exigeant. Et je crois que l'exigence, c'est le mot qui résume le mieux la gauche, son esprit, alors je vais essayer devant vous d'être à la hauteur de cette exigence, la vôtre, qui est également bien sûr celle des Français. Voilà trois années que nous sommes aux responsabilités.

Trois années que nous relevons notre pays sous l'impulsion de François Hollande, parce que nous croyons profondément, intensément à la France. Nous sommes un grand pays, oui, un grand pays, avec sa métropole, ses territoires, ses Outre-mer, ses 2 millions de Français qui vivent et travaillent à l'étranger, nous sommes un grand pays avec notre belle langue, notre culture qui rayonne dans le monde. Nous sommes un grand pays avec une grande ambition pour lui et pour le monde. Regarder au devant d'elle-même, ça a toujours été cela la France. C'est une vieille Nation, certes, mais c'est un pays jeune. Il y a des difficultés, des défis, bien sûr, mais le champ des possibles est infini pour une nation innovante, audacieuse, entraînante comme la nôtre. Moi, comme vous, je veux qu'on l'aime beaucoup plus, la France, elle le mérite, et il nous appartient à nous, socialistes, de le dire, car la gauche est grande quand son destin se confond avec celui de la France. Assumer les responsabilités n'est jamais chose facile. Il y a des obstacles, les combats, les incompréhensions, les colères, les déceptions, c'est la réalité du pouvoir, nous ne l'ignorons pas, nous l'avons aussi éprouvé à l'occasion des scrutins locaux. Mais c'est aussi l'honneur de gouverner, c'est l'honneur des socialistes que d'assumer cette belle responsabilité avec un seul objectif : réussir. À 19 ans, en 1981, six mois après le 10 mai, je participais à mon premier congrès, le congrès de Valence. C'était un autre temps, un autre monde aussi. Mais j'ai retrouvé une phrase de François Mitterrand qui, dans un mot à l'adresse des congressistes, évoquait les enjeux d'alors pour les socialistes. Voilà ce qu'il disait : le Parti socialiste saura, j'en suis sûr, relever le défi que lui lance l'exercice du pouvoir. On ne doute plus que les socialistes soient capable d'exercer les responsabilités, ils l'ont démontré, mais ces mots n'ont pas perdu de leur actualité, même si nous avons changé d'époque et de monde. Il y a 25 ans, le mur de Berlin est tombé, et avec lui une lecture claire des enjeux entre deux blocs.

Nous sommes aujourd'hui dans une économie ouverte qui a rendu les solutions purement nationales inopérantes. Nous assistons au déplacement du centre de gravité du monde, avec l'émergence de pays continents qui viennent rebattre les cartes. Les marchés sont sans frontière, la concurrence est rude, et le coût de la main-d'œuvre, l'innovation, l'avance technologique, sont devenus des facteurs déterminants. Cela a percuté le logiciel de la gauche. Nos analyses et nos solutions ont perdu de leur éclat, alors que nos ambitions n'ont rien perdu de leur splendeur. Dure équation à résoudre. Mais être de gauche, ce n'est pas faire le choix de la facilité, c'est souvent défier la fatalité, aller à l'encontre des vents dominants, d'un ordre soi-disant naturel pour y substituer la justice sociale. Ce combat est difficile, il n'en est que plus beau, plus indispensable. Notre monde est multipolaire, mais surtout instable et traversé de nouvelles tensions, aux portes de l'Europe, en Ukraine, on entend à nouveau les grondements de la guerre. Au Moyen-Orient, les affrontements sont de retour.

La Russie et l'Iran, grandes nations, tentent d'imposer à nouveau leur influence. Notre propre modèle démocratique, celui des Lumières, que certains ont cru voir triompher, est remis en cause de manière violente, le djihadisme a fait son entrée, en terrorisant, en embrigadant des individus parfois jeunes, qui partent, prennent les armes, volent des vies en sacrifiant la leur. Face à cela, nous n'avons pas le droit de faiblir. C'est sans doute le grand combat de notre temps, et la France avec sa diplomatie, et je veux saluer la présence de Laurent Fabius, grand ministre des Affaires étrangères à la tête de notre diplomatie, et la France avec sa diplomatie, avec ses armées, et je veux saluer le rôle de Jean-Yves Le Drian à la tête de nos armées, avec sa diplomatie et ses armées, la France mène ce combat avec la plus grande détermination. La France est à la hauteur de son rang de grande puissance. Elle est intervenue au Mali, au Sahel, en Irak, pour combattre Dæsh. Soyons fiers de nos soldats qui défendent nos valeurs et notre drapeau.

Mes chers amis, mes chers camarades, parce que c'est lui qui est en charge de l'essentiel, soyons fiers aussi du président de la République qui incarne avec courage la voix de la France dans ce monde... *(applaudissements)*
Je suis persuadé que François est en train de vous entendre. Et ces applaudissements sont importants, parce qu'il est un grand président de la République, et parce que le pays doit le savoir. Et parce que le monde a besoin de la France. Et parce que le monde sait quel est le rôle de François Hollande. Chers amis, dans ce monde globalisé, l'État providence sur lequel notre modèle de solidarité repose doit faire face à la fragilité de son financement. Plus largement, c'est la force des États, économiques, diplomatiques, stratégiques, qui chaque jour est éprouvée, et ce alors que la construction européenne ploie sous les populistes.
Nous devons faire face à des enjeux gigantesques. D'abord, l'ultimatum environnemental, réchauffement climatique, élévation du niveau de la mer, la conférence Paris 2015 est une formidable opportunité pour nous, Français, qui allons mobiliser tous nos talents, tout notre savoir-faire en décembre pour que jaillisse un monde nouveau. Et pour nous, socialistes, car qu'y a-t-il de plus noble, de plus conforme à notre idéal que celui d'exercer et de prouver notre solidarité avec le reste du monde ? Autre enjeu, les flux planétaires de migrants, qui mettent notre continent, l'Europe, face à ses responsabilités. Assurer l'asile, cette belle idée, ce beau geste, cette nécessité, mais aussi organiser et réguler l'immigration avec fermeté et humanité, en bâtissant un nouveau partenariat avec l'Afrique qui s'affirme de plus en plus comme le continent de demain. C'est dans ce monde-là, dans ce nouveau monde qu'il nous faut trouver de nouveaux horizons, porteurs d'espérance et de progrès. Dans ce monde, ONG, réseaux sociaux, lanceurs d'alerte, portent de nouvelles exigences citoyennes, qui font tomber des dictatures, transforment la manière d'exercer le pouvoir. Le monde est en ébullition, et il a besoin de la France. La France ne peut rester passive, elle doit s'adapter pour être plus forte. Mais là où la droite nous explique matin et soir que nous sommes condamnés à nous adapter coûte que coûte, la gauche doit affirmer une autre voie, une autre adaptation, la gauche, première, deuxième, troisième, peu importe le chiffre et les étiquettes, la gauche, ce n'est ni une fuite en avant, ni un immobilisme, c'est un mouvement généreux, c'est la certitude que notre pays peut tenir son rang parmi les grandes nations sans abandonner son idéal de solidarité et de protection, c'est une France plus forte car plus juste, et si certains s'interrogent parfois sur ce que cela veut dire être de gauche, elle est là la définition : une France plus forte, car plus juste. Nous voulons adapter, renouveler, anticiper, mais jamais en sacrifiant certains, ceux qui n'iraient pas assez vite ou qui ne seraient pas assez forts. S'adapter au monde d'aujourd'hui, préparer celui de demain, c'est d'abord réformer pour retrouver la croissance.

En 2012, nous avons trouvé une économie dégradée, une compétitivité détériorée, une croissance en berne, des déficits publics insupportables, une école malade de ses inégalités, et nous ne l'avons pas assez dit, et pourtant, c'était ça l'état dans lequel la droite a laissé le pays. Tous nos efforts, et je veux dire mon honneur d'avoir été dans le gouvernement de Jean-Marc Ayrault que je salue, et dont je sais la tâche qui a été la sienne à la tête du gouvernement de la France, tous nos efforts depuis trois ans ont visé de manière patiente, méthodique, il ne s'agit pas de chiffres, mais il s'agissait de créer les conditions de la reprises. Les premiers résultats sont là, les Français ne le voient pas encore, mais si personne ne le dit, qui d'autre que nous peut le dire ? La consommation des ménages est repartie, les chefs d'entreprises recommencent à investir, les investisseurs étrangers font de nouveau le choix de la France. Et après des années de crise et de stagnation, la croissance revient en France et en Europe. Certes, elle est fragile, trop faible encore, elle dépend de facteurs extérieurs : pétrole, taux d'intérêts. Mais nous sommes à ce moment décisif où notre pays crée à nouveau de la richesse. Cette richesse, nous avons voulu qu'elle bénéficie avant tout aux ménages des couches populaires, des classes moyennes, et après une première baisse en 2014, ce sont 9 millions d'entre eux qui verront leur impôt sur le revenu baisser dès la rentrée du mois de septembre. C'est du concret. Nous baissons les impôts, c'est la première réforme fiscale, tout en continuant à baisser la dépense publique. Mais le sérieux budgétaire, ce n'est pas l'austérité, nous continuons de financer nos priorités : l'école, la justice, la sécurité, l'emploi, et nous veillons à ne pas casser la croissance.

Mais il y a ce douloureux paradoxe d'une croissance qui revient sans que le nombre de chômeurs ne baisse. Faire baisser le chômage, c'est la première exigence des Français. C'est donc notre première priorité, c'est l'engagement du président de la République et je vous le dis, mes amis, nous tiendrons cet engagement et nous réussirons ce défi parce que les Français l'attendent. Donc nous devons continuer à réformer. Il n'y aura pas de pause, pour amplifier encore la croissance, pour plus d'emploi. Nous devons construire une économie compétitive avec des entreprises qui font le pari de la recherche et de l'innovation, qui osent donner leur chance aux plus jeunes et valoriser l'expérience des seniors. La gauche a évolué dans son rapport aux entreprises, comme tous les Français d'ailleurs. Les entreprises, sans ignorer la réalité de certaines d'entre elles, ce ne sont pas juste des rapports de pouvoir et d'exploitation, c'est aussi ces communautés humaines qui la font vivre, on y crée de la valeur. La réalité, ce n'est pas le CAC40, c'est la multi-

tude des petites et moyennes entreprises. Ce concept, c'est en réalité une grande diversité qui se dévoile, de l'artisan à la PME, de l'entreprise privée à l'entreprise publique, ce sont elles, toutes ensemble qui doivent créer ce souffle vital de la création d'emplois. Si nous allégeons le coût du travail, c'est pour ça, si nous simplifions, c'est pour cela, si nous nous attaquons la rente, aux positions acquises, c'est pour cela.
C'est pour cela encore que nous encourageons l'investissement.

Grâce au crédit d'impôt recherche, reconnu, et salué partout dans le monde, grâce à la banque publique d'investissement qui met la finance au service de l'économie réelle, grâce à tout le potentiel du numérique, le label French Tech, nos compétences sont reconnues dans le monde entier, notre politique vise à redresser le pays et à redonner de la force aux entreprises, parce qu'elle crée de la richesse, et ainsi on peut créer de l'emploi. L'innovation est la clef, c'est une agriculture incarnée aujourd'hui par le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll. Cette identité même de la France qui mise sur la qualité et les nouveaux modes de production. C'est une industrie qui invente aujourd'hui les produits de demain, une industrie qui se réinvente, car la France doit demeurer un grand pays industriel avec ses ouvriers, ses cadres, ses ingénieurs, ses apprentis et leur savoir-faire. L'innovation, c'est l'économie verte, avec tant de gisement d'emplois. Nous développons les énergies renouvelables.

L'Europe, ces dernières années, n'a été trop longtemps que discipline et surveillance, les considérations comptables avaient remplacé le projet politique. Alors nous avons agi et nous devons le reconnaître avec le président de la République depuis 2012 pour remettre dans une Europe dominée par les conservateurs, la croissance au cœur de ce projet. Les lignes ont bougé. L'euro, c'est un combat que j'ai mené avec d'autres, a considérablement baissé. Le plan Juncker de 315 milliards d'euros investis.

L'Europe, ça doit être l'emploi, un message d'espérance pour la jeunesse, mais ne doit jamais être la concurrence sans merci entre les travailleurs. Nous voulons encadrer le recours aux travailleurs détachés. Nous devons enfin construire cette communauté de pays qui harmonisent leur action économique, fiscale, sociale, pour avancer ensemble.

Nous devons construire cette gouvernance économique et monétaire de l'Europe et de la zone euro, cette Europe intégrée, politique, qui répond efficacement aux enjeux de notre temps : la croissance, l'emploi, l'immigration, la protection, la lutte contre le terrorisme. L'histoire n'attend pas, et l'Europe peut sortir de l'histoire si elle ne renoue pas avec son projet. Alors à nous de redéfinir le projet européen, de stimuler la croissance qui repart, de faire en sorte que l'Europe prenne ses responsabilités dans les grands conflits du monde. Nous avons une voix. J'entends bien ce qui se dit sur d'autres gauches qui surgissent, mais nous avons une autre voix importante, c'est celle des sociaux-démocrates européens, et à nous de la faire fructifier, car l'Europe est plus que jamais notre horizon. Et j'espère que d'abord au Portugal et en Espagne, ce seront les socialistes qui remporteront le pouvoir pour gouverner et rejoindre la voix de la France pour une Europe de croissance et de prospérité.

Chers amis, nous réformons, nous agissons, mais tout ce que nous faisons pour notre économie ne portera pleinement ses fruits que grâce à un dialogue social renforcé et modernisé. Tout simplement parce que, à la différence de certains, nous n'opposons pas les droits des salariés et la performance des entreprises. Les deux doivent aller ensemble. Et notre méthode pour créer de nouveaux droits, je pense au compte personnel d'activité ou à la prise en compte de la pénibilité, c'est le dialogue social. Nous l'avons étendu grâce à la loi portée par François Rebsamen, à tous les salariés. Nous l'avons rendue moins formelle, plus simple, plus efficace. Et la base du dialogue social, c'est tenir

ses engagements. Aujourd'hui, qui joue le jeu ? Dans le syndicalisme, ceux qui recherchent des solutions concrètes et négociées, des compromis équilibrés, ceux-là marquent des points. Tout simplement parce qu'ils sont en phase avec les attentes des salariés, des ouvriers, lucides sur la nécessité de changer. Mais du côté du patronat, lorsque j'écoute certains dirigeants du Medef, qu'est-ce que j'entends ? Une plainte permanente, un discours anxiogène sur la peur d'embaucher, des représentants du patronat, pas tous, mais des représentants du patronat, nous attendons autre chose, une attitude d'entrepreneur, un discours sur l'envie d'investir, de se battre sur les marchés, d'innover, de former des jeunes, d'embaucher. Une fierté, au fond, un sens des responsabilités, un patriotisme au niveau de l'effort consenti par la nation, et surtout, aujourd'hui, nous attendons qu'ils tiennent leurs engagements, des engagements ont été pris, signés même en contrepartie des aides du pacte de solidarité et de responsabilité, nous évaluerons la tenue de ces engagements. Ce rendez-vous approche, chacun prendra ses responsabilités et le gouvernement prendra les siennes.

Mes chers amis, en trois ans, nous avons fait des choix, nous avons réformé et la France avance. Je suis lucide, moi aussi. Je connais la souffrance de ceux qui sont au chômage, dans la précarité, de ceux qui subissent la violence d'un licenciement. Je n'ignore rien des fractures territoriales et sociales, de la désespérance, des brûlures de la crise et du chômage de masse. Mais il ne suffit pas de décrire, il faut agir, c'est notre mission. Et je veux, c'est un message important, que nous regardions vers l'avenir avec confiance. Nous poursuivons ce grand mouvement que nous avons engagé, et nous allons réussir, en accompagnant la création d'emploi dans les TPE et PME, en levant ce qui peut freiner l'embauche, et dès mardi, je présenterai de nouvelles mesures. En présentant une grande loi sur le numérique pour poursuivre sur le chemin de l'innovation, en engageant le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu, première étape d'une modernisation de notre imposition. Je connais nos débats. Le gouvernement est attentif à ce qui se dit dans le parti, aux attentes exprimées par les socialistes, et d'ailleurs tous les socialistes membres du gouvernement ont signé la motion dont le premier signataire était Jean-Christophe Cambadélis. Nos débats peuvent porter sur la hiérarchisation de telle ou telle priorité, c'est normal, mais jamais aucun d'entre nous ne remet en cause, je le sais, l'esprit de réforme. Nous sommes fidèles, oui, fidèles à l'action de Pierre Mauroy à qui vous rendrez hommage demain. Nous sommes tous des réformistes, réformer est une nécessité, mais cela ne peut pas être une destination en soi. La gauche, je la veux généreuse, je la veux efficace, qu'elle réponde aux besoins d'adaptation, à l'inquiétude, au besoin d'enracinement, de partage, de reconnaissance de chaque citoyen, parce que nous sommes progressistes, nous ne voulons pas d'un individu inquiet dans un monde sans solidarité où chacun serait un loup pour chacun, et donc nous devons bâtir sans cesse la République. Parce que la République, la Nation, la patrie, garantissent notre unité, notre cohésion. S'il y avait un seul message à retenir du 11 janvier, ce serait celui-là : en brandissant les drapeaux, en chantant la Marseillaise, en cherchant ce regard fraternel dans le regard de l'autre, les Français ont dit avec force leur volonté d'avancer ensemble, de partager les mêmes souffrances, mais d'abord les mêmes joies, et un même destin. Bien sûr, ce jour-là, tout le monde n'était pas au rendez-vous, et nous devons nous atteler à cette reconquête des cœurs et des esprits, ce qui demande aussi de parler de la République avec le cœur, de parler de cette République forgée par le courage des soldats de Valmy et l'audace de ceux qui ont osé abolir tous les privilèges. Cette République portée à bout de bras par les poilus dans les tranchées.

La République, elle est ferme, elle doit l'être, et je veux saluer l'action de Bernard Cazeneuve, notamment quand il décide d'expulser le père de Mohamed Merah qui n'avait rien à faire sur le sol français. La République doit être ferme, c'est ce que les Français attendent de nous, mais elle doit être aussi bienveillante. C'est une volonté chevillée au corps de considérer l'autre, de considérer que ses difficultés sont aussi les nôtres. Alors je souffre, comme vous, quand j'entends la droite, une partie d'entre elle en tout cas, parler de la République, car elle n'en conserve que le vernis, elle en a oublié le sens. Derrière cette guerre du langage, ce trafic d'appellation, cette privatisation d'un bien commun, il y a une duperie. L'UMP cache un manque d'idée, c'est la synthèse entre les fausses promesses de 2007 et le discours halluciné de Grenoble. En guise de renouveau, on nous propose un grand retour en arrière. Quand la droite n'a rien à dire, et elle n'a rien à dire, elle renvoie aux clichés, à la caricature, celle d'une gauche soi-disant laxiste, qui nivèlerait par le bas, ou qui aurait même trahi la République. Elle renvoie aux clichés. Renvoyons-la sereinement à son bilan, dette, déficit, services publics abîmées, postes de policiers, gendarmes, soldats, infirmières, enseignement, supprimés, délinquance en hausse, stigmatisation des étrangers.

Alors j'invite le chef de l'opposition à méditer sur le passé, avant que d'envisager l'avenir, ou plutôt de chercher sa revanche sur nous, c'est normal, sur ses amis, on peut le comprendre, sur lui-même, c'est un problème douloureux... Sur les Français, ça, nous ne l'acceptons pas ! Faire de la politique, c'est servir les autres, et non pas régler des comptes personnels. Faire de la politique, et plus encore quand on a été président de la République, c'est tirer son pays vers le haut, élever le débat, et non pas plonger des deux pieds dans l'outrance et la hargne. Faire de la politique, c'est débattre, argumenter, ce n'est pas vociférer ou insulter. Par ces pratiques, dans l'opposition, Nicolas Sarkozy est déjà un problème pour le pays. Et moi, comme vous, parce que nous sommes tout sauf des laxistes, je ne veux pas que Nicolas Sarkozy récidive, qu'il fasse à nouveau ce qu'il a fait à notre pays quand il était au pouvoir. Et je ne veux pas qu'il continue d'ouvrir un peu plus la porte à cet ennemi redoutable qu'est l'extrême droite. Lors des dernières élections départementales, le Front national a montré sur fond de résignation combien il avançait dans nos campagnes ou nos villes ses mauvaises solutions. C'est pour ça que j'avais appelé à s'engager pleinement dans la bataille, et nous mènerons à nouveau ce combat en décembre. L'extrême droite prétend parler au nom du peuple, elle ne ferait que trahir ses intérêts. Elle parle de patriotisme, mais son projet vise à nier tout ce qu'est notre pays et sa grandeur, un pays qui se projette vers le monde, qui croit en son destin,

arrimé à l'Europe. L'extrême droite voudrait nous rétrécir, que nous abandonnions le combat. Non, je ne crois pas qu'avant, c'est mieux, je ne crois pas qu'un grand pays comme le nôtre ne sauvera en abandonnant sa générosité, en tournant le dos à l'Europe. Je ne crois pas que défendre notre patrie, ce soit trahir son héritage, renier son passé et ses valeurs. Face à l'adversaire, la droite, et face à l'ennemi, le Front national, nous n'avons pas le droit d'échouer, de manquer au peuple français. Mais soyons lucides, si tant de citoyens tournent le dos au débat public, s'ils jugent que l'on parle trop et mal de la République, c'est qu'ils ont le sentiment que ce bien commun ne leur appartient plus, que la République même a reculé dans leur vie quotidienne. Eh bien notre devoir, c'est d'œuvrer obstinément pour faire vivre cette République, pour la réarmer, pour la rendre palpable, vivante, pour la faire aimer. La République, c'est d'abord cette liberté conquise de hautes luttes, les citoyens sont des êtres libres et autonomes qui adhèrent volontairement aux valeurs et principes qui nous unissent. Ils ont des droits et aussi des devoirs.

La République, c'est l'autorité, le respect de la loi, l'ordre républicain, l'ordre juste. C'est la protection due à chacun, la sécurité, et la gauche a profondément évolué sur cette question, elle l'a prise à bras le corps souvent grâce au travail des maires et élus de terrain, et elle obtient des résultats. La délinquance baisse, jamais la gauche et les socialistes n'ont été aussi crédibles pour assurer à la fois l'ordre public et combattre le terrorisme. La République, c'est aussi la laïcité qui organise notre vie collective. Elle n'a pas besoin d'être qualifiée ou interprétée, elle a juste besoin d'être appliquée. La laïcité est ce rempart contre tous les intégrismes, tous les communautarismes, les pensées rétrogrades qui enferment les femmes notamment dans leur vie ou bien derrière un voile. La laïcité protège, elle fait que tous les citoyens peuvent pratiquer leur religion dans la même dignité, elle fait, je ne me lasserai jamais de le dire, que les musulmans de France n'ont pas à avoir honte d'être musulmans, et les juifs de France n'ont pas à vivre dans la peur. La laïcité, c'est le refus des amalgames, c'est la différence entre le fidèle et le citoyen, et nous voulons rassembler, apaiser. Le racisme, l'antisémitisme, alors qu'on a crié *« mort aux juifs »* dans les rues de Paris, les actes anti-musulmans, anti-chrétiens, l'homophobie, le sexisme, sont des délits qui désagrègent notre société. Nous ne devons rien laisser passer. Aucun acte, aucun geste, aucun mot, aucune insulte, c'est notre grande cause nationale, et nous le faisons en rassemblant, sans stigmatiser, nous ne voulons pas faire de l'islam le seul débat dans la société française pour prospérer sur la haine de l'autre et courir derrière l'extrême droite. C'est à nous, et si on se pose parfois la question du rôle des socialistes, il est là, est à nous de transmettre, d'expliquer, de redire notre histoire, nos valeurs, pour que l'on arrête de tout confondre. Liberté d'expression et blasphème, caricature et stigmatisation, humour et intolérance. Voilà pourquoi nous étions tous Charlie le 11 janvier et pourquoi nous le demeurons.

La République, c'est enfin l'égalité, et c'est sur cette égalité que je veux insister. Car depuis cette nuit révolutionnaire du 4 août, c'est l'égalité qui a fait avancer notre nation. Pourtant, là aussi, cette promesse d'égalité résiste de moins en moins à la réalité des faits, de ce que vivent nombre de nos concitoyens, dans les milieux populaires comme dans les classes moyennes. Voilà donc ce qui a été et ce qui doit toujours être le combat de la gauche. Les inégalités au quotidien, c'est d'abord celles produites par notre système scolaire où les grandes écoles restent toujours, trop souvent, l'apanage d'un milieu social qui connaît les règles et qui maîtrise les codes. C'est aussi l'expérience répétée que vit une partie de notre jeunesse, celle de ne pas accéder à l'emploi, à un logement, à cause de son nom, son prénom, sa couleur de peau, son adresse, ou parce qu'on est une femme ou que l'on est jugé trop vieux ou que l'on souffre d'un handicap. Les inégalités sont là, elles touchent toujours les mêmes, alors que ce sont toujours les mêmes qui s'en sortent. Il y a donc une défiance, un doute profond qui s'est installé dans notre pays, ce qui explique pourquoi certains parents veulent éviter certaines écoles pour leur enfant. Il y a un doute sur le fonctionnement de notre éducation, de notre fiscalité, de notre justice, de notre système de santé et de solidarité, sur nos institutions démocratiques. Pour dire les choses simplement, beaucoup ne croient plus en l'égalité et certains, toujours les mêmes d'ailleurs, en profitent pour tenter de s'en débarrasser, avec leurs éternelles confusions entre égalitarisme et égalité, entre solidarité et assistanat.

Ce qu'ils veulent, c'est le chacun pour soi, le tous contre tous, affirmant à mots couverts, ou de moins en moins d'ailleurs, que l'égalité, ce n'est pas moderne, que c'est de l'histoire ancienne. Alors que pour nous, c'est le sens de l'histoire. Ce combat pour l'égalité, il faut le reprendre concrètement, c'est-à-dire assurer l'égale dignité, l'égale considération de tous. Cela veut dire prendre en compte la condition de chacun, c'est ce que nous avons fait dès 2012 avec la retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler très tôt. C'est ce que nous avons fait avec la réforme des allocations familiales, avec le tiers payant, avec l'impôt sur la fortune pour que chacun contribue à la mesure de ses moyens, avec la loi sur l'égalité femmes/hommes et la parité. Et c'est ce que nous avons fait, et nous n'avons pas en nous en excuser, en donnant avec Christiane Taubira et avec la majorité de gauche, enfin aux couples de même sexe, le droit de se marier. Voilà ce que nous faisons.

Ne l'oublions pas, voilà ce que nous allons continuer à faire. Nous voulons l'égalité réelle, pas l'égalitarisme, et ça passe bien sûr par l'école. Cette école qui porte la promesse d'un avenir meilleur pour tous nos enfants doit redevenir le lieu de tous les possibles, d'abord pour les milieux populaires, et pour les classes moyennes. Le savoir, la connaissance, l'instruction, c'est leur premier capital, alors oui, soyons fiers d'avoir réformé l'école primaire, car c'est là que les mauvais départs se prennent. Maîtriser sa langue, lire, écrire, compter, c'est d'abord là que cela se passe. Soyons fiers d'avoir refondé l'école, d'avoir refait du budget de l'éducation le premier de notre nation, restauré la formation des maîtres, soyons fiers de tenir la promesse de François Hollande de créer 60 000 postes d'enseignants au cours de ce quinquennat. Soyons reconnaissants envers nos enseignants, ces milliers d'hommes et de femmes animés d'une des plus belle vocation, mais souvent confrontés à des difficultés immenses, mais ils savent et doivent savoir ce qu'un pouvoir de droite

fait quand il gouverne et reconnaître aussi ce qu'est la gauche au pouvoir quand elle agit pour l'école et pour les enseignants. Après le primaire, nous avons réformé l'éducation prioritaire, là où les établissements concentrent les enfants les plus modestes. C'est là qu'il faut agir pour aider ceux et celles qui en ont le plus besoin. La réforme des collèges est venue consolider cette refondation de l'école, cette grande et belle réforme des collèges, portée par un des talents de ce gouvernement, par Najat Vallaud-Belkacem, et je lui dis qu'elle poursuive, qu'elle continue son travail, qu'elle en débatte, bien sûr, mais qu'elle ne se laisse pas impressionner par tous les anciens ministres de l'Éducation nationale. Ah, les anciens ministres... On le sera tous à un moment ou à un autre, ancien ministre. Mais souvent, pas tous, mais souvent, et je pense surtout à l'un d'entre eux, qui a été ministre, qui n'a rien fait, qui n'a rien réformé, sinon qu'il a essayé de mettre en cause la laïcité, tous ces anciens ministres qui parlent et qui n'ont rien fait, alors Najat Vallaud-Belkacem, avec nous, elle agit et elle réforme. Et puis bien sûr, il y a l'évolution des programmes.

C'est un vrai débat. L'histoire que nous transmettons à nos enfants. C'est le ciment de notre société, il ne s'agit ni de l'embellir, ni de le noircir, mais de le transmettre pour former des citoyens libres, lucides, autonomes, pour forger une identité selon la définition de Brodel, fondée sur notre langue, notre littérature, notre culture, notre histoire, notre territoire, nos enfants doivent bien sûr vibrer au souvenir du sacre de Reims, lire avec émotion le récit de la fête de la fédération, mais ils doivent être capables aussi de comprendre le monde d'aujourd'hui avec les instruments d'aujourd'hui. Des talents, il y en a tellement dans notre pays, dans les familles d'ouvriers, des salariés des classes moyennes, ces talents doivent pouvoir pleinement s'exprimer et notre rôle est de les aider, d'aider les parents, les familles, c'est ça la mission de la gauche. Transmettre le savoir, transmettre des valeurs, faire en sorte qu'au départ, chacun ait la même chance pour pouvoir progresser dans la société. Et notre objectif, dans ce débat brouillé sur l'école, c'est l'excellence républicaine. Et nous devons ouvrir davantage l'accès à la culture, à la création, développer chez tous le goût du beau, le culte passionné de la raison et de la liberté, donner du goût aux gens, à la jeunesse, à l'espoir, de l'optimisme. La gauche doit regarder l'avenir avec optimisme, c'est notre mission, c'est notre histoire.

Mes chers amis, je parlais au début de l'exigence des socialistes, c'est celle d'être à la hauteur, comme le furent nos aînés, pour pouvoir à notre tour inventer l'avenir. Prenons le temps de rêver à nouveau. Le rêve, ce n'est pas une fuite, c'est un beau voyage, ce n'est pas un mirage, c'est l'horizon que l'on se donne à atteindre, et pour cela, nous devons être rassemblés, derrière le président de la République qui agit avec détermination, sens de l'État, avec la volonté d'apaiser, de protéger les Français. Rassemblés derrière le gouvernement dont je salue les nombreux membres ici présents, rassemblés derrière le président de l'Assemblée nationale, le président de groupe, Bruno Le Roux, Didier Guillaume, Pervenche Bérès, rassemblés derrière les parlementaires, députés, sénateurs, nos secrétaires de section, nos militants, nos jeunes socialistes, qui agissent au quotidien. Oui, avec vous, moi, je respecte le Parti socialiste, et j'aime les socialistes, je suis militant depuis 1981, et je sais ce que je vous dois, ce que nous vous devons, vous, militants, adhérents, sympathisants, non, le Parti socialiste n'est pas mort, parce qu'il y a les militants, les adhérents, les sympathisants, qui s'engagent bénévolement pour organiser une primaire ou une campagne présidentielle. Je suis convaincu qu'ils seront à nouveau au rendez-vous des combats. Rassemblés derrière toi, cher Jean-Christophe, qui remet les idées en marche, qui remet le Parti socialiste en mouvement, qui redonne avec ta force et ton expérience, de l'énergie aux militants, et qui a toute la reconnaissance et toute la confiance des socialistes. Soyons rassemblés, chacun ici y a contribué, et doit y contribuer, ce rassemblement, il ne suffit pas de l'invoquer comme un mot magique.

Les débats vont se poursuivre. Mais ce rassemblement, il faut le vouloir. Et à la place qui est la mienne, j'y travaillerai toujours, et comme chef du gouvernement, de la majorité, j'en serai le garant. Vous connaissez mon parcours, j'ai participé toujours avec enthousiasme à nos débats, dans nos congrès, à la primaire de 2011, j'ai toujours défendu mes idées avec conviction, et je viens de le faire encore devant vous. Mais aujourd'hui, j'ai une responsabilité, celle de conduire l'action du gouvernement de la France, et j'ai une autre conviction : il n'y a pas d'aventures personnelles, il n'y a que des réalisations collectives. Et vous pouvez être certains de ma loyauté sans faille à l'égard du président de la République. C'est d'abord le fruit de la relation personnelle qui me lie à François Hollande, c'est ensuite surtout dans ce moment-là ma conception de la politique, mais c'est aussi ma conception des institutions de la cinquième République, mais d'abord et avant tout, je veux réussir et nous avons le devoir de réussir. Ce que les Français attendent de nous, d'un Parti socialiste qui s'adresse à tous, qui parle à tout le monde, et qui agit pour tout le monde. La gauche n'est jamais plus belle, plus utile aux Français que quand elle s'adresse à tous, sans sectarisme et sans dogmatisme. Être rassemblés, c'est être plus fort et c'est rendre crédible le message de rassemblement que nous adresserons aux Français. Nous avons besoin d'un Parti socialiste fort qui fédère la gauche et les écologistes, qui trace un chemin vers une maison commune, il faut imaginer ce dépassement qui permette aux progressistes de se retrouver pour préparer d'abord les élections régionales de décembre, et bien sûr la présidentielle de 2017. Et plus largement, aujourd'hui, dans ce monde que j'ai décrit, avec ses fractures, ses doutes, nous devons être le parti de toute la nation, de tous les Français. J'ai entendu dire que nous serions devenu des minorités, non, ce n'est pas ça.

Mes chers amis, ma conviction, c'est que dans cette époque qui bouge tant, le monde a besoin de la France, et la France a besoin de la gauche, car être de gauche, c'est avancer, jamais reculer. La gauche, c'est progresser, et en même temps partager. La gauche, c'est élever chacun. Alors soyons fiers de ce que nous avons accompli, soyons fiers de ce que nous allons faire, soyons fiers d'être de gauche, soyons fiers d'être Français, fiers de notre beau pays, de la réussite, vive la République, et vive la France !

ALAIN CLAEYS

▶ *Député maire de Poitiers*

Beaucoup d'entre vous le savent, je travaille au parlement sur la notion d'éthique. Eh bien, chers camarades, l'éthique, en politique, c'est de mener un débat de bout en bout. Mais aussi et surtout de savoir le conclure. Au cours de ces derniers mois, la discussion a eu lieu entre nous. Nous avons pu, les uns et les autres, échanger nos arguments dans la grande tradition de ce qui fait notre parti depuis sa création. Nous devons collectivement respecter ce travail. Personne, je dis personne ne peut s'en affranchir. Chers camarades, quand on est socialiste, la critique d'une ligne se fait ici, à la tribune, pas dans une tribune.

Cela, chers camarades, relève pour moi de l'éthique en politique. Au moment où le populisme gagne trop d'esprits, où il stigmatise chaque jour les élus de notre République, moi, je suis fier de notre parti. Le Parti socialiste est un grand parti, qui réfléchit, avance et construit. Souvenez-vous, chers amis, chers camarades, ce que d'aucuns prédisaient il y a quelques semaines encore : Poitiers serait un congrès de fureur et de bruit. Souvenez-vous, chers amis, chers camarades, que vendredi, les mêmes évoquaient un congrès d'ennui. Eh bien moi, je vous le dis, Poitiers n'est ni du bruit, ni d'ennui. C'est un congrès d'envie. Envie de réussir, comme l'a rappelé notre Premier ministre, Manuel Valls, envie d'aller encore et encore de l'avant, comme le dira tout à l'heure notre premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis. Envie de gagner à nouveau, derrière notre président de la République, François Hollande. Chers camarades, soyons fiers de ce que nous faisons. La droite ne sait que casser. Seule la gauche sait réformer. Les grands changements de société, de l'abolition de la peine de mort au mariage pour tous, c'est la gauche. Le souci du plus faible, la recherche constante du progrès social, la mise en place par Pierre Mauroy de la retraite à 60 ans, c'est la gauche. Son rétablissement par Jean-Marc Ayrault, c'est encore et toujours la gauche. L'action du président François Mitterrand pour la paix en Europe, celle du président François Hollande, pour garantir notre sécurité, tout cela est à mettre au crédit de la gauche. Hier, Manuel Valls a parlé d'exigences en ces termes : un socialiste sera toujours exigeant, exigence, c'est le mot qui résume le mieux la gauche. Le Premier ministre a raison. Les socialistes sont exigeants avec eux-mêmes et ils ont raison. C'est cette éthique de l'action qui fera revenir à nous ceux que la politique a pu décevoir et qui se sont détournés de nous. Tous ceux, dans cette salle, qui, comme moi, sont élus locaux, savent combien tout se rebâtit chaque jour, combien rien n'est acquis, combien temps et patience sont nécessaires pour voir s'achever une réalisation. Eh bien, réforme... Salut, Manuel !

Eh bien, réforme après réforme, jour après jour, nous voyons la situation s'améliorer, la confiance revenir. Bien sûr, le combat pour l'emploi est encore loin d'être gagné. Bien sûr, des millions de nos concitoyens sont chaque jour encore dans la détresse. Toute l'action des socialistes doit être concentrée sur cette question, et je sais qu'elle l'est. Présageant sûrement des lendemains meilleurs, les bonnes nouvelles économiques viennent une à une former un tableau plus lumineux de la France de demain. C'est à ce moment charnière, en cet instant où tout n'est déjà plus comme avant, que se déroule notre congrès de Poitiers.
Chers amis, chers camarades, tout doucement, le balancier est en train d'indiquer l'heure de la récolte. L'histoire du quinquennat retiendra que c'est à Poitiers qu'a commencé la seconde partie du mandat de François Hollande. Oui, c'est ici, cher Manuel, que tu as affiché ton éthique de la responsabilité et ta volonté indépassable de réussir. Cette réussite, nous, socialistes, la devons aux Français, et notamment aux Français les moins aisés qui souffrent au quotidien. Alors, chers amis, chers camarades, repartez d'ici avec en tête cette phrase de Pierre Brosselette, entré récemment au Panthéon : Ce qu'ils attendent de nous, ce n'est pas un regret, mais un serment. Ce n'est pas un sanglot, c'est un élan. Je vous remercie.

JEAN-FRANÇOIS MACAIRE

Président du conseil régional de Poitou-Charentes

C'est un vrai débat d'idées que nous avons à Poitiers. Face aux difficultés que rencontre la France, face aux défis, personne n'a la science infuse, personne n'a de réponse toute prête. Et c'est en tant que président de région que je veux apporter ma pierre à ce débat. Car dans nos régions, depuis dix ans, et parfois davantage, nous construisons le renouveau socialiste, nous sommes des fabriques à idées et à projets, nous portons fièrement les valeurs de la gauche, celles qui nous ont fait gagner et qui nous ferons encore gagner.

Loin de moi l'idée d'opposer gouvernement et régions. Mes chers camarades, la prochaine échéance, ce n'est pas la présidentielle, ce sont les élections régionales en décembre prochain. Et nos concitoyens nous attendent. Ce rendez-vous sera la première occasion pour nous de tenir les promesses du congrès de Poitiers. Parlons des régions de gauche, de leurs résultats. Qui a assuré la gratuité réelle de l'éducation ? C'est nous. Qui a fait de l'apprentissage une voie d'excellence ? C'est nous. Qui a créé le pass contraception tant combattu par la droite ? C'est nous. Qui a créé le service public de formation pour les demandeurs d'emploi ? C'est nous. Qui a inventé de nouveaux outils pour la transition énergétique ? C'est nous.Qui a suscité et soutenu l'innovation sociale, les groupements d'employeurs ? C'est encore nous.

Notre bon bilan suffira-t-il pour gagner ? Certainement pas. Mais il peut aider à ouvrir les yeux et les oreilles. L'enjeu n°1, nous le savons tous, c'est de reparler à celles et ceux qui nous ont délaissés lors des dernières consultations. Nous savons qui ils sont. Les ouvriers, les employés, les jeunes, les gens modestes, qui constatent et déplorent que le système ne fonctionne pas ou plus pour eux. Nous savons où ils sont. Dans les villages, dans les quartiers. La carte électorale des départementales parle clairement. Plus on s'éloigne du centre des villes, moins on vote à gauche. Nous sauvons des métropoles où une majorité de la population est protégée de la crise, et nous perdons des départements ruraux et des cités ouvrières. Comment les faire revenir à nous ? La crise est profonde, nous ne retrouverons jamais la situation d'avant la crise. Le gouvernement fait ce qu'il faut pour permettre à la France de retrouver de la compétitivité et de la croissance, c'est indispensable. Dans les régions, nous amplifions ce mouvement et nous pouvons le faire d'une façon plus ciblée, nous pouvons mobiliser les acteurs et réseaux que nous connaissons bien. Il nous faut mettre en place dans les régions fusionnées une organisation innovante permettant une répartition harmonieuse des centres de décisions dans les régions d'origine. C'est la position que je défends depuis plusieurs mois.

Pourtant, si la première conséquence de la réforme territoriale, c'est de vider les territoires de leur savoir, ce n'est pas moins d'abstentions ou de votes extrêmes que nous aurons, mais davantage. La promesse de Poitiers que nous devons tenir dans les régions, c'est respecter les territoires, surtout ceux qui sont davantage victimes de la crise. C'est redonner les clefs de la réussite aux enfants et aux jeunes des classes populaires. C'est porter l'audace de la croissance verte et de l'économie solidaire, c'est innover, toujours, ne jamais baisser les bras. Mon vœu le plus cher, c'est que le congrès de Poitiers soit celui de la reconquête du peuple de gauche et qu'elle commence dès décembre, dans nos régions.

BENOÎT TIRANT

Premier secrétaire de la fédération de la Vienne

Les enjeux de ce congrès sont multiples, puisqu'il nous appartient de fixer pour les années à venir les choix à définir pour notre pays, pour que celui-ci en passe de sortir d'une crise économique violente puisse enfin répondre aux angoisses des Français, angoisses attisées par les sirènes du déclinisme. Il nous revient aussi d'expliquer comment affronter ce monde qui se développe devant nous, globalisé et en perpétuel mouvement, confronté aux menaces du terrorisme.

Mes chers camarades, chers amis, je veux affirmer que nous sommes là pour remporter la victoire en 2017. Si nous sommes rassemblés aujourd'hui, c'est pour raviver un espoir chez les Français, consacrant ces trois jours à retisser le lien social que nos opposants s'acharnent à distendre. Redonnons leur place aux valeurs fondamentales de la République.

La fraternité nous fédère et justifie notre engagement socialiste. Notre histoire nous a appris que rien de grand ne peut advenir si nous sommes fragilisés par la désunion, si nous ne portons pas ensemble un message pragmatique. Notre parti doit défendre le travail de réforme engagé par le président de la République, son gouvernement et sa majorité, désormais indispensable pour le redressement du pays. Plus encore, le Parti socialiste doit être une force de proposition qui impulse ses propres orientations. Oui à la fraternité comme ferment du vivre ensemble et de notre démocratie. Ce que veulent les jeunes dans les cités, dans les campagnes, partout en France, c'est que la France généreuse et conquérante, les reconnaisse comme citoyens à part entière et leur donne à tous les moyens de leur épanouissement, parce que sans la jeunesse qui s'élève, la France n'est rien. Il nous faut aussi mener un combat difficile contre un système financier égoïste et injuste. Il nous faut aussi contre l'individualisme et le repli sur soi se remettre en valeur le partage et le vivre ensemble.

L'UNITÉ APRÈS LE VOTE

La première partie de l'après-midi de ce vendredi 5 juin a été consacrée au vote du rapport de la Commission nationale de récolement sur le vote du 21 mai, rapport présenté par Christophe Borgel.

CHRISTOPHE BORGEL

▶ *Secrétaire national aux élections*

La participation s'est élevée à 54,5% de votants pour le vote du 21 mai, une participation moindre que lors du vote Internet de la semaine dernière, organisé par l'UMP afin de changer le nom de leur parti. *«Dans les difficultés des partis politiques, le nôtre est encore bien vivant»*, a ainsi souligné Christophe Borgel.

Mais la comparaison ne s'arrête pas là. Au-delà de la participation, c'est une *«manière de faire de la politique»* qui est différente, entre le Parti socialiste, et le nouveau *«parti républicain conservateur»*.

À l'inverse d'*«un visage de divisions sur fond d'ambitions individuelles»* ainsi que *«la caricature du débat»*, nous devons, à l'occasion de notre Congrès, opposer *«un visage d'unité sur fond d'une volonté : la réussite de la fin du quinquennat»*, et *«la force des idées»*. Il s'agit de montrer que *«la comparaison est à l'avantage des socialistes»*.

Les motions B, C et D se sont par la suite exprimées, validant toutes les chiffres de la Commission nationale de recolement. La motion B, par la voix de Bertrand Vasnier, a toutefois souligné son inquiétude face au taux de participation. Florence Augier, de la motion C, a quant à elle insisté sur sa volonté de s'impliquer *«dans les instances pour construire le projet politique de demain»*. Les résultats des votes étant *«incontestables»*, Yann Galut, de la motion D, a affirmé la volonté de la motion D de *«faire évoluer le PS et de se rassembler»* car *«une nouvelle séquence s'ouvre»*.

> FOCUS

Concernant le vote du 21 mai sur les motions :
60% pour la motion A (42 713 voix),
28,5% pour la motion B (20 245 voix),
2% pour la motion C (1 426 voix), et
9,5% pour la motion D (6 756 voix).

Après le vote des délégués, qui a approuvé le rapport de la Commission nationale de récolement, Christophe Borgel a annoncé les résultats du vote du 28 mai :
70% pour Jean-Christophe Cambadélis (41 213 voix)
30% pour Christian Paul (17 606 voix).

L'INTERNATIONAL ET L'EUROPE AU CONGRÈS DU PS

Le Parti socialiste est profondément attaché à sa seconde nature : l'internationalisme et l'Europe. C'est pourquoi chaque congrès est l'occasion d'inviter les partis membres de l'Internationale socialiste, du Parti socialiste européen et plus largement, les partis ou organisations qui se reconnaissent dans nos idées de la gauche démocratique.

Cela représente bien évidemment beaucoup de monde. C'est donc à la fois une réunion de famille avec des retrouvailles et aussi une série de prises ou de poursuites de contacts.

Il faut s'imaginer donc plus de 150 invités venus d'Europe, d'Afrique, d'Amérique du nord, du Proche-Orient.

C'est l'occasion de mesurer les mutations, les crises et les recompositions. Le Nouveau parti démocrate (NPD), qui pourrait remporter les élections au Canada a envoyé un message de son président Thomas Mulcair.

Le parti travailliste israélien avait envoyé la jeune députée Stav Shaffir, l'ancienne chef de file du mouvement social de 2011, le Fatah était représenté par son responsable international, Nabil Shaat, nos amis tunisiens d'Ettakatol avaient également une délégation. Plusieurs représentants irakiens et iraniens, issus des mouvements laïcs ou réformateurs étaient également présents.

Le congrès a salué chaleureusement la commandante Asya Abdullah du Parti de l'Union démocratique (PYD) qui à la tête des kurdes de Syrie fut en première ligne à Kobané face à Daesh. Nous avions aussi souhaité inviter l'ensemble des partis de la gauche grecque non communiste afin de multiplier les contacts pour travailler avec nos camarades grecs, en solidarité, comme nous l'avons toujours fait par le passé, mais retenu par son congrès qui se déroule en ce moment à Athènes, le Pasok, n'a pu être physiquement présent. Cependant, un message de Jean-Christophe Cambadélis a été envoyé.

Plusieurs délégations africaines (Sénégal, Bénin, Burkina Faso, Mali, Cameroun, Guinée équatoriale, Angola) étaient présentes également.

Les partis communistes chinois et vietnamiens étaient également représentés.

Le sens de cette présence n'est pas seulement la curiosité d'assister à un congrès du PS ou la curiosité à l'égard de celui-ci, il s'agit aussi de saisir cette occasion comme une de ces milliers de petites pierres qui permettent de construire une société juste, un modèle de développement solidaire, écologiquement responsable et économiquement performant.

> TÉMOIGNAGE D'ASYA ABDULLAH COMMANDANTE KURDE À LA BATAILLE DE KOBANÉ

Aujourd'hui, le peuple syrien en général et le peuple à majorité kurde, nous luttons contre le terrorisme, pour la démocratie. La victoire de Kobané, c'est une victoire pour l'humanité. Des centaines de villages ont été libérés ces derniers jours par les apports des unités de protection des peuples, des unités de protection de la femme et les forces alliées. Les territoires occupés par Daesh, c'est la destruction, le vandalisme, et surtout une attaque contre les droits de l'homme mais surtout contre les droits des femmes.
À Rojava, des milliers de filles mènent des combats contre le terrorisme, leur combat c'est le combat pour la cause de la femme universelle. Il faut se battre contre tous les fascismes. Comme femmes, nous allons nous battre jusqu'au bout. Nous allons nous battre au niveau militaire, c'est vrai, mais surtout nous battre pour créer un système démocratique là où la justice sociale doit régner et les droits de l'homme être respectés. Notre conception, c'est la nation démocratique. Nous menons notre combat pour la liberté, l'égalité, la fraternité, la solidarité entre toutes les communautés syriennes. L'un des fondements de notre stratégie, c'est la liberté de la femme. Notre population est en train de construire notre modèle démocratique de la société. Nous remercions toutes les aides et les soutiens qui nous ont été apportés, nous remercions le gouvernement de la France, les militants qui nous ont soutenus en France et ailleurs. Merci.

La première journée du congrès a permis la tenue d'un débat sur l'Europe, qui a abouti au vote d'une résolution qui sera portée par le Premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis lors du congrès du Parti socialiste européen.

PHILIP CORDERY

Nous approchons d'une résolution de la crise grecque, c'est une bonne nouvelle, puisque c'est un signe de plus du retour du politique en Europe. La réponse à la crise grecque est éminemment politique. Cet accord que nous espérons tous serait un signe fort de la réorientation de l'action européenne, impulsée il y a plus de deux ans par la France.

L'Union européenne devait changer de cap. Les années d'austérité ont fait beaucoup de mal au projet européen. Sur le plan économique d'abord, en refusant la relance par la croissance, les dirigeants européens ont rajouté de la crise à la crise et ont précipité le continent vers la déflation. Sur le plan social ensuite, les conséquences des politiques ont été désastreuses et ont plongé des millions d'Européens dans la misère et la précarité.
Cette situation, chers camarades, n'est pas une fatalité. La crise et l'austérité ne sont pas une fatalité, l'immobilisme non plus. Avec de la volonté politique, l'Union européenne peut et doit redevenir synonyme d'espoir et peut protéger les citoyens face aux excès de la mondialisation, elle peut porter un projet de solidarité, elle peut réussir la transition énergétique. Nous avons le pouvoir et le devoir de collectivement changer l'Europe. Alors, agissons. Depuis 2012, beaucoup a été fait dans cette direction sous l'impulsion de la France, malgré un Conseil européen toujours dominé par les forces libérales et conservatrices.

Démocratie, solidarité, aujourd'hui, ce ne sont plus des gros mots en Europe. Le plan d'investissement du président de la Commission européenne va permettre pour 2015-2017 de libérer 315 milliards d'euros d'investissement, ce plan appelé le plan Junker est une revendication des socialistes et socio-démocrates européens, il est une première étape vers une politique de relance européenne, indispensable pour retrouver de la croissance et lutter contre le chômage. En matière fiscale, la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscale sont à l'ordre du jour de l'agenda européen.

L'union bancaire a été mise en œuvre, et c'est un pas de plus vers une politique pour mettre fin à la toute-puissance de la finance, impulsée par la gauche européenne. La lutte contre le chômage est un objectif affiché, notamment celui des jeunes qui atteint des sommets indécents et qui menace de sacrifier toute une génération. La priorité donnée à la jeunesse par le gouvernement s'est traduite au niveau européen par l'adoption et le financement de la garantie pour la jeunesse.
La réorientation est en marche, mais nous sommes encore loin de l'Europe que nous voulons. Nous devons la consolider dans le domaine économique et l'amplifier en particulier dans le domaine social. Mais nous devons aller plus loin, notamment avec l'adoption d'un salaire minimum en Europe. La mise en place d'une assurance chômage européenne est une ambition que nous portons également au sein du Parti socialiste européen.

La nouvelle politique européenne doit se fonder sur les principes de responsabilité, de solidarité, et en partageant plus équitablement les efforts dans l'Union européenne.
L'Europe est l'affaire de tous : membres du gouvernement, parlementaires, militants, citoyens. Nous partageons là un projet et une ambition commune. Dédier un après-midi entier de ce congrès à l'Europe témoigne du choix européen de notre parti. Mais nous pouvons encore faire plus et collectivement. Nous devons investir davantage le Parti socialiste européen à tous les niveaux. Ce sera l'objet de notre feuille de route. Nous pouvons également adapter nos instances au calendrier européen afin que nos parlementaires européens puissent davantage participer à nos travaux. Chers camarades, plus que jamais, nous avons besoin d'Europe et plus que jamais, l'Europe a besoin de nous. Alors réinvestissons-la, réapproprions-nous le projet européen, ne laissons personne décider à notre place. Car en Europe aussi, nous avons besoin de renouveau socialiste.

GUILLAUME BALAS

Chers camarades, nous sommes donc à un moment où nous devons discuter un petit peu en profondeur de cette question fondamentale pour nous qui est la question européenne, notamment dix ans après le refus par le peuple français du traité constitutionnel et de la crise que ça avait ouvert chez nous et des moyens qu'aujourd'hui nous mettons pour répondre à cela.

L'Europe va mal. Ceux qui disent le contraire, et ils ne sont pas dans cette salle, se trompent. Ne pas voir la distance profonde de nos concitoyens par rapport au devenir européen, les inquiétudes et le doute profond sur sa pérennité, ce serait une erreur profonde de notre part.

Alors, malgré tout, et ça a été rappelé par Philip, il y a quelques lueurs. C'est l'action de la France et du président de la République sur l'union bancaire, qui a permis de stabiliser pour un temps en tout cas le système financier européen. C'est une autre politique monétaire de la part de la BCE et de Mario Draghi et des éléments conjoncturels comme la baise du coût de l'énergie, mais on ne sait pas pour combien de temps encore. C'est aussi un petit fil à tirer, qui est ce plan d'investissement Juncker, qu'il faut sans doute pouvoir approfondir.

Mais cela permettra-t-il de répondre à la promesse d'unité, de démocratie et d'harmonisation sociale ou au défi écologique ? Nous ne le pensons pas à la motion B, et nous pensons que le Parti socialiste français doit aujourd'hui aller plus loin et être plus clair. Que veut le Parti socialiste français là, à l'orée de ce Parti socialiste européen qui aura lieu la semaine prochaine ? Pour nous, la question centrale est qu'il faut absolument éviter d'abord la dissolution de l'Europe. Elle est possible, car il y a des forces qui œuvrent. Premier élément tout d'abord : c'est évidemment l'éclatement de l'Europe par les faits, référendum en Grande-Bretagne ou négociation pour qu'il n'y ait pas de référendum, mais aussi et surtout l'urgence de la situation grecque. Et je ne crois pas que l'accord qu'on entrevoirait là aujourd'hui règlerait les problèmes, mais il les repousse, car nous n'arrivons pas à trancher entre deux logiques. La Zone Euro est-elle d'abord une logique d'entraide financière entre nous ou sommes-nous d'abord dans une union politique même si elle est en devenir ? Et nous, c'est cette option qu'il faut garantir. L'économie ne doit venir qu'après. En tant que socio-démocrates, nous ne pouvons soutenir qu'en Grèce, où il y a une purge sociale sans précédent en Europe, qu'il y ait une réforme des retraites drastiques affaiblissant le modèle social, qu'on demande des privatisations, au lieu de demander à l'État grec de faire en sorte que la Grèce renoue avec la croissance. C'est pour cela que nous pensons que la France et le Parti socialiste français doivent être clairs dans leur demande par rapport au Parti socialiste européen concernant la Grèce. Et c'est pourquoi le texte que nous proposons aujourd'hui est trop timoré sur ce sujet.

Deuxième dissolution potentielle et beaucoup plus grave encore : le traité transatlantique. Pourquoi ce qu'on nous propose aujourd'hui n'est en aucun cas un accord de coopération commerciale ? Cela est tout à fait quelque chose que nous pourrions étudier et sur lequel nous pourrions travailler. Non. Ce qui est demandé à travers ce traité, c'est bien la mise en place d'un marché unique entre les États-Unis et l'Union européenne. Or, nous le savons, et, mes chers camarades, soyons attentifs car c'est maintenant que les orientations sont prises, si un marché unique est mis en place entre les États-Unis et l'Union européenne, nous le savons par les faits, nous le savons par la réflexion, alors, on sait que l'union politique potentielle de l'Union européenne est tuée par cela même. Comment pouvons-nous imaginer, alors que nous avons un marché unique aujourd'hui en Europe et que nous avons les plus grandes difficultés à déjà pouvoir construire l'union politique, qu'en élargissant à l'infini le circuit des marchandises et des hommes avec des négociations infinies sur des normes nouvelles, qui seront défavorables par rapport aux normes européennes ? Ce sera la préfiguration de ce que sera l'unité en Europe dans ces prochaines années. Le traité transatlantique, Mesdames, Messieurs, est, par sa nature, anti-européen. Et c'est pour cela qu'il faut être clair aujourd'hui sur le fait que nous le refusons, comme c'est inscrit dans notre motion depuis le début. Pour toutes ces raisons, même si nous reconnaissons le travail effectué, les points d'avancée que nous saurons soutenir aussi dans le texte avancé, nous ne pourrons le soutenir, et la motion B s'exprimera aujourd'hui contre ce texte.

VALÉRIE RABAULT

Chers camarades, c'est au nom de la motion D, la Fabrique, que je vais m'exprimer aujourd'hui. Nous voici à Poitiers, dix ans après le référendum sur le traité constitutionnel européen. Ce référendum, chers camarades, nous a déchirés. Il y a dans cette salle des camarades qui ont voté oui, comme le voulait le parti, et d'autres qui ont voté non. Ce référendum nous a en quelque sorte traumatisés, si bien que depuis dix ans, nous sommes devenus un peu inaudibles sur la scène européenne. Parce que d'autres ont insidieusement grignoté l'espace politique, ce sont les forces extrémistes qui ne veulent plus poursuivre l'aventure européenne. Ce sont les forces conservatrices qui ont perdu de vue l'unité de l'Europe et qui cherchent des coupables à tout-va : les profiteurs grecs, les migrants, et même certains Français. Ce sont ceux qui voudraient enclencher pour l'Europe la marche arrière.
Les dangers, il y en a toujours eus en Europe, mais cette fois-ci, le risque de sortie des pays de l'Union fait qu'ils ne sont pas seulement théoriques. Sortir de ce jeu dangereux, c'est l'objectif que nous devons collectivement nous fixer, et nous devons le réussir, mes chers camarades

Sortir de ce jeu, c'est accepter l'Europe que nous aimons et qui nous ouvre les portes de l'avenir. Il faut plus de France en Europe et plus d'Europe en France, mais pas n'importe quelle Europe.
La motion D, la Fabrique, voudrait ici vous redire trois propositions que nous avons portées. La première, c'est le combat contre les forces de l'argent. Il peut réconcilier toutes les gauches européennes dans une bataille pour la souveraineté et pour l'égalité. Concrètement, cela signifie la lutte contre les paradis fiscaux. On ne peut pas rester impassibles face à ces multinationales qui ont choisi de défier les Etats pour ne payer aucun impôt nulle part. La semaine prochaine se tient le Congrès du Parti socialiste européen à Budapest. Nous demandons que l'Allemagne, l'Italie et la France, qui sont les trois grandes économies de la Zone Euro, demandent à ce qu'il y ait sans délai l'application de sanctions financières à tous les paradis fiscaux, proportionnelles aux pertes infligées.
Mes chers camarades, notre deuxième proposition pour rétablir la souveraineté européenne, c'est faire naître un sentiment de citoyenneté européen. Il y a neuf ans, un certain nombre parmi nous avons participé à la création des militants du Parti socialiste européen, le PSE. L'objectif était simple : on est membre d'un parti qui lui-même est membre du PSE, on devient militant du PSE. Pour la première fois, nous étions invités à un congrès, celui de Porto en 2006. C'était motivant. Nous avions l'idée que chaque militant PS, du SPD, etc., pouvait devenir un militant du PSE. L'adhésion était gratuite, cela semblait très facile. Pour autant, neuf ans après, le compte n'y est pas. Alors que des camarades ont déployé une énergie incroyable pour faire vivre dans notre parti la grande aventure du PSE. Je pense à Philip ou Alexander. Et on ne peut donc se satisfaire de se souvenir du PSE une fois tous les cinq ans à l'occasion des européennes. Le PSE, c'est notre force de militants. Aussi, nous formulons le vœu que Poitiers marque le nouveau départ de ce militantisme européen. La Fabrique, la motion D y mettra toute son énergie. Nous demandons que des jumelages de nos sections et fédérations, avec des fédérations ou sections du PSE ou partis membres, puissent être lancés et déclinés sur tous nos territoires. Enfin, nous ne pouvons nous contenter de regarder les images des migrants qui échouent sur les côtes de Lampedusa ou qui échouent à Calais. Ce n'est pas à la France de porter sur ses épaules toute la régulation européenne. Les accords de Schengen doivent aller plus loin. Ils étaient un pis-aller qui ne correspond plus à la réalité, et ils conduisent à des propositions vides de sens politique, comme la création de quotas. C'est à l'Union européenne de prendre cette question à bras-le-corps. L'Europe doit redevenir ce continent ou presque tout est possible. Alors vive le Parti socialiste européen, vive le Parti socialiste, vive La Fabrique de l'Europe, vive l'euromilitantisme, et surtout, vive les militants socialismes qui font vivre contre vents et marées la belle flamme européenne.

CHRISTINE REVAULT D'ALLONNES

Chers camarades, l'Europe ne doit pas rester figée dans le passé. Elle fait partie intégrante de notre présent et de notre avenir. L'Europe n'est pas seulement une belle idée, mais aussi une réalité de tous les jours, qui peut être belle, mais qui a besoin d'être réorientée. Malgré la défaite des progressistes en 2014, l'Union européenne a aujourd'hui besoin de nous. Elle ne peut rester une union douanière sans ambition ni vision politique. Nos pères fondateurs ont tracé la voie. Aujourd'hui, la politique des petits pas est bloquée. L'Europe a besoin d'un nouveau pas en avant, d'une nouvelle vision, d'un autre souffle, un pas plus politique, plus social. L'Europe a besoin de se renouveler, elle a besoin des socialistes. Le renouveau des socialistes, c'est faire le choix d'une autre Europe, des peuples, une Europe solidaire, renouvelée. Il faut en finir avec les politiques d'austérité qui empêchent le retour de la croissance et favorisent le populisme.
Vouloir le renouveau socialisme, c'est achever l'union bancaire, réorienter le plan Juncker en doublant sa capacité de prêt, c'est mettre en place la taxe sur les transactions financières dans l'ensemble de l'Union européenne, c'est refuser la mise en place d'un traité transatlantique remettant en cause les valeurs de l'Union européenne. Et sur ce point, Guillaume, nous avons déposé un communiqué de presse de la délégation socialiste française, nous avons une position commune, il faut le dire.
C'est aussi promouvoir une autre politique en matière d'immigration et d'asile. Notre motion propose une autre réalité. La politique migratoire de l'Union européenne propose une approche réaliste, c'est-à-dire affirmer que le bateau migratoire européen est taché de sang, celui des migrants, qui coule le long des rives européennes, ces damnés de la mer. Contrairement aux irresponsables de droite, je n'ai pas peur d'affirmer que la politique migratoire de l'Union européenne doit être réorientée. Non, je n'ai pas peur de dire qu'il faut mettre une politique ambitieuse et européenne avec des voies sûres et légales de migration, car oui, l'immigration, c'est positif, c'est en avoir assez des discours xénophobes, accepter davantage de réfugiés sur notre territoire, comme l'a affirmé à plusieurs reprises notre gouvernement. Enfin, c'est ne pas se contenter des propositions de la Commission européenne en matière d'immigration et d'asile, et affirmer qu'il faut aller plus loin. L'Europe, ce n'est pas seulement une institution, mais un collectif d'individus à préserver. Vouloir le renouveau socialiste, c'est s'adapter aux enjeux de la lutte contre le terrorisme, c'est croire dans l'Europe des peuples, des citoyens, c'est ne pas laisser tomber les jeunes, et faire résonner plus haut l'engagement du président de la République. Nous ne pouvons accepter qu'une génération soit sacrifiée, mise de côté. C'est rappeler sans cesse que la France est le premier État à avoir expérimenté la garantie jeunesse.
Et vouloir une autre Europe passe aussi par une participation active au PSE.

ANIAMI MCHANGAMA

Chers camarades, l'Europe est un des thèmes-phares de la motion C. C'est un thème cher aux camarades que nous avons rencontrés dans les assemblées générales partout en France. Nous considérons que le message adressé dans le cadre du congrès du Parti socialiste européen, qui se réunit la semaine prochaine, doit être fort. À l'heure où les anti-Europe sont plus que jamais hargneux, nous avons le devoir de porter haut et fort certains thèmes. Pour nous, Osons pour un Nouveau Pacte Citoyen et Républicain, il semble indispensable que le texte reprenne les thèmes qui nous sont chers. Nous voulons une Europe solidaire, qui défende les droits sociaux, et la lutte contre la pauvreté grandissante, notamment dans la jeunesse. Il faut en priorité s'attaquer au dumping social, qui pénalise les travailleurs, d'où qu'ils viennent et où qu'ils aillent. Comme toutes les motions, la motion C, nous nous opposons au TAFTA.
Compte tenu du texte et de l'ajout de la politique pour le codéveloppement, la motion C se prononcera en faveur de l'adoption de ce texte.

PASCAL CHERKI

Mes chers camarades, en 1953, les créanciers de l'Allemagne se sont réunis à Londres et ont constaté que l'Allemagne, dix ans après, huit ans après la Seconde Guerre mondiale, ne pouvait pas rembourser ce qu'elle devait, c'est-à-dire 30 milliards. Confrontés à ce dilemme, ils ont fait le choix de considérer que le redressement de l'Allemagne était indispensable à la stabilité de l'Europe, et plutôt que de demander aux citoyens et au gouvernement allemand de respecter les règles, il fallait faire de la politique sur le long terme. Les dettes ont été rééchelonnées, et les échéances sont allées jusqu'à la fin du 20e siècle.
Sans cela, l'Allemagne ne serait pas aujourd'hui la première puissance industrielle qu'elle est aujourd'hui en Europe.
La question posée aujourd'hui, ce n'est pas simplement de nous fixer sur des grands principes que nous répétons congrès après congrès (salaire minimum, marché qui met l'économique et le social au même rang...), c'est de savoir quelle est l'utilité que peut avoir le Parti socialiste dans la bataille engagée. Aujourd'hui, il faut choisir notre camp, nous devons être aux côtés du peuple grec, dans la bataille engagée contre le FMI, contre l'Union européenne, contre la banque centrale européenne. Ça ne veut rien dire qu'il faut être solidaire tout en respectant les règles.
La question posée, c'est de savoir si nous sommes du côté de la gauche grecque ou du côté du FMI. La politique monétaire du FMI est la même qu'en Amérique du Sud dans les années 80 : privatisation, recul du départ de l'âge à la retraite, remise en cause des droits sociaux, pour pouvoir honorer les créances contractées, et permettre de juteuses affaires pour le capital allemand et celui d'autres pays européens. Nous ne pourrons donc pas voter ce rapport, nous considérons que nous faisons ici une impasse catastrophique.

PERNELLE RICHARDOT

Chers camarades, parlons d'Europe, parlons surtout de notre projet européen, sans langue de bois, sans chercher à redire ici ce que nous disons depuis des années. C'est une urgence politique et citoyenne. C'est aussi une exigence pour nous, socialistes, quand la guerre frappe à nos frontières. Après dix ans marqués par la montée des égoïsmes nationaux, le délitement de la solidarité européenne, l'Europe politique qui devait être capable de compter, de porter notre voix dans un monde globalisé, de protéger nos concitoyens, de promouvoir nos valeurs, cette Europe, au mieux est en panne, au pire n'existe plus. À force de rendre responsable l'Europe de tous les maux, les gouvernements nationaux ont cassé l'intérêt général européen. Pourtant, face aux crises que nous traversons, la réponse ne peut être uniquement nationale. Nous n'avons pas besoin de moins d'Europe, mais d'une Europe politique, démocratique, en un mot, d'une Europe fédérale.

Les régions doivent devenir d'authentiques partenaires de l'Union européenne. Nous avons besoin de régions fortes, ouvertes sur l'Europe, dotées de moyens et de compétences claires. Il est surtout grand temps de faire de nos régions de véritables puissances publiques. Soyons-en convaincus, seuls les socialistes sont capables de porter ce message-là

ARNAUD LEROY

On est beaucoup dans des discours de vœux, d'ambition, je pense aussi qu'on doit rentrer dans une phase de discours de solutions, à court et moyen terme. Je fais partie de ceux qui pensent que l'Union européenne est en danger. Nous avons voté pour la première fois un budget en recul, c'est une première. Il faut prendre cela en considération avant d'élaborer des grands chantiers. Il faut aussi que l'Europe cesse d'être sourde aux revendications populaires et citoyennes. Je rejoins ceux qui se sont exprimés sur le traité TAFTA, pour que nous puissions travailler collectivement à ce qui peut être utile. Je n'ai aucune velléité à ce jour, mais je pense que nous devons suspendre les négociations pour ouvrir cet élément. Deuxième donnée : le traité de Maastricht. Une version 2.0 est pour nous essentielle. Un travail de fond pour harmoniser les impôts sur les sociétés, une base commune.

C'est essentiel pour un avenir citoyen en paix et au service de l'Europe. Le projet européen doit rester la ligne d'horizon de notre parti. La motion D apportera son soutien à la résolution que nous voterons dans quelques instants.

ÉLISABETH GUIGOU

Il faut bien se rendre compte que notre pays, la France, pèse beaucoup plus dans l'Europe et dans le monde qu'il y a maintenant trois ans. Notre pays est respecté à nouveau. Je crois qu'il faut dire et répéter que, oui, le président de la République, François Hollande, notre camarade, a imposé une autre approche, et que la France est à nouveau respectée en Europe et dans le monde. D'abord, même si nous sommes encore loin du compte, je pense qu'il y a quand même une lecture différente aujourd'hui du pacte de stabilité, il y a le plan Juncker pour la croissance, évidemment, il faut qu'on aille encore plus loin. Il y a des mécanismes de solidarité sur lesquels nous devrions insister davantage, on a fait des progrès sur le secret bancaire. Il reste à essayer de gagner la bataille de la taxe sur les transactions financières, je suis d'accord avec ça, et nous avons bien entendu réussi à jouer un rôle dans le conflit ukrainien en initiant le dialogue direct entre le président ukrainien et le président russe, sans parler de notre action au Mali, en Centrafrique et bien sûr en Irak. Ceci dit, il faut maintenant que nous soyons beaucoup plus actifs pour que l'Europe qui sort petit à petit de la crise, puisse redéfinir son projet. On sait que sur la zone euro, ça va mieux, nous avons réussi à faire voter l'union bancaire, c'est-à-dire que les citoyens ne paieront plus à la place des banques qui sont responsables des crises systémiques. Nous avons tenu bon sur la Grèce, la Grèce est et doit rester dans la zone euro, nous devons l'aider à rester dans la zone euro. Bien sûr, il faut qu'elle se donne les moyens aussi de ne pas répéter les erreurs du passé. Et il faut continuer à nous battre pour l'harmonisation fiscale et sociale. Je pense surtout qu'il faut que pour redéfinir son projet, l'Europe sorte de son nombrilisme et regarde davantage vers le monde extérieur. Nous avons besoin d'une nouvelle politique européenne de voisinage, c'est vrai à l'Est, c'est vrai surtout au Sud, il faut que notre Europe mette cap au Sud, c'est trop important pour nos intérêts de toutes sortes, pour les liens humains que nous avons, pour affronter les défis d'aujourd'hui, celui du climat, de la croissance, de l'emploi, de la sécurité et aussi de la maîtrise des migrations. Je pense que nous devons être, nous, la France, et nous les socialistes français, les porte-parole de cette nouvelle orientation d'une Europe vers le Sud.

HENRI WEBER

Chers camarades, nos analyses et nos propositions ont marqué des points, à la commission européenne. La politique austéritaire conduite pendant une décennie par les droites européennes a débouché sur un échec flagrant. Elle a mené l'Union européenne au bord de la déflation. Dès lors, nos propositions alternatives ont rencontré un certain écho. Notre stratégie différenciée de sortie de crise s'est peu à peu imposée. Les Etats excédentaires de l'Europe du nord ont relancé leur consommation. L'Allemagne a institué un Smic à l'instigation des sociaux-démocrates. Les Etats surendettés se sont engagés à un retour à l'équilibre de leurs comptes publics. La Banque centrale européenne a élargi ses missions, comme nous l'avions demandé. Les taux d'intérêt sont tombés au plus bas dans la quasi-totalité des pays de l'Union et la parité eurodollar est devenue favorable à nos exportations. L'union bancaire s'est instituée. La nouvelle commission a fait de la relance de la croissance par l'investissement une priorité.

C'était la condition du vote des socialistes pour Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission. 315 milliards d'euros seront investis. Les pouvoirs du Parlement européen seront étendus.
Le premier cercle, c'est l'eurozone qui doit avoir une harmonisation sociale et fiscale. Le deuxième s'est la grande Europe à 29, le troisième, c'est le pourtour européen.

Cela montre que la réorientation est engagée. Et il faut l'accélérer et l'amplifier. Aujourd'hui, il faut parachever l'union bancaire. Nous ne sommes pas à l'abri d'une nouvelle crise financière, et nous devons porter des garanties pour que les épargnants n'en fassent pas principalement les frais. Il faut mettre en œuvre au plus vite le plan d'investissement stratégique européen. Il faut transformer la BCE en banque complète, comme l'est la Fed.
L'Europe doit rester le continent pionnier de la transition écologique, elle doit veiller à sa démocratisation en associant les parlements nationaux à sa décision.

ISABELLE THOMAS

On ne peut pas se contenter de critiques sur l'Europe mais ni de béatitude. Sur les constats du texte qui nous est présenté, c'est heureux, nous partageons un grand nombre de constats. Cependant, il reste un certain nombre de divergences qui nous séparent. Certaines qualitatives, d'autres quantitatives. Sur les qualitatives, je ne partage pas l'idée que l'Europe n'est pas politique. L'Europe est politique, elle a une orientation politique qui est clairement néolibérale, avec d'ailleurs une habileté particulière de la part des marchés, qui surfent quand ça les arrangent sur une orientation très européenne quand il s'agit d'ouvrir les marchés, en revanche, quand il s'agit de dumping fiscal ou social pour augmenter leurs marges, surfent sur le national.
Il ne faut pas oublier ce qu'a été la dernière élection en Europe.

Le nationalisme progresse dans beaucoup de pays : en Suède, aux Pays-Bas... Dans toute l'Europe, le rouleau compresseur nationaliste est en marche.
C'est le cas également dans nos consciences. Je vois bien que beaucoup ne croient plus au projet européen.
C'est vrai qu'il y a eu un début de réorientation. Mais ne nous voilons pas la face, il a été accepté en partie car les conservateurs ont eu chaud aux fesses au moment des élections, ils ont perdu 60 députés.
La feuille de route : nous ne sommes pas à la hauteur des enjeux et des dangers. D'abord l'agenda social. Je ne peux plus voter un texte dans lequel on met sur le même plan la solidarité et la compétitivité, sans même préciser de quelle compétitivité il s'agit, car on en crève de la compétition entre les peuples européens, et ces mots sont galvaudés. La plus grande urgence est d'arrêter de mettre les travailleurs européens en concurrence, la plus grande urgence est donc l'agenda social. Et il n'existe pas dans le texte de la Commission européenne. Il n'y a pas un texte sur les questions de Smic, ni sur les travailleurs détachés.

Deuxième grand chantier : la fiscalité. Oui, dans le texte il est indiqué que nous allons travailler sur une assiette unique. Oui, c'est la moindre des choses ! Les multinationales aujourd'hui font ce qu'elles veulent. À l'échelon européen, on double le budget de l'Union européenne simplement avec un impôt des multinationales au niveau européen.

Sur la question de la politique d'investissement. On dit, le plan Juncker, c'est une avancée, oui. Mais pourquoi n'a-t-on pas un plan d'investissement à hauteur de ce que vaut l'Europe aujourd'hui ? Il n'y a pas un centime qui a été à ce jour mis en œuvre par les Etats membres. Et le budget se réduit de jour en jour, notamment parce que comme les Etats membres ne veulent pas mettre ce qu'ils doivent dans le pot commun, on en est aujourd'hui à 26 milliards d'impayés auprès des étudiants, des laboratoires de recherche, des collectivités locales.
Sur le commerce international. Le texte dit qu'on ne doit pas ratifier les traités qui détruisent les standards. Je ne sais pas pourquoi on ne spécifie pas le traité transatlantique. La question du commerce international, elle se pose particulièrement pour le TAFTA, car là, on est dans un traité de libre échange général, c'est-à-dire qu'on dissoudrait le marché unique européen dans un grand marché transatlantique. Au-delà de ça, les règles du commerce extérieur de l'Union européenne sont dangereuses pour tous nos standards.
Enfin, pour conclure, je dirai que la question démocratique est urgente, effectivement, d'autant plus qu'il y a un détachement de tous les citoyens européens vis-à-vis du projet européen, et que ce n'est pas possible de renoncer à l'Europe dans cet état du monde.
Pour faire vivre cette démocratie, en ayant un peu d'expérience au parlement européen, il faudra réviser le traité, et il faudra le faire vite. Il faut que les socialistes fassent campagne pour une révision du traité pour une véritable Europe démocratique.

DIEGO LOPEZ GARRIDO

▶ *Secrétaire d'État pour l'Union européenne*

Je vous parle en tant que représentant du Parti socialiste ouvrier espagnol. Il s'agit d'un moment essentiel pour les citoyens et citoyennes européens et la gauche sociale et politique. Nous tentons de sortir d'une crise douloureuse imposée par la droite économique et financière, face à une certaine impuissance culturelle et politique de la gauche européenne.
Une difficulté de la gauche, c'est l'absence de décisions politiques européennes.
Nous sommes appelés à donner des réponses aux défis qui se présentent à nous en Europe, des défis tels que la croissance et l'emploi, en particulier celui des jeunes. Le défi du retour à un État providence propre au modèle social européen, en misant sur un salaire minimal européen et des garanties sociales européennes. La lutte contre le changement climatique. Le contrôle du monde financière tout puissant. Le combat contre l'évasion fiscale, et la mise en place d'une harmonisation de l'impôt direct. Le respect des droits de l'homme. La paix, la lutte contre la menace du djihadisme radical. Et comme conditions pour relever tous ces défis, l'union politique et la zone euro qu'il faut doter d'un budget propre pour avoir un gouvernement économique européen et un impôt européen, comme celui sur les transactions financières.
Pour ce faire, nous devons nous unir davantage. Sans cette union, nous ne parviendrons pas à résoudre les grands problèmes auxquels nous devons faire face à l'heure de la mondialisation.

GIANNI PITELLA

▶ *président du groupe socialiste au parlement européen*

La France est un laboratoire crucial de la gauche en Europe. Nous faisons tous face aux mêmes défis. La division traditionnelle entre la gauche et la droite fait place à une nouvelle séparation. Ce n'est plus la gauche contre la droite, mais contre les conservateurs et les populismes. Cela s'ajoute à des inégalités qui s'accroissent et au désastre du néolibéralisme. Nous avons donc besoin d'une gauche forte. Il est temps d'organiser une contre-offensive. La première condition pour y parvenir est de croire en nous-même et d'être fiers de nos succès : l'Europe change, l'austérité n'est plus un mantra. Grâce à notre groupe, nous avons obtenu le plan d'investissement. Nous avons également une vision plus flexible de la stabilité, ce qui a permis à la commission d'approuver les budgets français et italiens. Pourtant les temps sont compliqués : au parlement européen l'ensemble de la gauche représente moins de 40% de sièges. Je voudrais insister sur trois points :
-La justice fiscale. Récupérer ne serait-ce que 50% de l'argent perdu à cause de la fraude et de l'évasion fiscale permettrait d'investir pendant des années.
-L'immigration. Les gouvernements seuls n'arrivent pas à faire face à ce défi. Nous soutenir la commission pour la création d'une politique européenne commune.

-La solidarité. Nous avons une position claire sur la Grèce, nous ne permettrons pas le « *Grexit* ». C'est notre vision de l'Europe qui est en jeu : voulons-nous une Europe fondée sur la coopération ?

PERVENCHE BÉRÈS

▶ *Députée européenne*

Chers camarades, chers délégués internationaux, cher Jean-Christophe, merci d'avoir prévu que notre congrès, ici, à Poitiers, s'ouvre sur la question européenne. Tu as eu évidemment raison, parce que la question européenne est au cœur du projet socialiste. Et parce que si nous voulons que ce projet vive selon nos valeurs, il est temps que nous, les socialistes français, nous, les socialistes européens, nous nous remobilisions, que nous ressortions notre drapeau. Bien sûr, je salue l'action totalement engagée du président de la République et du gouvernement. Mais je regarde, je vois ce qui se passe en Europe. Et ceux qui sont tambour battant sont ceux qui veulent détruire l'Europe. Ce sont les populistes. Ce sont ceux qui sont nos ennemis. Alors oui, ici, nous, les socialistes français, nous avons une responsabilité, chers amis, chers camarades, regardez la carte des gouvernements socialistes en Europe: nous ne sommes pas si nombreux.

Alors, moi, je veux qu'avec ce congrès, nous préparions la route, celle qui nous amène en 2017, n'ayons pas peur des horizons. C'est le nôtre. Et pour cela, nous avons besoin d'Europe, et nous avons besoin d'une Europe dans laquelle nous soyons entendus, car les menaces, elles sont tout autour de nous. Il y a les menaces du Brexit, du Grexit. Ce serait le début d'une destruction de l'idéal européen où les gagnants seraient les seuls partisans du marché. La démocratie et la solidarité doivent être nos maîtres mots pour résoudre la question grecque.

Mais il y a aussi d'autres questions : la question de la Méditerranée et la question de l'accueil des migrants. Sachez-le, camarades, le mot *« quota »* ne figure pas dans la proposition de la commission. Et nous, Français socialistes, nous devons nous réjouir que la Commission européenne ait, pour la première fois depuis longtemps, pris pleinement ses responsabilités pour faire une proposition européenne où tous les Européens solidaires regardent comment affronter ce défi pour l'idéal européen.

Et puis, il y a cette affaire du TAFTA. Bien sûr, ma priorité, c'est d'abord de consolider l'horizon européen. Mais je ne me résous pas à dire non au TAFTA, parce que je sais trop ce qui se passe lorsqu'on fait la politique de la chaise vide dans l'Europe d'aujourd'hui : c'est laisser la porte ouverte à Business Europe pour qu'il négocie en cachette. Nous devons défendre nos valeurs et ne pas avoir peur et l'emporter. Alors, que dire et comment le faire ? Eh bien, il nous faut être forts entre nous, socialistes français, car, sur le fond, il y a davantage de convergences entre nous que ceux qui veulent sortir tel ou tel thème en épingle pour mieux nous diviser alors que nous devons nous réunir.
Nous devons tous, tous les jours, être engagés dans la question européenne. Car il nous faut poursuivre la réorientation que nous avons commencée avec le plan Juncker. Il nous faut lutter contre les paradis fiscaux. Qui ne voit pas que, demain, l'économie du 21e siècle sera l'économie du numérique et que si nous ne faisons rien, ce ne sont pas nos grands discours sur la base de l'impôt sur les sociétés qui nous permettront de récupérer la valeur ajoutée sur laquelle Google, Apple, Facebook, Amazon sont en train de nous diviser ?
Je voulais conclure sur un objectif, un projet qui doit nous mobiliser, nous, Français, et pour lequel nous avons besoin à nos côtés des Européens, c'est ce rendez-vous du mois de décembre à Paris, cette Cop21 qui peut être le début d'un grand roman national, car le projet socialiste du 21e siècle, c'est le projet de la transition écologique, et pour le réussir, nous avons besoin de réussir la Cop21, nous avons besoin des Européens où la voix française serait portée et entendue, comme nous le faisons jour après jour. Alors, soyons conformes à ce que nous devons inventer pour le 21e siècle. Soyons euro-exigeants, soyons euromobilisés.

RÉSOLUTION EUROPE

Résolution adoptée par le vote des délégués du 77e congrès du Parti socialiste français, le 5 juin 2015 à Poitiers.

L'Europe est notre histoire commune, elle est notre avenir, elle doit aussi redevenir un espoir pour tous les peuples. Elle est cette union entre les nations qui a permis d'établir durablement la paix et la démocratie sur le continent européen. Les sociaux-démocrates ont joué un rôle déterminant dans la fondation et l'histoire de l'Europe, il nous incombe à présent de poursuivre la construction européenne en lui donnant corps politiquement et socialement. L'Union économique et monétaire est un pilier fondamental de la construction européenne. Le projet social-démocrate vise à renforcer cette dimension, tout en mettant en œuvre une Europe sociale et protectrice ; pendant indispensable du progrès et de la consolidation du projet européen.

Pourtant, la méfiance, voire le rejet du projet européen ont progressivement supplanté les ambitions initiales de l'Europe et l'ont fortement fragilisée. Le déficit démocratique, les orientations libérales menées depuis dix ans, les cures d'austérité drastiques imposées aux peuples par la droite, le manque de solidarité (en Grèce en particulier), l'attitude des politiques nationaux ont eu pour conséquence directe cette défiance envers l'Europe, le problème de l'appropriation de celle-ci par les citoyens, et son manque de visibilité. La responsabilité des droites européennes a été particulièrement forte en la matière, elles qui ont ainsi favorisé la montée des extrémismes, cultivés sur le terreau de la peur et de l'idéologie des reculs démocratiques, économiques et sociaux.

La réponse de l'Europe à la crise a été catastrophique. Bien que l'Europe, en 2008-2009, à l'instar des autres régions du monde, a engagé un plan de relance, sur de seules bases nationales, ce dernier a été trop timide et limité dans le temps. Dès 2010, ce sont les politiques d'austérité qui ont pris le dessus : ainsi l'investissement privé est-il à présent bien inférieur à présent à son niveau d'avant crise. Ce n'est qu'acculée que l'Union européenne a pu se doter de certains mécanismes de sauvetage. Ces politiques ont eu des effets délétères pour la cohésion sociale et l'intégration européenne. Tous les services sociaux et droits fondamentaux ont été touchés : la santé, l'éducation, le logement, la justice, les retraites, le droit du travail... Pour ne donner que quelques exemples présentés dans une étude du Parlement européen en 2015, certaines écoles ne sont plus chauffées en Grèce, alors que les standards d'hygiène dans d'autres, en Italie notamment, ne sont plus respectés et reculent. Les coûts de santé ont été transférés de l'État aux patients ; le nombre de bébés nés avec un poids insuffisant a augmenté de 19 % entre 2008 et 2010, alors que le nombre de morts à la naissance a progressé de 21 %. C'est une situation terrible et inacceptable.

Le peu de confiance en l'Europe, les tentations de repli sur des solutions nationales, dans un monde globalisé et sur un continent dont le système politique communautaire est unique au monde, les difficultés économiques (crise des dettes souveraines, chômage de masse, qui touche durement les jeunes générations en particulier, crise économique, fragilisation des systèmes de protection sociale) sont autant de facteurs qui se répercutent dans la faible participation électorale. Les droites européennes portent une lourde responsabilité à cet égard : les politiques d'austérité qu'elles ont initié et théorisé ont frappé durement les peuples, les services publics, l'accès aux droits fondamentaux tels que la santé et l'éducation. Elles ont creusé ce fossé entre l'Europe et ses citoyens, et ouvert la brèche de la défiance. Au niveau national, cela remet en cause et fragilise la démocratie, le système politique des partis, et l'abstention ouvre la voie à la montée des extrémismes. Au niveau européen, ces politiques ont contribué à amplifier le déficit démocratique et la défiance, et pose la question du modèle politique que nous voulons pour l'Europe (fédéralisme, Etats-nations, mixité des systèmes nationaux et communautaire, nouveaux élargissements).

Pour autant, la crise n'est pas une fatalité. Depuis 2012, après la victoire des socialistes et de la gauche, François Hollande et le gouvernement ont mis l'accent sur la relance de la croissance, pour que des investissements ambitieux, notamment en matière de transition écologique soient entrepris rapidement. Elle plaide ainsi pour que ce ne soit pas les peuples qui paient pour les errements d'un système bancaire et financier *« court-termiste »* et cupide.

La réorientation commence à porter ses fruits. Des infléchissements notables de la politique européenne ont déjà été réalisés : la baisse de l'euro, la lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, avec notamment l'échange automatique d'informa-

tions, l'annonce du plan d'investissements Juncker, l'Union bancaire, l'accord sur le climat, la garantie jeunesse, la réforme de la directive sur les travailleurs détachés... Nous devons aller plus loin encore. L'Europe a tous les moyens pour sortir par le haut de cette crise, si tant est qu'elle allie la solidarité avec la nécessaire compétitivité, et qu'elle ne confonde pas coordination avec alignement et harmonisation avec moins-disant social. En d'autres termes, l'Europe peut se donner les moyens du plein emploi et de la croissance par la justice sociale, la stabilité financière et le respect de l'environnement.

Renforcer l'Europe, continuer à la construire dans l'intérêt de ses citoyens, c'est aussi porter la vision d'une Europe comme destinée commune des peuples et des citoyens qui la composent et forgent son histoire. La responsabilité des citoyens et des nations est immense à l'heure où l'Europe atteint un tournant dans son histoire. Les élargissements successifs ont permis à de nombreux pays d'intégrer l'Union, de s'y développer économiquement, et d'engager durablement une transition démocratique initiée lors de la chute des dictatures. Pour autant, le projet européen est bien loin d'être achevé en la matière, et la démocratie est entachée par la corruption qui ronge les Etats et les institutions, par l'évasion fiscale, les paradis fiscaux et les économies souterraines, par la résurgence des nationalismes. La création de la zone euro et de l'espace Schengen, le développement de la prospérité sur le continent, le développement des systèmes de protection sociale, l'européanisation de l'éducation et du marché de l'emploi sont autant de marches vers la création d'un destin commun, celui des Européens, qui est à présent fragilisé et qu'il nous faut reprendre en main. Soixante-cinq ans après la première pierre qui marque sa création, l'Europe doit sans cesse créer son propre futur.

La mise en œuvre d'une Europe politique est plus que jamais nécessaire à son développement, et constitue notre horizon. Nous devons donner les moyens à l'Europe de se penser comme un espace de citoyenneté, comme un avenir commun qui appartient à chacun de ses citoyens et nations. Nous devons donner les moyens à l'Europe de penser sa propre identité. La crise économique, les disparités de résistance des Etats membres face à celle-ci, la montée des extrémismes et des populismes, le déficit démocratique des institutions fragilisent la perception de cet avenir commun, à l'heure où l'Europe est présente dans tous les aspects de la vie des citoyens. Elle paraît distante, difficile d'accès et peu porteuse de ce rêve et de ce futur. Réorienter l'Europe, c'est lui redonner sens et recréer la vision des fondateurs.

Développer la création européenne, permettre à chaque citoyen de penser l'Europe et de participer à son destin, lutter contre ces phénomènes qui la fragilisent impliquent la mise en œuvre d'une Europe politique et sociale. En tant que sociaux-démocrates, il s'agit à la fois de notre responsabilité et de l'horizon que nous nous donnons.

***

LES SOCIALISTES FRANÇAIS ET EUROPÉENS, RÉUNIS EN CONGRÈS À POITIERS,

Conscients du rôle que les socialistes et sociaux-démocrates doivent jouer pour porter leur ambition d'une Europe protectrice et démocratique, d'une Europe de paix et de prospérité,

Déterminés à poursuivre la réorientation de l'Europe, affaiblie par le projet libéral et les politiques d'austérité menées depuis dix ans par les conservateurs,

Unis dans l'idée que l'avenir européen se joue dans l'élaboration d'une Europe politique et sociale, plus démocratique, et favorisant la participation pleine et entière des citoyens à leur avenir,

Adoptent l'orientation suivante, qu'ils porteront dans tous les cadres de la politique européenne, au sein du Parti socialiste, du Parti socialiste européen, avec leurs partenaires européens sociaux-démocrates et progressistes, au sein des institutions de la France et de l'Union européenne :

PENSER LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

La construction européenne ne peut se faire que par la participation de ses citoyens aux processus décisionnels, à l'élaboration de sa propre histoire et de ses projets. Les socialistes et sociaux-démocrates ont toujours initié le progrès et la modernité dans leur histoire. Celle-ci est désormais indissociable de l'Europe, qui peine pourtant à se penser elle-même. La responsabilité politique des partis, nationaux mais aussi à l'échelle européenne, est très importante dans la matérialisation de la citoyenneté européenne, qu'elle passe par les symboles (devise, valeurs, drapeau, hymne, journée nationale), l'éducation, les institutions, ou la démocratie (votes, capacité des peuples à décider de leur destin, notamment dans les partis politiques et les décisions qui engagent la construction européenne et les politiques qui les concernent). La citoyenneté européenne ne s'exercera que par la pleine participation des citoyens, et le recul des réflexes nationalistes ;

L'EUROPÉANISATION DES PARTIS POLITIQUES

Le Parti socialiste français et la famille socialiste et social-démocrate européenne se donnent comme horizon de faire vivre l'Europe en leur sein, en permettant à leurs militants et adhérents de se saisir pleinement des enjeux européens. La meilleure circulation de l'information, le militantisme européen, l'adaptation des structures statutaires et militantes des partis (le Parti socialiste français inscrit ainsi lors de ce Congrès dans ses statuts l'élection au suffrage direct de la désignation du candidat du PSE à la présidence de la Commission européenne), la systématisation de la dimension

européenne des politiques portées par les partis, l'engagement plein et continu dans la politique européenne doivent faire des enjeux européens non pas une politique isolée, mais le cœur de leur combat et de la vie de leurs partis, en organisant le parti par rapport à l'agenda européen notamment. Une responsabilité particulière incombe à la France de s'investir pleinement dans la réorientation de l'Europe afin de lui redonner un souffle et une vision. Les socialistes français sont historiquement européens. Nous voyons l'Europe comme un échelon primordial pour pouvoir porter nos idées et agir dans un cadre mondial, nous voyons l'Europe comme une chance pour agir et développer la prospérité et la protection sociale : à nous d'engager plus avant le rôle qu'elle joue et doit jouer dans l'Union européenne ;

LE DÉVELOPPEMENT DU PARTI SOCIALISTE EUROPÉEN

La famille socialiste et sociale-démocrate doit trouver un ancrage profond dans le Parti socialiste européen, et poursuivre son développement en un parti de plein exercice, avec une assise militante. Le PSE doit être le lieu d'échange des partis socialistes et sociaux-démocrates européens, un lieu de formation et de mutualisation des bonnes pratiques. Mais il doit aussi remplir le rôle qui incombe aux partis : débattre en son sein et avec la société civile, créer des partenariats avec les groupes politiques qui partagent ses ambitions, initier des politiques qui trouveront leur aboutissement dans leur mise en œuvre par les institutions de l'Union européenne. Nous pouvons ainsi redonner un nouveau souffle au PSE, en recréant des espaces de délibération qui nous permettront d'initier des politiques européennes progressistes et à l'image de l'ambition des socialistes et sociaux-démocrates européens. Cela suppose l'investissement sans faille des leaders de nos partis et des Etats membres, le PSE ne pouvant être un outil déterminant dans l'élaboration des politiques européennes progressistes qu'à cette condition. Au niveau européen, cette capacité à fédérer les aspirations des citoyens européens et à leur donner corps ne peut se penser sans capacité militante, politique et institutionnelle : le PSE doit mener ses propres campagnes politiques continentales pour porter ses orientations, développer le militantisme européen, élaborer en son sein les campagnes aux élections européennes (par un manifeste et un candidat commun à la présidence de la Commission, par une stratégie électorale et post-électorale continentale). Nous souhaitons créer les conditions d'un renouveau au sein du PSE afin qu'il devienne un acteur incontournable de la politique européenne ;

LA COORDINATION DES ACTEURS DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE

La politique européenne est élaborée et mise en œuvre par de nombreux acteurs. Il appartient aux partis, et à la famille socialiste et social-démocrate européenne de se coordonner en son sein, et de jouer un rôle central dans l'élaboration des politiques européennes, initiées à tous ses échelons : adhérents et militants, direction des partis, groupes parlementaires nationaux et européens, gouvernements, PSE, représentants auprès des institutions, en lien avec les partenaires politiques et de la société civile, et les think tanks progressistes ;

Reconnaissent à ces éléments structurels le caractère indispensable à la mise en œuvre de l'orientation politique portée par les socialistes français et les sociaux-démocrates européens ; fondée par l'idée de progrès et l'amélioration des conditions de vie des citoyens européens, les valeurs de liberté, de tolérance, de respect des droits de l'Homme, d'égalité ; dans la démocratie et le respect de l'État de droit :

RÉORIENTER L'EUROPE PAR LA REPRISE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENABLE

Les conservateurs et libéraux européens ont agit en idéologues. Alors que la crise prenait ses sources dans la financiarisation de l'économie, la dérégulation des marchés et une hausse des inégalités, ils ont voulu mener à bien leur dessein destructeur de l'affaiblissement de la puissance publique. Cela a eu des conséquences catastrophiques pour les peuples. Les politiques mises en place ont, à de rares exceptions, été reléguées au niveau national sans réelle coordination. L'Europe s'est donc retrouvée en panne de croissance, face à un risque déflationniste élevé, et confrontée à une hausse brutale du chômage et de la pauvreté.

Les socialistes et sociaux-démocrates européens ont une vision radicalement différente des politiques à mettre en place. En premier lieu, faudrait-il rappeler qu'à l'exception de la Grèce, la hausse des déficits et des dettes publics sont la conséquence et non la cause de la crise. Le Parti socialiste plaide depuis le début de la crise pour une relance importante de l'investissement. Dans ce cadre, il a accueilli favorablement les flexibilités apportées aux critères budgétaires du Pacte de stabilité et de croissance et le lancement d'un plan européen de relance de l'investissement. Les dispositifs mis en place sont un début, mais les socialistes et sociaux-démocrates européens demandent plus. La Banque européenne d'investissement pourrait en effet émettre des obligations européennes d'investissement afin de financer de grands projets européens pour les infrastructures et les industries de la transition écologique et énergétique, de la recherche, de la mobilité durable et du numérique. Ces titres pourraient ensuite être rachetés par la Banque centrale européenne. Les cofinancements à ces grands projets d'investissement doivent être retirés des calculs des déficits structurels de tous les Etats membres, y compris ceux sous le coup d'une procédure de déficits excessifs. Il faut en outre rediriger les liquidités présentes vers les investissements productifs. À ce titre le Parti socialiste et les sociaux-démocrates européens demandent la mise en place rapide d'une taxe sur les transactions financières et une forte régulation des acteurs et des produits financiers. La lutte contre l'optimisation, l'évasion et la fraude fiscale doit devenir une

priorité absolue alors que la fin des paradis fiscaux doit devenir une réalité. Dans ce cadre, les négociations relatives à la définition d'une *« assiette commune consolidée de l'impôt sur les sociétés »* couvrant l'ensemble de leurs activités dans l'Union européenne doivent aboutir. Davantage devrait par ailleurs être fait afin de prévenir les déséquilibres macroéconomiques en Europe. Ainsi une plus forte coordination des politiques économiques doit être établie. Les déficits commerciaux et financiers des uns ne sont en fait que les surplus des autres, il faut un rééquilibrage.

POUR UNE EUROPE SOCIALE RENFORCÉE

Les sociaux-démocrates européens demandent la mise en place d'une assurance chômage européenne. Outre le fait qu'elle doit constituer un outil de politique sociale indispensable, elle sera un outil important de politique économique afin de pallier les déséquilibres au sein de l'Union européenne. En effet, plus aucun État membre n'aura intérêt à avoir un comportement de *« passager clandestin »*, ce qui favorisera une coordination accrue des politiques économiques et sociales. Pour les socialistes, aucun accord commercial ne saurait remettre en question les avancées sociales ni instaurer des mécanismes d'arbitrage privés entre Etats et entreprises. Un salaire minimum européen doit être également mis en place dans chaque État membre de l'Union. En outre, une règle d'évolution de ce salaire minimum devra être discutée de sorte que la convergence économique et sociale en Europe devienne réalité. La directive sur les travailleurs détachés doit être renforcée afin de prévenir la concurrence sociale sans nuire à la liberté de circulation. La garantie jeunesse doit être développée et mise en pratique rapidement.

INVENTER L'EUROPE DU FUTUR

Notre responsabilité politique vis-à-vis des jeunes générations européennes est immense, pour elles qui n'ont pas connu la guerre sur le continent, mais qui ne doivent pas perdre le sens si fort de la construction de l'Union européenne. Elles sont particulièrement touchées par la précarité, la montée des extrémismes, l'hypothèque de leur avenir, voire la perte du sens de l'Europe si nous ne réorientons pas l'Europe et ne créons pas avec elles les conditions d'un avenir meilleur. L'éducation, l'emploi, la protection sociale, la culture, la participation politique, mais aussi les grands projets européens tels qu'Erasmus ou la garantie jeunesse ; la transition énergétique, sont au cœur de notre projet et de la responsabilité que nous avons à continuer à donner un sens profond à l'Europe, à inventer l'Europe du futur, pour et avec les jeunes générations.

PENSER L'EUROPE À L'ÉCHELLE RÉGIONALE ET INTERNATIONALE

L'Europe est une organisation régionale, une entité politique et citoyenne unique au monde par ses ambitions et par son ampleur. Il nous faut initier de nouveaux modes et de nouvelles relations de l'Union avec d'une part les peuples et nations qui souhaitent la rejoindre, d'autre part son voisinage régional (Méditerranée, Russie, Moyen-Orient) et son rôle dans la définition d'un ordre mondial. L'Union européenne doit jouer pleinement son rôle d'acteur international, ainsi que ses Etats membres, dont notamment la France, et l'Allemagne, à l'instar de leur contribution décisive dans la signature des accords de Minsk relatifs à l'Ukraine et à la Russie. L'Europe est un acteur géopolitique majeur dans les relations internationales, dans le système multilatéral onusien (par ses deux sièges de membres permanents au Conseil de sécurité, par sa contribution financière et en contingents également dans lesquelles sont investis plusieurs Etats membres européens), en matière de défense (la France et le Royaume-Uni possèdent les seules capacités de projection du continent européen, et sont très investis dans les opérations de paix comme dans les coalitions de la communauté internationale, en matière de diplomatie bilatérale et multilatérale bien sûr). Il faut qu'elle renforce sa position internationale propre, au-delà et aux côtés de celle de ses Etats membres. Ainsi, les politiques de co-développement doivent présider aux relations de l'Europe à l'échelle internationale. Les relations de l'Europe à la Russie, sur le dossier ukrainien, sur les questions de sécurité énergétique, sur les revendications territoriales en Arctique, sur la diaspora russe et russophone dans les pays européens, sur les prétentions géostratégiques de la Russie et son rôle au Moyen-Orient (en Syrie, en Afghanistan) sont autant de liens sensibles et d'enjeux des relations russo-européennes dont les Etats membres, et l'Union doivent se saisir. Les socialistes, et les sociaux-démocrates, parce qu'ils sont historiquement fondés par l'idée que l'internationalisme est le socialisme, doivent être à l'initiative et refonder le rôle géopolitique de l'Europe. Les gouvernements socialistes et sociaux-démocrates y ont contribué depuis 2012, et le rôle de la diplomatie européenne, en matière de paix et sécurité, mais aussi en matière de négociations d'accords commerciaux ont replacé l'Europe au cœur du jeu international.

L'Europe attire parce qu'elle représente l'espoir d'une vie meilleure, parfois au prix de drames humains terribles, ainsi que le prouvent tragiquement les naufrages en Méditerranée. Les migrations et la question des réfugiés sont un défi immense pour l'Europe, et les sociaux-démocrates européens doivent y apporter une réponse à la hauteur des enjeux, à la hauteur des attentes placées dans l'Europe par les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile et afin de répondre aux drames humanitaires qui se jouent au Moyen-Orient, en Afrique et qui poussent des femmes et des hommes à mettre leur vie en péril dans l'espoir d'atteindre ses rivages. ■

DÉBAT GÉNÉRAL

JULIETTE MÉADEL

Chers amis, chers camarades, cher Jean-Christophe, d'abord merci, merci, et je le dis vraiment du fond du cœur, merci à tous d'être là, merci d'avoir quitté vos vies privées, merci d'avoir pris sur votre temps de travail pour être là ensemble pour militer. Militer envers et contre tout, contre une France qui se crispe, une France qui doute, une France qui se replie sur des réflexes identitaires. Alors il en faut du courage, de l'abnégation, de l'énergie militante pour continuer. Et c'est cela dont je voulais vous parler aujourd'hui, de notre vitalité militante. Et du dépassement de notre condition actuelle. Et surtout, essentiellement de ce que nous portons maintenant collectivement au Parti socialiste, c'est ce projet de faire du PS un parti de masse. Alors je me suis posé la question : pourquoi voulons-nous faire du Parti socialiste un parti de masse ? D'abord et en premier lieu, au-delà de la conquête du pouvoir, pour faire progresser nos valeurs. Et ce que nous vivons aujourd'hui, ce que nous vivons depuis le 21 avril 2002, c'est une remise en cause de nos valeurs, qui pourrait déboucher sur un séisme politique d'une immense ampleur. Quelles sont nos armes ? La reconquête idéologique. Oui, chers camarades, nous sommes socialistes parce que nous avons la passion de l'égalité, et c'est là que réside notre reconquête idéologique.

Nous sommes socialistes parce que nous voulons une plus juste répartition des richesses, nous voulons que chaque individu, quels que soient ses parents, son lieu de naissance, sa ville d'origine, ait le choix de son destin, nous voulons que chaque individu ait accès à son autonomie. Il n'y a pas de raison que le destin d'un individu soit scellé dès sa naissance. Nous devons ouvrir le champ des possibles. Si rien n'a changé depuis Epinay, depuis 1971, en 2015, être socialiste, c'est une nouvelle réalité, c'est être l'héritier de cette première gauche, celle qui fit le constat de l'exploitation de l'homme par l'homme, ou plus exactement celle qui fit aussi le constat de l'exploitation de la femme par l'homme.

Être socialiste en 2015, c'est avoir aussi fait l'inventaire de cette deuxième gauche, celle qui mettait principalement le dialogue social comme l'un des outils de politique publique. C'est reconnaître que les partenaires sociaux pourraient conduire aussi un dialogue plus fructueux. Les salariés méritent mieux parfois que les postures dans lesquelles certains syndicats comme le Medef s'enferment. En 2015, être socialiste, c'est construire cette troisième gauche. Je dis cela parce que, très sincèrement, cette troisième gauche, c'est celle qui est capable de se confronter à l'exercice du pouvoir sans renoncer à nos idéaux. Et nous avons de quoi être fiers, car depuis 2012, 45 des 60 propositions du candidat Hollande ont été réalisées. La réforme fiscale, elle commence par le prélèvement à la source dont le principe sera acté dans les prochains jours. La sécurisation des parcours professionnels, elle commencera par le compte personnel d'activité qui vient d'être voté à l'Assemblée nationale. La mutation éducative, elle sera le résultat de la réforme des rythmes scolaires et des collèges. La rénovation démocratique, c'est le non cumul des mandats, bientôt appliqué.

Et l'égalité des droits dans la famille, c'est le mariage pour tous, la place de la France à l'étranger est restaurée. La France a lancé la mobilisation en Europe pour contrer le terrorisme militarisé au Moyen-Orient notamment. Que fait l'Europe pour peser dans la question irakienne et syrienne ? La France est là quand l'Europe est parfois si lointaine. Alors mes chers amis, oui, le socialisme a besoin d'un parti de masse pour que progressent ses principes, ses valeurs, et que nous puissions repartir à la reconquête idéologique.

CARLOS DA SILVA

Mes chers camarades, cher Jean-Christophe, que voulons-nous ? Voulons-nous continuer comme depuis un an à nous déchirer, à nous opposer au vu et au su des Français ? Débattre entre nous sur les plateaux de télévision jusqu'à n'être au fond qu'une caricature de nous-mêmes. Nous ne pouvons pas continuer à être cela. Beaucoup demandaient, pour que ces déchirements cessent, qu'il y ait un congrès. Ce congrès, il a eu lieu, ce congrès il a lieu, et la question qui nous est posée, c'est : quel message nous adresserons à travers Jean-Christophe Cambadélis, à travers l'adresse aux Français qui aura lieu dimanche matin, ce sera une adresse collective ou d'une partie du Parti socialiste? Je suis de ceux qui pensent que si la clarification a eu lieu, si les socialistes ont choisi une orientation très majoritairement, et également un premier secrétaire, l'adresse que nous devons avoir en direction des Français doit être une adresse de tous les socialistes, de toute notre famille. Car comment réussir à construire la belle alliance populaire dont nous avons tant besoin ? Comment réussir à soutenir le président de la République et le gouvernement de Manuel Valls si nous ne parvenons pas à l'issue de ce congrès à adresser un message d'unité ? Vous savez, sans l'unité des socialistes, sans l'unité de la famille des socialistes, rien n'est possible. Car qui défendra un président de la République socialiste, qui défendra un gouvernement socialiste si ce n'est pas les socialistes eux-mêmes ? Nos débats, il faut les organiser comme nous avons su le faire pendant les états généraux du Parti socialiste, où plus de 5 000 contributions ont permis d'alimenter la charte du progrès humain, la réflexion sur notre nouvelle organisation, c'est ainsi en débattant sereinement entre nous que nous continuons à la fois d'être socialistes, mais aussi de créer des possibilités de notre unité et d'aller vers les autres, vers les formations politiques qui toujours ont su travailler ensemble quand il s'est agi d'affronter la droite et l'extrême droite, et ce moment reviendra.

KAMEL CHIBLI

Je voudrais insister sur l'enjeu de ce congrès, mais aussi des trois années à venir et des futures échéances. Nous rappeler à chacun d'entre nous que le congrès socialiste doit être utile bien sûr aux militants, au parti, mais aussi et surtout aux Français. Parce que nous avons un véritable enjeu : comment est-on capable demain de réconcilier nos électeurs avec la politique ? Le renouveau socialiste, bien sûr, c'est essentiel, mais l'incarnation aussi, c'est important. Je pense que nous devons être en phase avec la société d'aujourd'hui.
Nous voulons aussi un parti de proposition. Nous avons un enjeu considérable sur la COP21 c'est de réussir la transition énergétique, c'est un enjeu extraordinairement important pour nos concitoyens et les personnes les plus fragilisées. Nous sommes en capacité de relever le défi. Le congrès a tranché, le Parti socialiste est en ordre de marche, nous avons des élections régionales, et nous devons plus que jamais nous réunir, il n'y a plus la place aux querelles et aux problèmes de personnes. Aujourd'hui, c'est les régionales et les présidentielles 2017. C'est pour ça que je voudrais faire un appel à toutes les sensibilités, il faut qu'on soit à la hauteur de ce défi : réussir ce quinquennat et porter le renouveau avec un véritable renouveau socialiste.

DIDIER GUILLAUME

Chers camarades, la question qui est devant nous depuis quelques jours, qui s'est posée à notre premier secrétaire, c'est : qu'est-ce qu'un congrès réussi ? Une semaine après le congrès de l'UMP, après les sifflets, après les petites phrases et les agressions verbales, déjà, pour nous, un congrès réussi, c'est un congrès où chacun se respecte, affirme ses convictions avec force, mais c'est en même temps un congrès qui tient compte des résultats obtenus par les militants il y a quelques jours. Un congrès réussi, c'est une motion majoritaire, qui a eu un résultat clair, mais une motion majoritaire qui entend ce que disent les autres. C'est un congrès où le premier secrétaire, et Jean-Christophe, je veux te féliciter, a obtenu un résultat très net dans son élection, et qui te donne toute légitimité, la force de diriger ce parti avec la force militante. C'est un congrès où les socialistes sont rassemblés, où le parti sortira renforcé. Pour cela, un congrès réussi ne doit pas être : les socialistes parlent aux socialistes, mais les socialistes parlent aux Français

Un congrès réussi, c'est tout simplement un congrès qui fixe des lignes, des orientations, pour savoir où nous allons, et où nous allons, après le redressement, vient le temps de la redistribution. L'UMP, les Républicains, ont voulu faire un hold-up sur la République, affirmons ici que c'est une honte. La République, ce n'est pas la République de Sarkozy, c'est la vraie République, la seule République. Alors que Nicolas Sarkozy veut une République refermée qui sent le renfermé, nous voulons une République ouverte, où la laïcité flotte comme un drapeau, comme une flamme.

Maintenant que le premier secrétaire est clairement légitimé, que nos idées sont complètement assumées, allons sur le terrain pour les expliquer, que les ministres, chaque fois qu'ils vont dans une manifestation officielle, aillent voir nos sympathisants, les électeurs, pour expliquer la politique. Mobilisation générale en soutien au gouvernement pour défendre nos idées pour la gauche et pour la France. Merci.

BRUNO LE ROUX

Chers amis, chers camarades, dans l'histoire longue du Parti socialiste, chaque fois que nous avons exercé les responsabilités du pays, nous nous sommes interrogés sur la nature et le sens de notre action. C'est dans notre culture politique, et c'est bien normal. Le quinquennat de François Hollande n'échappe pas à cette règle, mais cette fois-ci, cette introspection collective continue à faire écho à une certaine forme de doute et à la crise que traverse notre pays. Et au final, les nostalgiques et les déclinistes ont trop fait entendre leurs voix, comme si tout allait mal. Les Français savent bien que la crise et les mutations ne sont pas une affaire de conjoncture et que ce qui s'invente aujourd'hui sera différent de ce qu'on a connu hier. Ils attendent de nous que nous renouions le fil du récit national. Ils attendent que nous sortions des chiffres, des statistiques, des pourcentages, qui ne sont pas l'alpha et l'oméga de la politique. Nous ne nous sommes pas engagés en politique pour des statistiques, mais pour faire bouger les choses, réformer la justice sociale. Avec Poitiers, avec ce congrès au résultat clair, le cap est réaffirmé, et nous devons maintenant en semble faire partager notre ambition pour la France.
Jean-Marc Ayrault a su avec ténacité mettre en place une politique de redressement du pays, qui nous permet de travailler aujourd'hui avec Manuel Valls et tout son gouvernement à une nouvelle étape dans la réduction des inégalités. En 2012, la France devait retrouver une voix qui porte en Europe, une capacité d'entraînement, un leadership réel dans le concert européen, pas simplement des gesticulations, des tapes sur l'épaule, du barouf à la Sarkozy, François Hollande l'a fait, mais pas simplement à la française, pas simplement en quittant la table. Et c'est cette politique qui permet aujourd'hui d'agir pour le projet européen et la capacité à en débattre.

Le redressement du pays, ce n'est pas la seule vocation de la gauche. Le Parti socialiste est d'abord un parti de transformation sociale, et en ce domaine, nous n'avons pas démérité de notre engagement pour la justice, l'égalité et l'émancipation des individus. Pourquoi devrions-nous masquer les grandes avancées que nous avons conduites ces trois dernières années, ou revendiquer le rétablissement de la retraite à 60 ans pour les carrières longues ? Pas assez à gauche, ça ? Pourquoi ne pourrions-nous pas revendiquer la création du compte pénibilité ? On y arrive. Pourquoi ne pas revendiquer la mise en œuvre, réforme après réforme, d'une véritable sécurité sociale professionnelle, proposition qui rythme nos congrès depuis plusieurs décennies ? Pourquoi ne pourrions-nous pas revendiquer le mariage pour tous ? Pas assez à gauche ? Ou l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ? Pourquoi ne pourrions-nous pas revendiquer la généralisation du tiers-payant ou de la mutuelle pour chaque travailleur ? Pourquoi ne pourrions-nous pas revendiquer le rétablissement de davantage de progressivité dans le barème de l'impôt, l'alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail ?

L'école de la République ne va plus à vau-l'eau. Je veux saluer le courage de Najat, qui est en train de reconstruire un collège unique, où la ségrégation n'a plus sa place et ne peut se déployer de manière détournée à travers le choix d'options réservées aux initiés. Nous, nous voulons tirer tout le monde vers le haut et que chacun ait sa chance. Eux, ils veulent que chacun reste à sa place.

La droite bonne enfant s'est étiolée, et de la destruction du modèle scolaire et social, il n'y a pas de confusion, en 2017, sur le fait que nous serons projet contre projet, face à une droite dure, brouillonne, agitée, tout entière soumise à la rancune et à la soif de revanche d'un seul et prête à toutes les dérives et à tous les excès. Alors, mes chers camarades, Poitiers donne un nouveau coup d'envoi. Allons-y ensemble, rassemblés, la tête haute, et vous verrez que nous montrerons aux Français la plus belle image de la politique au détriment et à l'opposé de ceux qui, dans une usurpation d'identité, tentent de privatiser la République. Nous sommes ici, vous êtes, vous tous rassemblés, la liberté, l'égalité et la fraternité. C'est nous qui incarnons aujourd'hui la République.

MARIE-NOËLLE LIENEMANN

Chers amis, chers camarades, ne nous résignons pas. On nous prédit un congrès pour rien. Tout serait déjà joué. Tout continuerait comme avant. Enfin, je vous le concède, à quelques bémols près. Si tel était le cas, chers camarades, ce serait une erreur majeure. Regardons avec lucidité la gravité de la situation. J'ai bien entendu ce que nous a dit Bruno, et il a raison : bilan catastrophique de la droite, action du gouvernement. Mais, convenons-en, le compte n'y est pas. Regardons avec lucidité la hausse du chômage, les inégalités qui augmentent, la précarité qui explose, la baisse du pouvoir d'achat de bon nombre de salariés et des retraités. Une croissance qui, même avec le frémissement, nous est promise comme atone, la désindustrialisation du pays. Vous connaissez tout cela. Sur le terrain politique, c'est la même chose : des défaites cinglantes, répétitives, le vote du Front national, qui n'est plus seulement protestataire mais devient un vote d'adhésion et s'ancre dans presque tous les territoires. Nous ne pouvons pas faire comme si tout cela était naturellement derrière nous, comme si la chute du nombre d'adhérents de notre parti, la faible participation à nos votes n'était pas un signe extrêmement alarmant. La réalité est qu'un fossé s'est creusé entre le peuple et notre parti. Entre le peuple, les dirigeants et le gouvernement. La réalité est que les Français ne sont pas seulement impatients d'un résultat, qu'ils ne voient pas venir, mais ils ne sont pas d'accord. Et en tout cas, pour une large partie de celles et de ceux qui nous ont élus en 2012, ils ne sont pas d'accord avec ces politiques, fussent-elles qualifiées de sociales libérales.

Ne nous résignons pas. Si cette résignation s'installait, cela annoncerait de nouvelles défaites, mais aussi un risque de discrédit durable. Alors, agissons. Sans inflexion significative, tangible, concrète, vécue par nos concitoyens, dans l'action du gouvernement, nous ne nous relèverons pas. C'est vrai pour le PS, c'est vrai pour la gauche, c'est vrai pour notre pays. Car le malaise est profond. Il est d'abord social, économique, mais il prend racine dans un doute persistant sur la pérennité de notre modèle, sur la cohésion nationale, sur l'avenir de la France. La droite, nous le savons, ne peut y répondre. Mais cela suffira-t-il pour que nous soyons capables de convaincre ? Nicolas Sarkozy prétend organiser les Républicains. Chacun sait que ça ne sera pas le cas et qu'il ne les rassemblera pas. Nous ne devons pas défendre les républicains, mais la République, parce que la République, c'est un projet, c'est un projet qui rassemble, qui nous projette loin, à la fois dans nos racines, mais dans l'horizon que nous devons atteindre. Mais soyons clairs, la République, ça ne doit pas être des mots, ça ne peut pas être des vagues incantations, ça ne peut être appelé au renfort quand il y a des problèmes d'ordre ou d'intégration. La République, c'est l'ordre républicain, mais d'abord l'émancipation de tous et de toutes. L'émancipation républicaine.

Là est l'enjeu essentiel aujourd'hui. Car si la société française est en dépression, elle est fracturée, c'est que la promesse républicaine fait défaut, qu'elle se dérobe, avec la complicité d'une partie des élites de ce pays qui sont fascinés par le modèle anglo-saxon ou par le pouvoir du capitalisme financier. Et tout cela, chers camarades, c'est le grand défi d'aujourd'hui, d'une gauche au pouvoir et d'une gauche fidèle à elle-même. Et ça doit prendre des choses très concrètes, ça ne doit pas être des envolées lyriques. L'égalité maintenant, et l'égalité, chers camarades, s'il n'y a pas une réforme fiscale redistributive tout de suite, comment on va la faire, l'égalité ? Il ne suffit pas d'avoir simplement l'égalité, c'est aussi la revalorisation des salaires, des petites retraites face à la revalorisation du capital ou des avantages fiscaux donnés à certains dirigeants. L'égalité, c'est maintenant, comme ça, concret. Et par ailleurs, la République, ce n'est pas que l'égalité, c'est aussi l'idée de l'intérêt général, qu'il y a quelqu'un qui l'incarne. C'est l'État, c'est le service public. Alors oui, un appel aux Français pour défendre les services publics. Nous devons dire que nous ne pouvons accepter que l'hôpital public manque de moyens, manque de postes, et se trouve dans une situation catastrophique, de tension insupportable.

Nous devons refuser la fermeture des lignes de train au profit de la mise en concurrence pour le secteur privé de cars. C'est bafouer l'esprit du service public. Nous devons dire qu'il y a un lien entre le service public et l'égalité des territoires, et que quand on affaiblit les dotations aux collectivités locales, chers camarades, on affaiblit la République. Cela doit cesser ! Alors oui, défendre la République, c'est ne pas accepter qu'on privatise à tour de bras et qu'on diminue de 10 milliards la voilure du capital public en France. Oui, chers camarades, la République, ce sont des droits et des devoirs, qu'on ne cesse de réclamer aux plus faibles, mais la République, les droits et les devoirs, c'est aussi les entreprises : pas d'aide sans contrepartie, pas de cadeaux fiscaux sans ciblage. Voilà la République que nous devons défendre. Il y a dans le monde un pays qui peut apporter à la gauche et à tous ceux qui souhaitent le progrès un modèle alternatif, c'est bien celui de la République sociale. Il doit rester notre fil rouge, il ne peut pas se dissoudre dans le social-libéralisme. Alors, si nous voulons réussir notre congrès, chers camarades, disons-le tout net, affirmons notre fierté d'être socialistes !

CLAUDE BARTOLONE

Chers amis, quel plaisir d'être vraiment entre Marie-Noëlle et l'arrivée de Manuel Valls, comme je vous le disais tout à l'heure ! Parce que finalement, regardez dans quelle situation nous mettent un certain nombre d'observateurs. Vous avez lu les journaux, entendu les radios, regardé les premières télévisions, et du temps de Reims ou de Renne, on nous disait : c'est une catastrophe, les socialistes sont divisés ! Et aujourd'hui, on nous dit : mais à quoi va servir Poitiers puisqu'ils sont rassemblés ? Eh bien, chers amis, à nous de montrer que Poitiers doit nous permettre de dire à nos compatriotes ce que nous voulons faire de ce deuxième temps du quinquennat. Oui, chers amis, ça a été difficile quelquefois ces premiers temps du quinquennat, parce que nous avions certainement sous-estimé l'état dans lequel la majorité précédente nous avait laissé le pays. Oui, ça a été difficile de devoir arracher le pays des griffes de celles et ceux qui maîtrisaient notre dette et qui nous ont étouffé dans des taux d'intérêt dont on sait ce qu'ils ont coûté à la Grèce, et même au Portugal. Oui, c'était difficile de reconnaître que notre secteur industriel avait été sacrifié et qu'il nous fallait faire face à des priorités et reconstruire l'espérance dans ces pays. Mais chers amis, alors que vous m'avez entendu lorsque je me suis exprimé sur les 3%, sur ma conception de l'Europe, lorsque je me suis exprimé sur le bien commun que devaient constituer les entreprises, j'ai des remarques à faire sur la première partie que nous avons vécue ensemble, mais parce que j'appartiens à un milieu et à un département populaires. Je vous le dis : faisons attention aux mots que nous employons sur la première partie. Je le dis souvent à Bruno Le Roux, qui aime cette expression. Moi, chers amis, quand je vais dans un restaurant et que j'attrape une intoxication alimentaire, on a beau me dire qu'il y a eu changement de propriétaire, je n'y retourne pas ! Alors à nous de montrer qu'il n'y a pas eu d'intoxication alimentaire sur ce premier temps de quinquennat, il y a eu la préparation sociale, économique, environnementale. Pourquoi ce travail ? Pourquoi être socialiste ? Pourquoi sommes-nous heureux de nous retrouver ? Pour permettre le débat, sinon, c'est le centralisme démocratique. Mais pour permettre aussi qu'après le débat, il y ait le temps du compromis et de l'unité. C'est que nous savons que, sans nous et notre action, c'est la main invisible du marché qui réglerait nos vies, nos conditions de vie, qui s'occuperait de l'environnement et de l'organisation de la société.

La question de la reproduction des élites, elle est centrale. Si nous ne démontrons pas à nos enfants, comme nous voulons le faire dans la réforme des collèges, que c'en est fini de ce sentiment qu'en fonction de sa condition de naissance, de sa famille, son quartier, son territoire rural en difficulté, on peut déjà presque programmer le reste de l'existence. Comment donner envie en la République ? Oui, chers amis, chers camarades, la première des tâches, après avoir créé ce courant de création de 60 000 postes dans l'Éducation nationale, c'est de ré installer le sentiment, pas du tout de l'égalitarisme, mais de la qualité, de la capacité de réussir sa vie individuellement et collectivement pour chacun de nos enfants, quel que soit son origine, quelle que soit sa couleur de peau, quel que soit le quartier dans lequel il habite. Le deuxième point sur lequel nous allons aussi devoir continuer à travailler, c'est la question européenne. Qui peut imaginer que là aussi la main invisible du marché pourrait répondre à la question posée par les Grecs ? À cette interrogation par rapport à la zone euro, où l'on voit bien que la grande difficulté, c'est la zone euro elle-même si, après avoir eu une monnaie unique, elle ne pense pas une convergence de solidarités et de fiscalité ? Continuerons-nous à voir Google gagner de l'argent en Europe mais ne pas payer ses impôts ? La main invisible, on a vu ce qu'elle pouvait donner en France lorsqu'elle avait comme gant Nicolas Sarkozy et la droite. Et regardez leurs propositions, écoutez leurs évolutions, le programme qu'ils proposent. En 2007, c'était le bouclier fiscal pour quelques-uns. Aujourd'hui, sa grande revendication, avec la fin des repas de substitution dans les cantines, c'est du porc pour tous. Voilà la revendication qui est celle de la droite aujourd'hui. Faute de propositions économiques, faute de propositions sociales avouables au pays, c'est déjà de tracer une ligne, une liaison avec l'extrême droite.

C'est déjà de prendre nos compatriotes de culture musulmane comme otages pour les prochaines élections. Oui, chers amis, la responsabilité qui est la nôtre aujourd'hui, à Poitiers, ici, rassemblés et unis après les débats que nous avons eus, c'est d'expliquer à nos compatriotes que, face à cette organisation de la société, face à la main invisible du marché, nous avons une autre orientation à leur proposer. D'abord, nous avons compris tous les enjeux de ce que peut être la transition énergétique, tous les dangers que représenterait dès l'année prochaine le fait de voir 1% de l'humanité accumuler autant de richesses que les 99% autres de population sur cette planète. L'on voit bien ce que cela pourrait représenter comme inégalités et comme destruction de notre environnement. Et le premier enjeu, c'est que, lors de la COP21, on sera là en tant qu'acteurs engagés, les pays riches seront aux côtés des pays les plus pauvres pour leur permettre de combattre les inégalités et la désespérance. Chers amis, pour terminer, vous avez pu constater que notre congrès se réunit une semaine après le congrès qui a vu l'UMP changer de nom. *« LR »*. Ah, ça, pour errer, la droite française, elle erre ! Je vous dis, c'est aussi cela, le rendez-vous de Poitiers, c'est par rapport à une extrême droite, qui veut dire aux Français : détestez-vous les uns, les autres, par rapport à une droite qui dit : méfiez-vous les uns, les autres, nous, ici, à Poitiers, c'est notre tour de dire à nos compatriotes que nous savons, nous, que c'est tous ensemble que nous réussirons, tous ensemble que nous renforcerons la République, tous ensemble que nous renforcerons l'égalité, la solidarité, la liberté et l'espérance. Merci à vous d'être ici, à Poitiers. En avant, chers amis, pour les régionale, aux urnes citoyens !

KARINE BERGER

Mes chers camarades, mes chers amis, permettez-moi de remercier tous les militants qui ont pris part à ce congrès, et féliciter les autres motions, Jean-Christophe, Christian, Florence, pour leur campagne. Nous avons mené ce débat car nous aimons passionnément notre parti et nous soucions de son avenir. C'est une richesse commune que nous devons applaudir aujourd'hui. Il est vrai que les débats même au sein du parti fournissent l'occasion aux cyniques de dire que la politique n'est jamais qu'un concours d'égo, mais l'équipe de La Fabrique vous parlera de la profonde motivation des militants pour lutter contre l'extrême droite, ils témoigneront de la joie de débattre au service de notre pays et du respect immense de notre parti, et vous parleront de la volonté inébranlable de changer la vie de toutes les Françaises et de tous les Français qui comptent sur le Parti socialiste. C'est pourquoi que nous faisons ce que nous faisons. C'est ce que la politique peut être. Nous avons tous nos opinions. Et ça ne va pas changer après ce congrès. Et cela ne doit bien sûr pas changer. Mais ces différentes opinions doivent être utiles.

Notre motion a donc défendu une idée simple : quand la société évolue, les partis politiques doivent évoluer rapidement, sous peine d'être distancés par les populismes. Chers camarades, le Parti socialiste, notre parti est le grand parti de gauche qui doit évoluer, afin de rassembler en 2017 toutes les gauches, c'est-à-dire tous ceux qui ne veulent ni de la France individualiste et violente proposée par Nicolas Sarkozy, ni de la France isolée et xénophobe souhaitée par la famille Le Pen. Nous, socialistes, sommes les seuls à pouvoir rassembler tous ceux qui savent qu'être républicain, c'est d'abord croire que la solidarité, l'ouverture aux autres et la confiance dans l'avenir sont les vrais socles de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Mais pour être la voix de la France de 2017, nous devons travailler dès aujourd'hui. Car malgré tout ce qui a été mis en œuvre depuis 2012, et que cela nous plaise ou non, les Français doutent de notre capacité à changer leur vie. Ils nous l'ont clairement dit à l'occasion des différents scrutins. Travailler, c'est être dans le concret. Le concret, c'est trouver toutes les solutions pour que ceux qui cherchent du travail dans notre pays en trouvent rapidement. C'est trouver les solutions pour que l'embauche en France, en 2015, ne soit jamais un moment de discrimination, que l'on s'appelle Moussa, Jacques ou Aïcha, et que l'on habite la campagne ou les villes, ce qui me permet de saluer cette belle idée du CV anonyme, porté par la motion A.
C'est pour cela que, dans la motion La Fabrique, nous nous sommes concentrés sur des propositions précises, que nous avons proposé de mettre de la chair sur le beau projet de sécurité sociale professionnelle, par la mise en place de 36 coupons de formation utilisables par chacun et à tout moment, que nous pensons que les PME de notre pays doivent bénéficier de beaucoup plus de soutien que les très grands groupes internationaux. C'est aussi pour être concrets que nous avons proposé de refondre entièrement le système de caution de logements en France aujourd'hui.

Car nous tenons, à La Fabrique, à rappeler que le concret ne s'arrête pas à l'économie. Accepterons-nous, comme M. Gattaz, une économie où seuls quelques-uns s'en sortent de manière spectaculaire ? La réponse est non. Alors, mes camarades, à mi-chemin de ce quinquennat, nous devons nous rappeler que dans *« socialisme »,* il y a *« social »*. Nous devons redevenir nous-mêmes. Revenir sur le terrain du social, quand on est socialiste, ce n'est pas débattre sur les seuils sociaux au sein des entreprises, mais imaginer et inventer les protections sociales face aux grandes détresses de demain. Jean-Christophe, je te soumets cette ambitieuse idée que nous avons proposée dans notre motion de proposer un service public de maisons de retraite, face à l'angoisse de millions de familles qui ne peuvent payer une chambre dans le secteur privé. Nous croyons en une France généreuse qui fait preuve de compassion. C'est le futur que nous portons pour notre pays. Le concret, c'est aussi bien sûr ce qui manque cruellement à l'Europe pour les générations qui ont 20, 30 ou 40 ans aujourd'hui.

Comme l'a dit le Premier ministre italien, si l'Europe explique dans le détail comment on doit pêcher l'espadon, mais qu'elle ne dit rien sur la manière de sauver un immigrant qui se noie, alors il y a quelque chose qui ne va pas. Alors oui, mes camarades, quelque chose ne va pas. C'est à nous de faire en sorte que l'Europe marche à nouveau, d'être fidèles à François Mitterrand, qui nous a laissé la passion européenne en héritage. Nous te proposons aujourd'hui, Jean-Christophe, d'être le premier secrétaire qui portera avec d'autres partis sociaux-démocrates le projet d'un nouveau traité de Maastricht, qui réécrive ce qu'est l'Europe de 2015, quelles sont ses frontières, quelle est son identité et quelles sont ses batailles. Le Parti socialiste peut prendre des risques qu'un gouvernement ne prend pas, peut défendre des opinions non consensuelles. Il est là pour se faire entendre et aller partout où la société se divise aujourd'hui. Par exemple, comment le Parti socialiste défend la laïcité dans la France déchirée d'aujourd'hui ? Ce n'est pas la première fois que ce pays débat de la place des religions dans la République. Mais aujourd'hui, la situation est différente, et la position du Parti socialiste doit l'être également. C'est pourquoi nous luttons contre la résurgence de l'antisémitisme et continuons de rejeter les stéréotypes insultants contre les musulmans. C'est pourquoi il nous faut changer le Parti socialiste, c'est-à-dire nous mettre au travail pour rassembler la gauche, et être exemplaire, car l'exemplarité est la seule réponse possible face à la crise de confiance nos concitoyens, l'exemplarité dans la parité, dans la lutte contre le cumul des mandats. Et l'exemplarité aussi dans la capacité de donner la parole et des responsabilités à la nouvelle génération de notre parti. Pour construire ce nouveau Parti socialiste, nous avons du pain sur la planche, et c'est ce que La Fabrique propose, un nouveau parti concret, qui parle à tous les Français. C'est ce qui permettra de dire à nos concitoyens que face à la mondialisation, à la violence, à l'individualisme, oui, nous pouvons la justice et l'égalité, les chances et la prospérité. Oui, nous pouvons guérir cette nation et réparer ce monde. Et, mes chers camarades, tous ensemble, c'est ce que nous allons faire.

CHRISTIAN PAUL

Chers amis, chers camarades, je n'ai pour ma part jamais douté de l'importance de ce congrès, parce que je ne doute pas du Parti socialiste. Mais avant de venir à Poitiers, j'ai fait un tour de France. C'est un honneur. Il permet de mesurer les écarts entre les discours et les réalités. Ces écarts que les Français ne veulent plus. J'ai vu les fractures et les morsures de cette crise qui n'en finit jamais. J'ai vu les territoires qui décollent, ces grandes agglomérations, de Bordeaux à Nantes ou à Grenoble, qui font encore la prospérité de la France. Et j'ai vu d'autres territoires qui, eux, font sécession, des quartiers et des villages qui n'attendent rien à force de ne rien voir venir du monde qu'on leur promet. J'ai vu peu de Français qui croyaient au récit comptable du redressement de la France. Les indicateurs de croissance, les milliards de déficit parlent à Bercy et à ceux qui se passionnent pour la froideur des tableaux de bord. Beaucoup moins là où je suis allé, à Amiens ou à Lens. J'ai ressenti là les dégâts du rêve patronal d'un monde sans usine, et pourquoi pas d'un monde sans ouvriers ? Alors qu'ils sont plus de 5 millions sur le sol de France. C'est toujours le même rêve de voir disparaître les classes dangereuses. J'ai vu aussi comment les années Sarkozy avaient, partout, distillé l'individualisme extrême, la division et la haine. Jusqu'à ces derniers jours où une obsession maladive et des calculs électoraux indignes poussent à montrer du doigt l'islam et les musulmans.
Mes chers camarades, les passions xénophobes, antisémites, islamophobes ne naissent jamais de génération spontanée. Elles sont toujours attisées. J'ai vu surtout la progression du national-populisme, dans les regards et dans les têtes, et massivement dans les urnes. Oui, il faut être dur avec le Front national, et surtout dur avec les causes du Front national, et d'abord avec le chômage, la désespérance sociale et le délitement de la fraternité. J'ai vu aussi des socialistes, beaucoup, et c'était le but. J'ai vu des socialistes qui ont décidé de rester. Et j'ai vu aussi des socialistes qui sont sur le départ. J'ai vu ceux qui y croient encore et ceux qui ne croient déjà plus. Ceux que nos défaites historiques ont meurtris, ceux qui attendent toujours de la gauche au pouvoir qu'elle marque ce siècle. J'en ai retiré la conviction que ce congrès relevait de l'urgence vitale. On ne vient pas ici, comme je l'ai lu, pour un défilé de gravures, mais parce que le pays ne va pas bien, et parce que le Parti socialiste est en danger face à la droite et à l'extrême droite. Nous ne pouvons nous cacher un instant l'ampleur du décrochage du peuple de gauche. Alors, à cette tribune, je porte, sans en avoir bien sûr le monopole, l'histoire de cette déception. Mais je vous parle aussi pour éveiller à l'action et à l'espérance, pour reprendre les mots de Jaurès. Je salue amicalement notre premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis. Je sais comme lui la rudesse de la tâche. Nous savons tous les deux, comme vous tous, que rien, pour le Parti socialiste, n'est écrit d'avance à l'horizon des deux ans qui viennent. Il trouvera en nous et en moi le sens de la solidarité, mais aussi une totale fermeté pour défendre ce que nous croyons juste et crédible pour la France et pour le Parti socialiste.

Et, au-delà de l'arithmétique des votes, il y a la rude réalité de la politique. À quoi sert aujourd'hui le Parti socialiste? Nos réponses doivent éclairer ce congrès. Je vous livre les nôtres. La mission du Parti socialiste, quel que soit son premier secrétaire, c'est d'assurer la médiation avec la société, c'est d'inspirer le gouvernement issu de nos rangs, cher Manuel, c'est parfois aussi, et je cite le premier secrétaire, de faire reculer le gouvernement. C'est surtout de trouver ensemble le bon chemin. Et, je le dis clairement, chers camarades, agiter une nouvelle fois l'article 49-3 de la Constitution à propos de la loi Macron sans que le Parti socialiste ait tenté une médiation, c'est la négation de toutes les belles déclarations de ce congrès sur l'utilité de notre parti.

La mission du Parti socialiste, c'est aussi de veiller au respect de nos engagements. La politique pour la gauche, ça n'est pas seulement la conquête du pouvoir, c'est aussi marquer notre époque par les progrès qu'elle imprime ou qu'elle impose avec sa vision de l'avenir. Et je veux donc ce matin vous parler aussi de la prochaine gauche. Oui, nous avons la responsabilité de faire naître la prochaine gauche, celle du 21e siècle. Ce n'est pas une fuite en avant pour déserter les combats d'aujourd'hui. Le gouvernement a des décisions immédiates à prendre et même à accélérer, mais sans projet qui nous fédère, il n'y aura pas de victoire possible. C'est une recherche permanente. Et chaque génération socialiste doit ajouter au grand livre de la gauche. Ces questions que nous posent les Français, celles que provoquent les dérèglements tels que le climat, le chômage, le partage des richesses, notre identité.
La prochaine gauche doit répondre à la défaillance démocratique nationale, celle qui produit l'abstention en masse dans les élections comme dans les votes du Parti socialiste, celle qui dévitalise les appareils politiques et syndicaux, celle qui fait renoncer au collectif, celle qui pousse au vote de punition à chaque élection. La prochaine gauche doit être parmi le peuple, proche de son vécu, de ses craintes, de ses aspirations. Cessons de prétendre de faire le bien de nos concitoyens pour eux mais sans eux. Il en va de notre capacité à changer le réel. Car changer le réel, réformer notre pays, ce n'est plus possible sans susciter l'adhésion voire la mobilisation et la participation des Français. Pour cela, il faut tellement d'énergie, d'imagination, de volonté que les partis n'ont plus à eux seuls la capacité d'entraîner. Convenons que nous avons peu avancé au cours des années récentes pour moderniser notre démocratie. Notre parti a été souvent aux abonnés absents. La Ve République ne nous a pas aidés. Nous la répétons, la bégayons après avoir promis de la rénover, ou au moins de la rééquilibrer.

Alors la prochaine gauche doit écouter, reformuler notre projet, mobiliser la société pour espérer agir. Ne laissons pas la pensée technocratique imposer ses réponses formatées. Et en venant à Poitiers, je me suis posé une question simple : si j'avais 18 ans aujourd'hui, l'âge que j'avais quand j'ai adhéré au Parti socialiste, que choisir entre deux jours ici, avec nous, à Poitiers, ou deux jours à Madrid ou à Barcelone pour comprendre ce qui s'y passe ? Comme beaucoup de Français, je regarde vers l'Espagne. Certains, dans notre parti, craignent Podemos. Pour ma part, j'en tire deux leçons. Quand la gauche se rassemble sur un programme de gauche, elle bat la droite. Et quand, à gauche, on entend l'urgence sociale et l'exigence démocratique, le peuple nous revient. Veillons donc, chers camarades, à ce que Podemos ne ringardise pas le Parti socialiste. Pas de copié-collé, mais mettons-nous au travail, remettons les citoyens au cœur du circuit.

Oui, je nous veux ambitieux pour la démocratie. La prochaine gauche, c'est l'éco-socialisme, pour avoir un coup d'avance, notre réflexion collective doit s'emparer des trois grandes transformations. D'abord, la transition écologique, qui doit être un mouvement d'intérêt général, et un effort de toutes les nations, accessibles aux plus faibles.
L'évolution numérique, également, qui a été source de progrès inestimables.

Et la compétition des territoires inégaux que vide l'hyperconcentration, contre le monde rural et les villes moyennes. Oui, relever ces défis, c'est permettre à notre pays, qui représente 1% de la population mondiale de contribuer à un développement harmonieux de la planète. Il mobilise, ce développement, le meilleur de nos technologies et de nos valeurs. La prochaine gauche, chers camarades, doit inventer aussi la prochaine puissance publique. Elle doit aider les Français à amortir les chocs. Elle investit sur le long terme, garantit les biens communs et agit pour l'égalité. Oui, notre République n'est pas avare de valeurs. Le 11 janvier, ils sont venus du monde entier pour défendre ces valeurs à nos côtés et avec François Hollande. La République a besoin d'un grand dessein, et avec notre motion, nous défendons l'idée d'un plan République, nous l'avons détaillé en proposant une nouvelle génération de services publics construits avec les citoyens. Oui, la prochaine gauche doit aussi résister à la tentation du social-libéralisme. Et je n'oublie pas comment, par OPA successives, le libéralisme économique a pris sa place dans la gauche européenne depuis vingt ans. Je me souviens aussi que Lionel Jospin ne fréquentait pas ces sommets baptisés « progressistes » où Tony Blair et Gerhard Schröder plaidaient pour la troisième voie sans éviter tôt ou tard les sifflets de leur peuple. Et il serait facile de démontrer que derrière l'étendard des réformes qui claquent, il y a souvent de vraies régressions et de vraies ambitions.

Certains se disent que si ça marche, la prospérité vaut bien une messe et l'abandon de nos principes. Alors, quel est le problème ? D'abord, ces politiques à elles seules ne marchent pas. Elles ne sont pas à la hauteur des grandes crises. Et chacun l'a reconnu, d'ailleurs, nous tous, en 2008. Mais très vite, le naturel revient au galop. Une nouvelle fois, la politique a été dépossédée, les marchés ont pris le pas sur les démocraties. Et la politique social-libérale, elle oublie le social, c'est-à-dire les salaires, le partage des richesses et la justice fiscale. Alors oui, nous devons retrouver nos repères. Mais chers camarades, aucun projet politique, aucune imagination tournée vers l'avenir ne résistera si nous ne réussissons pas avant 2017. Alors oui, deux années sont devant nous pour reconquérir les cœurs et les esprits. Et j'entends bien qu'il faut du courage, de la vérité et des réformes. Cela me convient. Encore que je ne connais personne ici qui réclame le contraire. Pas de reconquête avant tout sans résultat. Et la lutte contre le chômage de masse n'est pas seulement, vous le savez bien, une affaire de courbe. C'est d'abord une des clés de la reconquête démocratique. Le sentiment d'exclusion, d'isolement, de déclassement que produit le chômage nourrit le ressentiment à l'égard de l'impuissance de nos institutions. Et la focalisation sans précédent sur la baisse du coût du travail, sans cible et sans contrepartie doit être rectifiée. Le gouvernement doit montrer la voie, dire où il emmène le pays, pas simplement accorder 40 milliards d'euros aux entreprises en espérant qu'un jour viendraient les bénéfices. Ces débats économiques ne sont pas subsidiaires, cher Jean-Christophe, ils ne sont pas terminés, pour passer d'une croissance sans emploi à un niveau d'activité qui redonne de l'espoir. Mais pas de reconquête non plus sans combat visible contre le récit des puissants, contre le système bancaire, contre Monsanto, pas de reconquête sans rendre irréversible une empreinte sociale, sans justice visible. La question du pouvoir d'achat des ménages est une

question importante. Alors, nous avons proposé, dans ce congrès, un agenda des réformes. Cet agenda, il est à la disposition du Premier ministre, du gouvernement et des groupes parlementaires. Ces réformes ne sont pas celles de Mme Merkel, et la plupart sont d'ailleurs dans nos quatre motions, à commencer par de vrais leviers pour l'investissement privé, pour le soutien à l'investissement des collectivités locales, aujourd'hui étranglées, et pour la réforme de justice fiscale. D'autres réformes, comme la loi bancaire, nous la défendons pour que la responsabilité des banques au service des projets des entreprises soit clairement établie sur notre territoire. Oui, ces réformes structurelles peuvent être achevées ou engagées de façon irréversible au cours des dix-huit mois qui viennent. J'ai bien compris, chers camarades, qu'une adresse aux Français est souhaitée par notre premier secrétaire. Le principe est bon. Et nous n'avons pas refusé d'être associés à sa préparation. Cette adresse, Jean-Christophe, elle doit avoir un recto et un verso. Le recto doit s'adresser aux Français. Mais le verso parlera, je l'espère, au gouvernement. Parce que c'est ton devoir et c'est notre devoir.

Enfin, pour faire avancer notre parti, nous devons faire table rase des faux procès et nous dire la vérité. Et un congrès, ça sert aussi à se dire la vérité. Chers camarades, l'unité du Parti socialiste n'est pas en danger. Et aujourd'hui, la seule question qui vaille réellement, c'est une question qui fut posée sans relâche par François Mitterrand lors du congrès d'Epinay. Ce congrès d'Épinay qui s'intitulait : le congrès de l'unité. Alors, quelle est cette question que posait François Mitterrand et qui résonne ici aussi à Poitiers : que voulons-nous faire de notre unité ? L'unité n'est pas l'alibi des renoncements. L'unité est au service d'un combat et d'une victoire, sinon, elle servirait uniquement à broyer les idées nouvelles et ceux qui se lèvent pour les exprimer. Notre capacité à gouverner n'est pas non plus en cause. Je ne crois pas à ce long remord de la gauche au pouvoir. Oui, aujourd'hui, il faut le reconnaître et l'assumer : il y a deux orientations au sein de la gauche de gouvernement, deux orientations au sein du réformisme et du socialisme français. Ces deux orientations, elles vivent dans notre parti, débattent ici à Poitiers sans se déchirer, elles cohabitent même dans la motion que beaucoup d'entre vous avez signée avec le premier secrétaire. J'aimerais en tout cas avec beaucoup d'entre vous que ce soit un congrès de renaissance. Et nous ferons en sorte, avec la motion que je représente, que ça ne soit pas un congrès de complaisance. Je souhaite que notre parti soit respecté.

Ce congrès ne règle pas tout. Il n'est pas un chèque en blanc, et j'espère que des débats d'idées se dégageront au sein du Parti socialiste dans les moments importants. Je sais aussi que chacun ici a besoin de tous les autres. Le président de la République aura besoin de tous les socialistes et de toute la gauche, et aussi de cette grande gauche qui l'a élu en 2012. Chers camarades, notre parti aura besoin de retrouver dans la société française des idées et des actes, des femmes et des hommes qui n'acceptent pas le monde tel qu'il est. Et chacun d'entre nous, chers camarades, devra trouver la force morale de poursuivre son engagement, pas de façon égoïste, pas à huis clos, mais avec le grand parti de la gauche française, le Parti socialiste, avec la jeunesse et avec les générations qui viennent, car la gauche ne meurt jamais, et le Parti socialiste, pour continuer, pour se réinventer, pour sa vitalité, il aura besoin de votre désintéressement et de votre militantisme, de votre idéal et de votre courage, de votre intelligence collective et de vos cœurs. Alors oui, à ce prix, nous ne serons plus orphelins de nos rêves, nous ne craindrons plus d'aller devant notre peuple. Je vous le dis comme à des camarades, à des amis, au nom des combats passés, mais aussi parce que des batailles formidables sont devant nous et qu'il faut les préparer et les gagner.

GUILLAUME BACHELAY

Chers camarades, à Poitiers, nos combats sont républicains. Que l'engagement socialiste puise sa raison d'être dans le gouvernement.

Les mutations du monde sont gigantesques. Notre mission historique, à nous les socialistes, c'est de faire que dans le monde nouveau, la France soit une République sociale pour les Français mais aussi pour donner à la mondialisation un sens. Nous nous dressons contre les attaques à la promesse républicaine.
Dans sa panoplie de camouflage, l'extrême droite revendique l'esprit républicain.

De son côté, il y a une semaine, le parti républicain conservateur, l'UMP, a tenu congrès. Son chef a pratiqué une rhétorique de véhémence, de violence. Ses dirigeants ont davantage réussi à se ressembler qu'à se rassembler. Et au congrès de la droite, les Français ont vu M. Sarkozy en pire, l'UMP en pire.

À moins que l'abrogation soit chez eux l'autre nom de la restauration, car abroger à droite, c'est leur mot, leur slogan, leur dada du matin et leur doudou du soir. Avec les 130 milliards de coupes dans les dépenses d'avenir et de solidarité, l'abrogation, c'est leur programme. Le parti sarkozyste veut abroger la loi sur le mariage pour tous, la réforme du collège, le recrutement de professeur, c'est-à-dire la priorité que nous donnons nous à l'éducation. Et voilà qu'en matière de santé, la droite veut supprimer le tiers payant généralisé qui sera mis en œuvre pour que le manque d'argent ne soit plus jamais un manque de soins. Abroger, ce n'est pas forger. Nous, avec le président François Hollande, le gouvernement de Manuel Valls et avec les parlementaires, et avec les Français, nous construisons pour redresser les finances et l'industrie, commencer à restituer aux Français les fruits de leurs efforts, à commencer par la baisse de la fiscalité. La République a vocation à rassembler et non à opposer et stigmatiser. La République, elle est d'abord un idéal, la fidélité à des valeurs, à une histoire, aux femmes et hommes célèbres ou anonymes qui ont fait de la France ce qu'elle est, une nation généreuse, forte.
La République est indivisible, démocratique, laïque et sociale. Cette définition est la nôtre. Cela, à Poitiers, nous l'affirmons !

Nous l'avons écrit dans notre charte pour le progrès humain, la République est un projet toujours recommencé, et en son cœur il y a l'égalité. C'est pourquoi Jean-Christophe Cambadélis a mis l'égalité au cœur du congrès.
D'abord, pour une économie forte qui crée de l'emploi, elle passe par le soutien à la capacité des entreprises, à ajuster quand il le faut et où il faut. Décisifs aussi les contrats d'avenir et de génération. Et puis il y a le combat, le beau et grand combat pour la sécurité sociale professionnelle. Nous en avons posé les jalons : compte individuel de formation, compte pénibilité… Pour les jeunes sortis du système scolaire sans qualification, et pour que tous puissent conjuguer temps de travail et temps personnel, c'est pour tout cela qu'il faut construire la sécurité sociale professionnelle. C'est un progrès qu'auront permis les socialistes.

L'Europe est une autre dimension de notre combat pour l'égalité.
La réorientation doit être amplifiée, car les politiques d'austérité ont grandement éloigné l'Europe des peuples. C'est pourquoi la taxation des transactions financière doit être mise en place.
Pour nous, l'Europe est une grande idée, et pas seulement un grand marché.
Nous sommes fiers d'être internationalistes, et le monde fait face à de grands défis : terrorisme, atteinte aux droits des femmes…

Un premier accord universel sur le climat est essentiel.
Je fais cette proposition que la France supprime les financements publics directs ou indirects en faveur des équipements en charbon, c'est cela aussi le combat écosocialiste. Mes amis, notre premier secrétaire l'a dit, le Parti socialiste est un parti de débats, il doit devenir un parti de combat. C'est pourquoi nous devons être offensifs et collectifs. C'est pourquoi nous voulons réussir l'action pour les Français. C'est pourquoi nous voulons le renouveau socialiste, l'alliance populaire avec la gauche, les écologistes, tous les citoyens qui voudront y prendre part, un parti au combat, c'est cela aussi le bon message de Poitiers.

OLIVIER KLEIN

Il y a bientôt dix ans, au congrès du Mans, Claude Dilain se trouvait à cette tribune. Il y a prononcé un discours qui a marqué les esprits. Permettez-moi d'avoir une pensée pour notre ami. Je suis là d'une certaine manière pour continuer à parler de ces quartiers. J'en suis persuadé, c'est dans ces quartiers populaires que se construit la République, celle d'aujourd'hui, de demain, celle que j'aime, celle du vivre ensemble. Le gouvernement a beaucoup entrepris dans le domaine de la politique de la ville depuis trois ans, et je salue l'action de François, Najat, Myriam.

Puisque Manuel est toujours là, j'en profite pour le remercier de lancer une opération d'intérêt national sur les propriétés dégradées à Clichy.
L'islam est une obsession pour la droite et la plupart des médias.

Je plaide pour que le parti prenne cette question à bras le corps et traite le sujet en profondeur. Pour nos concitoyens de confession musulmane, l'égal accès aux lieux de culte est une juste question. Nous, socialistes, nous avons le devoir d'être à l'avant-garde de ces questions, sinon d'autres le feront en nous éloignant du pacte républicain.
Je veux revenir sur la question du droit de vote des étrangers aux élections locales. Avoir renoncé à engager ce combat est une erreur. Il y a sur ce sujet une énorme déception de nos populations. Cette promesse électorale est une promesse faite aux enfants, aux jeunes de leurs quartiers, c'est la promesse de la dignité. Il faut remettre cette question à l'ordre du jour, je crois que toutes les motions y sont favorables, alors faisons-le.
La politique du logement. Il faut construire beaucoup et des logements de qualité et construire de manière équilibrée en répartissant la construction des logements sociaux, et pour cela, il va falloir sortir des égoïsmes locaux.

Les quartiers populaires ont permis l'élection de François Hollande. Nous devons être nous-mêmes, ambitieux dans les objectifs, sérieux dans la gestion, intransigeants sur les valeurs de solidarité et de vivre-ensemble. Bref, nous devons être socialistes. Merci.

JOHANNA ROLLAND

Notre congrès vient de donner un cap à notre parti, celui du renouvellement. Nous avons deux ans pour l'atteindre. Plusieurs étapes sont devant nous, les élections régionales, les présidentielles puis les législatives. Mais le renouvellement dépasse la question électorale. La question est de savoir comment au sein de la famille socialiste trouver un sursaut pour répondre aux questions des Français. Nous avons pris ce cap en responsabilité et en liberté. Il est dans notre devoir de soutenir notre gouvernement, c'est une condition essentielle pour que les Français retrouvent le chemin de la confiance. Mais ce cap, nous l'avons aussi pris en liberté. Nous avons demandé un certain nombre d'inflexions. Je pense à la réforme fiscale, à la sécurité sociale professionnelle. Sur ces sujets, nous devrons avancer. Mais il faut aussi ouvrir de nouveaux chantiers : notamment le renouvellement de nos idées et celui de nos pratiques.

Les idées, cela commence par cela, le projet.

Les militants qui sont dans les marchés sentent cette défiance entre le citoyen et le politique. Alors nous devons poser des actes concrets. L'élection au suffrage universel des élus métropolitains, par exemple. Aller plus loin sur le non-cumul des mandats.

L'égalité, elle est au cœur des grands chantiers que Jean-Christophe Cambadélis a souhaité lancer. C'est se dire comment en 2015 on peut accepter qu'en fonction de sa couleur de peau son avenir serait tout tracé. L'égalité, c'est se demander comment on doit agir face à ces images d'injustice en France et dans le monde d'enfants entassés dans des bateaux poubelles. Être socialiste, c'est savoir s'indigner mais surtout pouvoir agir. Quand il y a un tel décalage entre les valeurs et le quotidien vécu par les populations, il y a un doute.

Oui, en cassant des clichés, Najat Vallaud-Belkacem met en œuvre de vraies réformes de gauche. La santé également. Si nous ne pouvons résoudre la désertification médicale dans les campagnes et certains quartiers, nous n'avancerons pas.

Nos territoires ne sont pas des courroies de transmission, nous sommes des laboratoires d'imagination.
Je vais conclure sur le droit de vote des étrangers. La gauche ne peut pas promettre deux fois et faillir deux fois. Nous devons mener la bataille des idées, oser enclencher le processus législatif. Oui, nous n'avons pas la majorité suffisante pour le faire voter, mais le monde bouge, il est en mutation. Soyons à la hauteur de ce monde qui bouge, réinventons nous pour donner aux Français des raisons d'espérer.

BENOÎT HAMON

Mes chers camarades, souvent, quand on perd une élection, on accuse le corps électoral de n'avoir pas bien compris les enjeux. Quand on perd une élection, souvent, on attribue la défaite au fait qu'on aurait mal communiqué, à l'absence de lucidité des électeurs. À l'occasion de ce congrès et du résultat de ce congrès, je pense qu'il faut avoir vis-à-vis du vote des militants la même lucidité que nous devons avoir vis-à-vis des résultats des différents scrutins où nous avons perdu quatre fois les élections.

Si une majorité des électeurs considère que les socialistes ne sont pas à gauche, c'est la raison pour laquelle ils nous ont sanctionnés.
Je considère que les militants socialistes qui ont donné 60% des suffrages à la motion A l'ont fait lucidement, et ils savaient qu'ils approuvaient le tournant politique, même idéologique parfois qu'a défendu ici le Premier ministre ce matin. Ils savaient qu'ils approuvaient les principes qui inspirent cette politique. J'espère que vous ne vous trompez pas. J'accepte et respecte ce vote, mais j'espère que nous nous trompons et que vous ne vous trompez pas, que cette orientation mènera à la victoire en 2017.
En même temps, je veux vous dire que le péril qui nous menace et nous rassemble va bien au-delà d'une victoire de la droite. Ce sur quoi nous nous entendons c'est sur le diagnostic que la République aujourd'hui est en danger, car elle est attaquée de l'extérieur par le fondamentalisme, le terrorisme, mais aussi de l'intérieur, rongée.
Quelles sont les acceptions les plus fréquentes et les plus communes ? Quand on parle d'égalité et qu'on y substitue l'équité, qu'est-ce qui serait juste ? Que tout le monde soit mis sur la même ligne de départ, peu importe les atouts de chaque individu. La promesse républicaine serait honorée par le fait qu'on mette tout le monde sur la même ligne de départ. L'égalité, ce n'est pas ça.

Liberté. La gauche a toujours considéré qu'un homme qui n'était pas maître de sa vie n'était pas libre. Aujourd'hui, on parle de liberté de travailler plus si on le souhaite, voire liberté individuelle de travailler le dimanche. Mais la gauche a toujours préféré le droit collectif au repos dominical. Enfin, la laïcité, elle est la droite de la droite contre l'islam aujourd'hui, mais aussi défendue par d'autres pour une forme de religion civile.
L'article 10 de la déclaration des droits de l'homme de 1789 dit que la République et laïque et respecte toutes les croyances, l'article 1 et 2 de la constitution.
La laïcité dit qu'elle doit permettre à tout le monde de vivre ensemble. Aujourd'hui, il est absurde d'interdire les menus de substitution dans les cantines scolaires.
La République est menacée aujourd'hui.
Ce qui me semble être la première tentative de théoriser l'action du gouvernement actuel est celle de Jean-Marie Le Guen : Aujourd'hui, le socialisme doit se mettre au service de la République.
Ce débat est vieux comme le Parti socialiste et la SFIO. Guy Mollet considère en 1956 que le cadre républicain doit primer et que le socialisme peut attendre. C'est sur ce point que nous divergeons. Je considère, comme beaucoup d'entre vous, que sans le socialisme, la République est vide. Tant que les droits économiques et sociaux ne seront pas à la hauteur des droits politiques subsistera une contradiction fondamentale entre l'ordre économique et l'ordre politique, car dans l'ordre économique subsistes des formes de soumission.
C'était le message de Jaurès. La tâche historique de la gauche a toujours été d'équiper les salariés en droits économiques et sociaux : sur les salaires, la retraite, l'assurance maladie, le travail…
L'avons-nous fait ? Oui, pour partie. Ici, il faut le dire. Oui, sur le compte pénibilité, nous le faisons, et je salue la ténacité de Marisol Touraine.

Oui, nous le faisons quand nous créons un droit d'information pour les salariés quand leur entreprise est à vendre. Oui, quand nous travaillons à une meilleure représentation des salariés dans les TPE. Oui nous le faisons quand nous travaillons à une meilleure reconnaissance des maladies professionnelles. Mais quelle est la thèse qui monte depuis quelques mois ? La caricature, c'est celle du Medef qui pense que les malheurs de la France viendraient de la protection extravagante de ceux qui profitent abusent de la protection du travail.
C'est aller à rebours non seulement de notre vocation mais du sens de l'histoire.
Je voudrais terminer par un exemple. Le président de la République, la semaine dernière, a été visiter la Scop TI, dans les Bouches-du-Rhône. Elle a été reprise par les salariés. Je salue le travail d'Arnaud Montebourg sur ce sujet : nous avions obtenu que le groupe Unilever paie et que les salariés puissent reprendre l'entreprise. Cette aventure sociale sera-t-elle possible demain quand la loi Macron sera votée ? Je crains que non. Je vous le dis avec franchise, comme je l'ai dit à l'intéressé.
Je conclus. Je vous rapporte cet échange qui a eu lieu, au 19e siècle, entre deux peintres, un caricaturiste et un grand peintre néoclassique. Daumier interpelle Ingres, disant : il faut épouser son temps. Ingres lui répond : et si le temps a tort ?
Il faut dans ce moment dire que le temps a tort.

JEAN-MARC GERMAIN

D'un samedi à l'autre, quel contraste ! À La Villette, on s'est écharpé, déchiré, on a scandé : République! Quand chaque discours n'était que rejet de l'autre.

À Poitiers, on travaille, on débat pour la France, la justice et le progrès. Avec une grande ambition, un fait inédit pour un parti de gouvernement. Les uns et les autres nous nous sommes attelés à une tâche audacieuse, écrire la deuxième page du quinquennat. Nous aurions pu regarder au loin, préparer le projet de 2017 en oubliant d'aller au bout de celui de 2012. Nous savons que si nos idées ne vont pas au bout, elles auront le destin des feuilles mortes. Le plus dur est fait, nous savons où nous voulons aller. Prendre le bon chemin, c'est d'abord réaffirmer ce que nous sommes : nous sommes des sociaux-démocrates. Nous sommes épris de liberté, mais savons que le libéralisme, même social, c'est le libéralisme sans le social. Être social-démocrate, c'est ne pas laisser les marchés invisible prendre la place des hommes.

C'est croire à la hiérarchie des normes, c'est croire à un État fort, capable de répondre aux inspirations individuelles dans le cadre de protections collectives. C'est aussi réinventer la social-démocratie qui doit réinventer la place des corps intermédiaires et des représentants sociaux, mais c'est aussi faire la place à toute la société civile. Syriza, Podemos, c'est une exigence de renouvellement, de citoyenneté, et elle doit revenir au cœur de notre parti.

Prendre le bon chemin, c'est honorer la promesse de 2012. François Hollande avait annoncé aux Français un quinquennat inversé par rapport au précédent.
Nous ne sommes pas au bout du rétablissement de l'économie. La réponse que nous avons tous apportée, le président de la République a réaffirmé que l'étape du progrès social sera la prochaine étape du quinquennat.
Les contreparties aux entreprises, nous avons le devoir de relever le défi écologique, de la troisième révolution industrielle qui est celle du numérique et le défi des territoires qui se sentent oubliés de la République.
Nous sommes progressistes mais nous sommes aussi socialistes. Être socialiste, c'est vouloir l'égalité sans laquelle il n'y a ni liberté ni émancipation. Nous avons défini douze chantiers de l'égalité : l'école, les territoires, la parité, etc., nous devons nous y atteler. L'égalité, c'est aussi la réforme fiscale. Nous devons la faire. Au nom du nécessaire soutien au pouvoir d'achat, au nom de la justice sociale, chacun contribue en fonction de sa capacité. Au nom aussi de la nécessaire réconciliation des Français avec l'impôt. L'impôt, c'est le ciment de l'État social, s'il le premier est remis en cause, c'est le second qui sera ébranlé. La justice, c'est le compte pénibilité.
Je disais : le compte pénibilité sera certainement la réforme dont je serai le plus fier, mais nous devons aller jusqu'au bout.

L'égalité, c'est aussi l'égalité devant la justice. Je souhaite que, en ce qui concerne les prud'hommes on garde le principe de la réparation.
Et un sujet qui me tient à cœur, beaucoup d'entre vous on travaillé au sein du Parti socialiste, c'est cette grande sécurité sociale professionnelle que nous devons bâtir. À la Libération, le programme du Conseil national de la Libération avait prévu cinq branches, on en a réalisé quatre. Maintenant, nous devons nous atteler à la sécurité sociale professionnelle, c'est-à-dire permettre à chacun de progresser tout au long de sa vie, pouvoir s'épanouir dans son travail, permettre aux chômeurs d'aller vers une formation.

Je dirais que le plus dur reste à faire, parce que nous avons un rendez-vous très important, nous au Parti socialiste, au Parlement, au gouvernement, qui est celui que nos paroles d'aujourd'hui se transforment en actes de demain. Il faudra changer notre organisation, débattre dans notre parti en amont des grands projets de loi, il faudra ressouder la gauche et faire ce contrat de majorité que nous appelons de nos vœux, et notre premier secrétaire pourra compter sur nous autour de lui. Alors au travail, pour réussir le quinquennat, pour reconquérir le cœur des Français, pour que demain soit meilleur qu'aujourd'hui !

NAJAT VALLAUD-BELKACEM

Chers camarades, chers amis, cinq minutes, ça va être beaucoup trop court, je vous le dis tout de suite, pour vous dire tout ce que j'ai envie de vous dire en cet instant. J'ai beaucoup pensé à vous, ces dernières semaines, au Parti socialiste, à nos valeurs, nos racines, nos combats. Les vents contraires sont tellement forts que le doute pourrait parfois vous saisir sur le bien-fondé de votre action, donc il est important de revenir à des fondamentaux, comme des choses simples, comme les raisons pour lesquelles on s'est engagé en politique, qui sont, je le sais, les vôtres, contre la fatalité, contre les injustices, contre l'implacable indifférence d'un système fait pour que quelques-uns s'en sortent au prix de l'échec du plus grand nombre.
Repenser à la peine que j'ai ressentie il y a quelques mois lorsque je suis retournée sur mes pas voir ce qu'étaient devenus la plupart de mes camarades du collège César Franck d'Amiens Nord, il y a vingt ans, que j'ai retrouvé plongés dans une misère qui semblait ne les avoir jamais quittés. Ont-ils tous démérité ? Ceux que je revois à l'âge de onze ans, avec leur cartable plus lourd qu'eux et leurs yeux plein de rêves. Est-ce que c'est parce qu'ils ont refusé de travailler, de faire des efforts, de respecter l'autorité qu'ils n'ont pas eu une autre vie ? Parfois, j'aimerais croire à ces belles histoires faciles, où certains réussissent et où d'autres ont la paresse dans leurs gènes. Et au milieu de tout ça, une main invisible dans la vie qui ordonnerait très bien tout cela toute seule. Les auteurs de ces jolies histoires doivent indéniablement avoir moins de mal que nous à trouver le sommeil, parce que nous, nous savons que la vie est plus compliquée que ça, parce que nous savons bien que cette permanence de la misère, de l'échec, d'abord à l'école, puis sur le marché du travail, a peut-être un petit peu à voir avec le quartier paumé dans lequel ces gamins ont poussé, avec les horizons professionnels bouchés de leurs parents, qui ont eu du mal à leur parler de grandes écoles, avec l'appartement trop petit pour faire ses devoirs au calme même quand on en rêve, avec le triste spectacle du grand frère qui, bien que diplômé, se voyait refuser stage après stage, pulvérisant l'idée que le mérite puisse suffire.

Ce que je dis là, mes chers camarades, vous le savez bien, et notamment parce qu'il y a beaucoup d'enseignants parmi vous et que leur quotidien, votre quotidien, ce sont moins les tribunes à l'emporte-pièce, la caricature grotesque que le travail précieux, méticuleux, quotidien pour cultiver chez ces élèves, malgré les signaux que leur envoie une société consumériste, le goût de réussir.
C'est un travail d'orfèvre pour trouver, le 7 janvier dernier, les mots pour faire face aux visages terrifiés des enfants face à ce que leur présentait la République.
Dans la tornade de ces derniers jours, où tous les coups, les arguments, les vérités, contre-vérités, rumeurs se mélangeaient allégrement, on a essayé de m'opposer aux enseignants. Mais je n'ai jamais rien confondu, jamais confondu le fait que le collège, s'il va mal, c'est à cause du cadre rigide qu'on lui a imposé année après année.

Jamais confondu non plus la solution. C'est avec les enseignants que nous remporterons cette bataille de la démocratisation de la réussite, et c'est d'ailleurs leur imagination et leurs innovations qui ont inspiré cette réforme. Et c'est pour leur donner plus de marge de manœuvre qu'elle a été pensée. Jamais confondu oppositions et hostilités. C'est au conservatisme de ceux qui ne veulent rien changer que je m'en prends. Et ceux-là sont rarement à l'intérieur de l'école. Chers camarades, c'est parce que nous croyons dans les enseignants que nous avons rétabli leur formation initiale ou que nous créons 60 000 postes dans l'éducation. Car toute ambition éducative est vaine sans enseignants en lesquels on a confiance. Parce que nous voulions redonner à l'école les moyens de ses missions. Alors oui, depuis 2012, nous avons redonné la priorité à l'école maternelle, primaire, avec la cinquième matinée de classe, avec la préscolarisation des enfants avant trois ans. Nous avons enfin organisé la scolarisation prioritaire et engagé la refonte du système scolaire.

Nous en avons fini avec un système à double vitesse qui incarne pour tant de familles en France une résignation, qui produit 140 000 décrocheurs par an. Nous avons fait le choix de démocratiser l'excellence, permettant à tous les élèves d'avoir les mêmes connaissances.
C'est la promesse d'égalité à laquelle la droite avait renoncé. Mais on me dit : mais en offrant les mêmes atouts à tous les élèves, n'allez-vous pas mettre fin à l'excellence ? Mais qu'est-ce que c'est ? Si c'est le développement d'une élite de très haut niveau pour notre pays, nul doute qu'on en aura une de bien meilleure qualité si on diversifie et élargit la base dans laquelle on sélectionne. Si c'est la qualité de cette élite qui nous importe, rien ne devrait révulser davantage ceux qui en parlent que de constater encore en 2015 un écart de 20 points sur l'obtention du brevet entre un enfant d'ouvrier et un enfant de cadre. Mais ce que m'auront fait découvrir les débats et polémiques de ces dernières semaines, c'est que pour certains, la démocratisation de la réussite scolaire n'est pas un idéal, qu'au contraire, ce serait la rareté qui ferait le prix de cette réussite scolaire. Quelle erreur ! Le savoir n'est pas un produit fini, borné, ni un gâteau que l'on se partage en tranche au risque d'être lésé en accroissant le nombre de bénéficiaires. Non, c'est parce que bien au contraire mon voisin en saura plus que mes propres perspectives en seront augmentées, c'est parce que demain 50% d'une classe d'âge sera diplômée de l'enseignement supérieur que je pourrais espérer vivre mieux, dans un pays prospère où les entreprises se créeront par grappe, où l'innovation appellera l'innovation et où la recherche viendra booster cette innovation. Comment atteindre ces objectifs demain si on coupe les ailes de ces futurs potentiels de créateurs d'entreprise ou de chercheurs si on leur coupe les ailes dès l'âge de 11 ans parce qu'on ne se sera pas suffisamment accroché à combattre leur décrochage ?

Ou parce qu'on se sera contenté de faire la charité à une minorité pour se donner bonne conscience ? Bonne conscience, chers camarades, je vous fais ici un aveu : je ne la supporte plus, la bonne conscience. Quand elle gouverne les politiques publiques, elle n'est rien d'autre que le pire des renoncements, celui qui consiste à prétendre qu'on agit, en réalité en ne faisant rien. Celui qui fait perdre confiance dans l'action publique, qui renvoie à la responsabilité individuelle ce qui relève de la responsabilité collective. La bonne conscience, c'est le dixième

mois de bourse que la droite n'a jamais payé à des étudiants qui ont attendu pendant des mois la bouche ouverte, mais pendant ce temps-là, on s'enorgueillissait à payer quelques bourses à des étudiants qui le *« méritaient »*. La bonne conscience entrouvre la porte d'un système injuste à quelques-uns dûment sélectionnés pour leur bonne mine, pour ne surtout jamais remettre en cause le système et ses injustices structurelles, comme si quelques arbres célébrés en grande pompe pouvaient cachés la forêt des laissés pour compte et des pas assez méritants. Mon mot de la fin : ne laissez jamais la droite défigurer le mérite comme elle l'a fait avec la solidarité ou la laïcité.

Promouvoir le mérite, c'est créer les conditions pour que le plus grand nombre d'élèves ou d'étudiants puissent faire valoir le leur. C'est verser, comme nous le faisons, 450 millions d'euros de bourse aux étudiants permettant à 130 000 étudiants de plus d'y accéder, c'est créer 40 000 logements universitaires, multiplier les centres de santé dans les Fac. Promouvoir le mérite, c'est garantir aux meilleurs élèves de tous les lycées de France d'accéder aux grandes écoles. C'est récompenser les enseignants qui font leur classes dans les établissements les plus difficiles. Et aider les familles à accompagner leur enfant dans la réussite, grâce à l'allocation de rentrée scolaire, grâce à la préscolarisation avant trois ans, grâce à un réel accès à l'information. Chers camarades, c'est ça que je voulais vous dire aujourd'hui. Nous ne sommes pas le parti de la bonne conscience, mais de la transformation sociale, de ceux qui refusent la reproduction des inégalités, et qui voudraient même, soyons fous, que l'école les corrige. Parce que l'école, par l'apprentissage du dépassement de soi, devrait élever au-delà des différences.
Parce que l'école est fabrique de la citoyenneté, d'appartenance commune à la République, et que lorsque les inégalités minent la confiance que l'on a dans l'école, c'est la République entière qui recule. C'est pourquoi nous accordons une telle importance à la lutte contre la ghettoïsation scolaire. C'est pourquoi nous n'avons aucune leçon à recevoir de la droite en matière de la République, d'une majorité précédente qui avait nivelé vers le bas le niveau moyen des élèves, abaissé les apprentissages fondamentaux, célébré les vertus morales du curé plutôt que de l'enseignant. C'est pourquoi nous ne céderons rien à cette droite qui excite les tensions identitaires, qui dévoie la laïcité en interdisant les repas de substitution dans les cantines, ni à cette extrême droite qui montre son véritable visage qui recense les enfants dans les écoles à partir de leur prénom. Mes chers camarades, ce sera mon mot de la fin : quelles que soient les formes et la force des conservatismes, soyons fiers, avec François Hollande, avec Jean-Marc Ayrault, avec Manuel Valls, d'avoir fait de l'éducation le premier budget de l'État, d'avoir commencé à redonner aux enseignants une formation, et nous continuerons, de bousculer nos fonctionnement pour introduire plus de justice partout, face aux outrances de tous ceux qui remettent en cause la légitimité de la gauche à gouverner. Merci sincèrement de votre soutien à nos réformes. Merci, ce congrès est l'occasion pour moi de vous le dire : je suis fière d'être socialiste !

RAZZY HAMMADI

J'ai rejoint ce beau et grand parti en 1998. À l'époque, la gauche était au pouvoir. Le gouvernement de Lionel Jospin est celui qui avait créé 2 millions d'emplois, fait baisser le chômage d'un million de personnes, créé la CMU, les 35h, et pourtant, nous n'étions pas qualifiés au second tour de l'élection présidentielle. La gauche est bien plus regrettée par une majorité de nos concitoyens lorsqu'elle a perdu que soutenue, y compris par les siens, lorsqu'elle est au pouvoir. Est-ce que nous devons à chaque congrès avoir le débat de la même façon sur ceux qui seraient plus ou moins à gauche, sur ceux qui auraient plus ou moins la meilleure position sur tel ou tel sujet ?
J'ai vu, durant ce congrès et nos débats, du Pas-de-Calais aux-Bouches-du-Rhône, à quel point, quelquefois, et on peut le dire ici, nos débats étaient déconnectés d'une certaine réalité, qu'ils n'étaient pas forcément en phase avec les enjeux de la société. Pouvons-nous débattre exclusivement et continuellement et seulement, par exemple, du CICE, alors que notre position est arrêtée ?

Nous avons face à nous une des droites les plus dures que nous avons eu à connaître. Si le Parti socialiste doit changer dans sa manière d'aborder les débats, il doit changer aussi dans sa manière d'être, c'est-à-dire d'être une organisation d'éducation populaire, capable d'intégrer au-delà des rangs traditionnels. Ce congrès n'est pas un aboutissement, il est le point de départ de la reconquête.

DANIEL GOLDBERG

Nous avons voulu le débat dans ce congrès. Certains le craignaient. Certains cherchaient à l'éviter. Pour ma part, je suis persuadé que la discussion n'affaiblit pas le débat, qu'il ne divise pas entre nous. Au contraire. Ce débat permet de s'enrichir pour se rassembler ensuite sur des bases claires, pour permettre une action commune, pour parler aux Français. Beaucoup de ces femmes et de ces hommes qui ont contribué à nos succès se sont détournés de nous. Nous subissons une forme d'abstention militante, de défiance citoyenne, à laquelle il faut répondre.

Nous avons le choix entre deux réponses possibles. Celle d'une gauche frileuse qui a peur d'elle-même, de son parcours, de ses valeurs, ou bien d'une gauche heureuse, ambitieuse, moderne, car elle s'adapte à ce 21e siècle sans renier en rien ce qu'elle est.

Il y avait quatre motions, chers camarades, au vote des adhérents. Mais je suis persuadé que 100% des socialistes ont pour ambition de regagner cette confiance perdue. Il faut reposer la question de la place des citoyens dans notre démocratie, du Parlement notamment, dans cette Ve République corsetée. Cela passe par clarifier les lieux de décision, par une porosité entre les élus de la société et les corps intermédiaires civils.

Quatre motions, mais 100% des socialistes peuvent regagner la confiance en se réappropriant la nation. La nation, c'est nous, elle est synonyme d'inclusion, alors que certains la veulent synonyme d'exclusion. Notre nation, c'est nous, car la République pleinement accomplie, elle est sociale. Alors quatre motions, 100% des socialistes pour se rassembler, pour se réveiller, réveiller la République. Mettons en œuvre les points de convergences entre les quatre motions, sur la réforme fiscale, sur le droit du travail, sur le droit dominical, sur les moyens des collectivités territoriales, sur le ciblage des aides. C'est le rôle de Jean-Christophe Cambadélis d'y contribuer, et pour ma part, avec mes amis de la motion B, nous y sommes prêts.

Réussir Poitiers, c'est réassembler la République, ressouder la gauche. C'est rassembler les socialistes. Il existe une envie de gauche dans ce pays qui ne demande qu'à s'exprimer, éclore à nouveau, vibrer avec nous, agir au quotidien dans nos villes comme à l'échelle du pays. Et puisqu'il va y avoir une adresse aux socialistes qui sera votée demain, je souhaite que nous soyons la boîte aux lettres des exigences des citoyens.

STÉPHANE LE FOLL

Chers camarades, on arrive à un moment de l'après-midi où les débats ont été nourris et riches et avec une matinée qui ne l'a pas été moins. On est à un moment où j'entendais Benoît Hamon se poser des questions sur quel est cet enjeu politique qui anime les discussions, qui est sous-jacent aux grands discours qui ont pu être prononcés ici, à Poitiers. L'unité des socialistes et le rassemblement, c'est un enjeu majeur, et si les militants ont voté ainsi, c'est qu'ils étaient attachés à cette unité. Et derrière, il faut qu'on soit capable de l'aborder, il y a effectivement des questions de fond. J'écoutais ce que disait Benoît Hamon sur les avancées qui sont celles de ce quinquennat et qui seront, dans les années qui viennent, reconnues comme de vraies avancées sociales. On a eu tendance, dans notre parti et à l'Assemblée nationale, à confondre les débats qui nous animaient entre nous et oublier le débat qu'on devait avoir avec les Français et avec la France. Dans ce moment où, à droite, en changeant de nom et en durcissant leur ligne politique, ce qu'ils nous offrent comme perspective, c'est un retour en arrière. Le Premier ministre l'a dit tout à l'heure. À l'extrême droite, bien sûr, je ne vais pas m'étendre sur les risques que comporte ce vote, cette désespérance pour certains, mais surtout ces risques fondamentaux pour l'avenir de notre pays. Quelle est, à partir de là, notre spécificité, notre enjeu politiquement aujourd'hui ? Défendre la République, toute la République sur toutes ses valeurs, celle de la liberté, bien sûr, mais celle de l'égalité et celle de la fraternité. Et c'est aussi au niveau économique et social porter un message dans l'offre politique qui est celle que nous avons devant nous. Il y a le choix de la droite qui consiste à faire 130, 150 milliards d'économie, et je voyais fleurir toutes les propositions de reculs sociaux majeurs, de suppression de fonctionnaires, en particulier dans l'Éducation nationale.

Il y a celles de l'extrême droite, qui consistent à sortir de l'euro, sortir de l'Europe, et faire de l'étranger le bouc émissaire. Qu'est-ce que nous portons comme choix ? Que faisons-nous aujourd'hui de l'action au quotidien du gouvernement, dans l'agriculture, dans l'éducation, dans l'économie? C'est le choix qui consiste à faire en sorte d'adapter en le changeant mais en le préservant notre modèle social dans l'Europe et dans le monde. C'est ce choix-là qui est au cœur des débats, qui consiste à dire clairement et fermement que sans une économie forte et sans entreprises capables de se défendre sur les marchés européen et mondial, nous n'aurons pas la capacité de préserver et de financer notre modèle social. C'est ça qu'il y a derrière tous ces débats, et c'est cette objectivité qu'il faut qu'on ait entre nous, pour dire qu'il n'y a pas un débat uniquement pour savoir si on est plus à gauche, mais savoir si notre objectif commun est la préservation de notre modèle social.

Tous les choix du président de la République, que ce soit sur le pacte de responsabilité, vise à donner aux entreprises la capacité à investir, à créer de la richesse. Et on sera vigilant sur l'évaluation de l'application du pacte de responsabilité. Mais en même temps, il était nécessaire de faire cela pour garantir aussi notre modèle social et offrir plus encore des nouveaux droits à la fois sur la question de la pénibilité, sur les grandes questions liées aux complémentaires et aux mutuelles étendues aux tous les salariés de droit qui, demain, seront reconnus. Il y a une vraie question qui nous est posée pour traduire ce débat politique, vis-à-vis de ce que disait Benoît Hamon tout à l'heure, c'est la question de la démocratie sociale. Est-on capable de faire changer les règles de l'évolution de notre économie, des règles de discussion au niveau des branches et des entreprises, sans soutenir de manière très claire et forte la démocratie sociale ? Je crois que sociaux-démocrates nous sommes, socialistes, nous sommes, mais il faut avoir le courage d'aller au bout de cette question essentielle qui nous est posée. Nous devons faire confiance à ceux qui sont les acteurs de la démocratie sociale. Et c'est comme ça qu'en faisant les efforts nécessaires, nous sommes capables d'ouvrir de nouveaux droits pour les salariés. C'est en tenant l'ensemble de ces objectifs, ces deux grands objectifs, que nous faisons progresser la France, que nous donnons des droits nouveaux et ouvrons avec le tiers-payants un accès plus grand à la santé. C'est avec ces questions que le congrès de Poitiers montre un Parti socialiste pleinement à gauche, pleinement aux côtés du président de la République. C'est comme ça que nous gagnerons en 2017.

FRANÇOIS REBSAMEN

Chers amis, chers camarades, merci d'abord. Merci aux délégués d'être restés pour écouter les différents intervenants. Ce signe de respect vous honore et nous oblige. Il y a des questions qu'on peut se poser à l'occasion d'un congrès. J'ai choisi d'en traiter une : la question de notre identité, de l'espoir que nous voulons et devons incarner pour les Français et la France. Cet espoir, chers camarades, c'est l'âme de la gauche. L'espoir, il repose sur une conviction que nous partageons qu'aucun ordre ni état de fait n'est immuable. Cet espoir indique le sens du progrès social et économique contre toutes les forces du conservatisme et de la réaction. Cet espoir nous oblige à être à la hauteur des attentes, des souffrances de certains de nos concitoyens. Mais, j'en suis convaincu, pour savoir où elle veut aller, la gauche doit savoir quel espoir elle veut incarner. Et pour le savoir, il faut partir d'un constat lucide.

Celui-ci, on peut le poser clairement, face à des forces conservatrices plus actives que jamais. Nous perdons, oui, nous perdons du terrain dans la bataille des idées. Nous perdons du terrain dans la bataille des mots. Et un congrès, ce congrès de Poitiers, c'est l'occasion de reprendre l'avantage. Je ne vous apprendrai rien : les mots ont une force, un poids, ils peuvent aussi abîmer, dévoyer nos valeurs. Prenons-en un au hasard : républicain. Est-on républicain quand on parle de cinquième colonne, quand on fait des menus de substitution un sujet de débat ? Non, c'est les principes mêmes de la République qu'on attaque. Républicain, il ne suffit pas d'en porter le nom pour en porter les valeurs, et que dire de l'extrême droite quand il exclut, brutalise, stigmatise la France à laquelle il insuffle le dégoût de soi et la haine de l'autre. Les mots peuvent raviver la haine et tuer l'espoir.

Je vous le dis avec force, le pessimisme, aujourd'hui, c'est une idéologie, un calcul de ceux qui servent les intérêts de ceux qui disent tous les jours que la France va de plus en plus mal. Le pessimisme, le déclinisme font le lit de l'extrémisme tous les jours. Mes chers camarades, la vérité, c'est que la France va mieux, même si les Français peinent à retrouver la confiance. Cette force, cette confiance, cet espoir, les prophètes du déclin et du repli de tout bord veulent nous les faire oublier parce qu'ils y ont intérêt. Et il nous appartient donc de lutter mot contre mot, luttons avec nos mots qui portent nos valeurs et qui apportent espoir et progrès, qui disent la société que nous voulons construire, plus juste, solidaire, plus fraternelle. Mais encore faut-il pour faire naître l'espoir qu'il y ait des résultats, et pour ça, il faut de la constance, de la persévérance. Il nous faut suivre un cap. Les Français l'attendent de nous. Cela fait sept ans que la crise éprouve notre économie, nos concitoyens, notre pays tout entier. Mais aujourd'hui, après des efforts considérables, les premiers résultats sont là. La croissance repart, le pouvoir d'achat des ménages est en hausse, la France ne vit pas l'austérité, n'en déplaise à certains. N'ayons pas peur de le dire, l'économie française se redresse, mais encore faut-il rester vigilant, face au patronat, parfois tenté de ne pas respecter les règles du jeu et qui n'assume pas ses responsabilités, en développant un discours anxiogène pour les entreprises. Si la conjoncture s'améliore, même si la reprise est là, elle ne se fait pas encore ressentir sur l'emploi, qui est la plus grande attente des Français. Mais la stabilisation du chômage est un encouragement à poursuivre notre action.

Quand on fait le bilan, il faut regarder d'où l'on vient. Quelle était la situation en 2012 ? Une fracture économique, sociale, morale. Et ces fractures menaçaient la société, la cohésion sociale de notre pays. Cela prend du temps, mais regardons le chemin parcouru. Ça a été rappelé pendant la journée. La gauche au pouvoir, ce sont de nouveaux droits : généralisation à la complémentaire santé, de nouveaux droits pour les chômeurs, la possibilité de partir plus tôt à la retraite ou de se former pour ceux qui exercent un métier pénible. La gauche au pouvoir, ce sont des droits pour ceux qui en ont le plus besoin : la revalorisation des minimas sociaux, des droits rechargeables, formation qualifiante pour les demandeurs d'emploi, la prime pour les travailleurs modestes, et la reconnaissance du statut d'intermittent du spectacle. La gauche au pouvoir, c'est aussi l'engagement de donner à chacun sa place sur le marché du travail. Et comment y sommes-nous parvenu ? Par le dialogue social. C'est la force du compromis contre la violence, le respect du principe de ceux qui veulent que les salariés de notre pays soient associés aux décisions qui touchent à leur emploi, à leurs conditions de travail.

Et c'est parce qu'il respecte le dialogue social et le valorise que le gouvernement a souhaité réformer dans l'entreprise, et la loi que je porte est une loi de progrès social, car elle instaure le principe de la représentation universelle des salariés, ce qui est une première dans toute l'Europe. C'est une loi de progrès social car elle crée les conditions d'un dialogue social plus proche des réalités des entreprises et plus protectrices des travailleurs, et qui fait progresser l'égalité femmes/hommes, je le dis ici. Elle annonce la mesure du compte personnel d'activité.

Nous avons renforcé notre modèle social, nous sommes en train d'inventer son avenir. Il est là. J'annonçais des choses intéressantes, mais on manque un peu de temps... Il est là, le rôle d'une gauche qui avance, qui a le courage de regarder l'avenir sans détourner les yeux. Chers amis, chers camarades, soyons fiers d'être socialistes.

EMMANUEL MAUREL

Chers camarades, certains ont dit qu'il s'agissait d'un congrès ennuyeux, inintéressant, un congrès pour rien. Un congrès dissipé, c'est sûr. D'autres comme Stéphane Le Foll nous ont dit qu'il constituait une nouvelle étape pour construire le socialisme de demain. J'ai ma petite idée sur la question, mais ce que je sais, c'est que le temps presse. Il y a un certain nombre d'urgences auxquelles nous devons répondre ici et maintenant. L'urgence économique et sociale d'abord. Il suffit de regarder les chiffres du chômage pour s'en convaincre. Urgence politique aussi, car je sais qu'il est de bon ton depuis hier de nous expliquer que les défaites successives que nous avons subies, finalement, ce n'est pas si grave.

La réalité, c'est qu'on ne pourra pas faire tout le quinquennat en disant : après chaque défaite : c'est mieux que si c'était pire. La réalité, c'est que nous avons été sanctionnés par nos électeurs. Ceux qui expliquent que le cap est bon, mais que les Français ne voient pas les résultats, je ne suis pas d'accord. Non seulement ils ne voient pas forcément les résultats, c'est vrai, mais je crois aussi que parfois, ils ne sont pas d'accord avec ce que nous faisons. Donc cette urgence politique est au cœur du congrès. Mais il y a une autre urgence dont beaucoup ont parlé. C'est une urgence démocratique. Il y a une forme de désenchantement, de défiance par rapport à la politique telle qu'elle se fait, une forme de colère, de défiance par rapport à des mots qui parfois sont creux, vides, tellement décalés par rapport à a vie des gens, à la vie quotidienne des gens. Si nous ne sommes pas capables, nous, socialistes, de répondre à cette urgence-là, alors évidemment, nous allons au devant de graves déconvenues. Donc chers camarades, il y a au moins une chose sur laquelle nous sommes tous d'accord, tout le monde l'a dit, il est possible, il est nécessaire de procéder maintenant à un certain nombre d'inflexions de la politique gouvernementale. Donc tout le monde est d'accord pour dire que tout n'est pas si parfait. Chiche ?

Qu'au moins le congrès de Poitiers serve à cela, actons que nous avons un certain nombre de choses à faire maintenant. Tout le monde dit : la réforme fiscale, on peut le faire maintenant, mais c'est aujourd'hui qu'il faut le faire. Nous commençons à discuter le dernier projet de loi finance qui va compter dans le quinquennat. On nous dit qu'on est prêt à réorienter un certain nombre de crédits, il ne faut pas attendre une hypothétique évaluation qui va nous dire que oui, le crédit d'impôt bénéficie trop souvent à des entreprises qui l'utilisent pour autre chose que pour la création d'emploi ou l'investissement. Nous n'avons pas besoin d'une évaluation pour le dire et le savoir. Puisque vous êtes tous d'accord pour dire que nous avons quand même un sérieux problème par rapport aux dotations aux collectivités locales, actons-le, nous demandons que les collectivités ne soient pas réduites de leur budget, alors même que nous savons à quel point ce financement est nécessaire. Nous sommes tous d'accord, actons-le aujourd'hui, faisons en sorte que ce congrès serve à quelque chose.

Après, il y a des points où il y a débat. Sur la question du pouvoir d'achat, nous le réduisons uniquement à la réforme fiscale. Je trouve parfois curieux, vraiment, que nous ne soyons pas en capacité de dire aujourd'hui qu'il y a un problème avec les salaires dans ce pays. Je fais partie de ceux qui considèrent que si sérieusement on veut rééquilibrer le capital et le travail, oui, évidemment, il faut agir sur les salaires. Oui, il faut agir sur le Smic, lever le gel du point d'indice des salaires des fonctionnaires qui ne sont pas des nantis, qui ne sont pas des privilégiés. On peut le faire, tout le monde n'est pas d'accord dans cette salle, je le sais. Ce n'était pas dans la motion majoritaire, mais je me permets de le proposer quand même, c'est un congrès de débat. Pour porter ces exigences, il faut un parti mobilisé, remobilisé. Nous avons vu la participation à l'occasion de nos débats internes, elle est très faible.

Et je crois que personne n'a intérêt, sauf ceux qui pensent que le parti se renforce en s'épurant, mais il n'y en a pas dans cette salle, nous n'avons pas intérêt à avoir un Parti socialiste rabougri, cadenassé, il faut ouvrir grand les portes et les fenêtres. La meilleure façon de faire revenir à nous ceux qui nous ont quittés, qui nous ont déçus, la meilleure façon quand nous sommes au pouvoir, c'est de donner la preuve que nous avons une influence sur ce que font les socialistes au gouvernement. Oui, parce qu'on nous dit : il faut que le Parti socialiste soit écouté, respecté. L'est-il vraiment ? Manuel Valls l'a dit tout à l'heure : je suis et le gouvernement est très attentif à ce que disent les socialistes. Franchement, ça ne se voit pas, en tout cas pas suffisamment. Si on veut en donner la preuve, chers camarades, il y a les paroles et les actes, et moi, je peux faire la liste, mais je n'ai pas le temps, des déclarations ministérielles qui contredisent point par point les textes du parti, à commencer par les textes de la majorité. Je peux faire aussi la liste de ce que nous disons ici avec fougue à la tribune et de ce que nous faisons après à l'assemblée ou au cœur de l'exécutif qui contredit ce que nous disons. Cette distorsion entre le dire et le faire contribue largement à la crise de la politique.

Ce double langage nuit terriblement à notre crédibilité. J'ai entendu les uns et les autres avec beaucoup d'attention, et je ne pense pas qu'on puisse évoquer ici à la tribune la protection des travailleurs, l'excellence de nos services publics, prôner la société du temps libéré, et demain cautionner avec la même fougue la privatisation de services publics, c'est là que ça va pas et qu'il y a un problème entre nous. Alors soyons cohérents. Et je vois Jean-Marie Le Guen au premier rang, pour qui j'ai beaucoup d'amitié, mais moi, je lui dis : je préfèrerais que ceux qui rêvent à une autre gauche, ceux qui se reconnaissent dans un combat déjà ancien, celui de Tony Blair et de Gerhard Schröder, j'aurais préféré qu'ils se comptent devant les militants, on aurait eu la cartographie de ce que pense le parti. Alors la prochaine fois, pensez-y, parce que chers camarades, nous avons le sens de l'unité, du rassemblement. Nous sommes fiers d'être socialistes, nous sommes des militants socialistes heureux quand il s'agit de battre la droite et de combattre l'extrême droite. Mais il y a une chose que nous ne laisserons pas faire, c'est qu'on impose au parti de Jaurès et Blum une mue sociale libérale dont nos militants et électeurs ne veulent pas. Alors oui, vous nous trouverez ici dans ce parti pour empêcher cette évolution qui nous coupera durablement de nos électeurs. Vous nous trouverez ici pour empêcher cette évolution qui non seulement nous conduira à la défaite, mais aussi, j'ose le mot, au dé honneur.

Alors chers camarades, et j'en finis par là, pour remobiliser notre électorat, il ne suffit pas de dire que nous incarnons l'esprit de la réforme. Certaines réformes ne sont pas progressistes, ce qu'il y a dans la loi Macron, ce n'est pas progressiste. Chers camarades, si nous voulons vraiment faire revenir nos électeurs à nous, il faut assumer nos thèmes, nos mots, si nous sommes là pour simplement gérer le système, notre utilité politique et historique est proche de zéro. Je ne veux pas qu'on se quitte sans avoir un mot, une pensée, une déclaration de solidarité par rapport au peuple grec durement éprouvé par des politiques d'austérité, qui souffre dans sa chair. Soutenons Syriza, soutenons les Grecs, l'Europe solidaire, qui fait encore rêver les gens de tous les continents. Soyons fiers d'être socialistes, soyons accueillants, soyons hospitaliers, soyons généreux, et vous verrez, de grandes choses nous attendent. Merci à vous.

LAURIANNE DENIAUD

Pourquoi sommes-nous un parti ? Quels sont nos combats et pour qui nous battons-nous ? Ces questions résonnent étrangement alors qu'aujourd'hui la gauche est au pouvoir, nous traversons une grave crise de sens qui vide les bureaux de vote, nos rangs, les travées de notre congrès. Si demain les engagements de réorientation qui sont devenus l'engagement de notre parti ne se traduisaient pas dans les faits, je crains que ce mouvement de défiance ne s'aggrave.. Nous sommes militants, socialistes, pour donner du pouvoir collectif, économique, social, politique à ceux qui n'en ont pas assez pour maîtriser leur destin.
Si nous voulons être une force populaire, écoutons davantage les espoirs et les inquiétudes du peuple de France. Dans cette France, dans notre pays, il y a aujourd'hui 5 millions de chômeurs pour qui l'avenir est une crainte. Face à cette injustice, nous devons faire plus que 100 000 emplois aidés. Nous devons déclarer la guerre au chômage, il faut prendre les moyens là où ils sont, exiger des contreparties à l'argent public dépensé. C'est la sécurité dans l'emploi, le repos dominical, un salaire digne. Parce que les droits des salariés contre le licenciement, leurs capacités de consommation ne sont pas l'ennemi de l'emploi, mais ses alliés.
Des salariés craquent sous la pression, laissent la santé au travail, écrasés par le stress. Nous devons faire en sorte que les conséquences du burn-out soient supportées par les entreprises. Les inégalités de salaire entre les femmes et les hommes constituent une injustice fondamentale.
Dans notre pays, des enseignants se battent pour vaincre la détermination sociale. L'école, c'est notre combat avec Najat Vallaud-Belkacem, et nous sommes passionnément avec ces parents, enseignants, élèves, qui travaillent dur et préparent l'école de demain.
La laïcité a besoin de la République sociale, pour garantir la vie ensemble sans la pression de la religion, la République doit tenir sa promesse et doit faire reculer les injustices et les inégalités.

GÉRARD COLLOMB

Chers camarades, je voudrais d'abord dire combien je suis heureux que ce congrès qu'on annonçait comme le congrès de la division, le congrès des déchirements, soit celui de la responsabilité. Mais le congrès de la responsabilité doit être aussi évidemment celui de la lucidité, et d'abord de la lucidité quant à la réalité. La réalité, nous le savons, c'est que les Français attendaient beaucoup de nous, et qu'aujourd'hui ils pensent que notre action n'est pas encore à la hauteur de leurs espérances. Alors nous savons ce qu'ils attendent, c'est un emploi. Et aujourd'hui, il y a hélas 3,5 millions de chômeurs dans notre pays. Ce qu'ils attendent, c'est un logement. Et alors que nous nous étions fixé un objectif de 500 000 logements chaque année, il n'y en a eu que 350000 en 2014. Ce qu'ils attendent, c'est de voir augmenter leur pouvoir d'achat. Alors oui, il faut faire le constat lucide que malgré nos efforts, il y a une France sociale qui est en panne. Mais mes chers camarades, interrogeons-nous sur les raisons de cette grande panne. Elles sont avant tout économiques, il suffit pour en avoir conscience de rappeler quelques chiffres : 900 000 emplois industriels détruits depuis 2002. Des parts de marché à l'export divisées par deux depuis 1995. Une dégradation de notre balance commerciale qui n'a cessé de s'accroître quand celle-ci affiche un déficit aujourd'hui de 54 milliards, alors qu'elle était encore positive en 2004. Des déficits publics qui n'ont cessé de se creuser, une dette qui n'a cessé d'augmenter. Pas étonnant dès lors que nous ayons quelque mal à mettre en œuvre cette grande politique sociale qui, pourtant, doit être la marque de fabrique des socialistes. Chers camarades, si nous voulons répondre aux attentes des Français, il est un préalable incontournable, il faut d'abord commencer par redresser l'économie française. Si la plupart des entreprises françaises ont décroché par rapport aux entreprises étrangères, tant sur le marché intérieur que sur les marchés extérieurs, c'est parce que leurs marges ont été pendant trop longtemps les plus basses en Europe.

Et faute de ces marges, nos entreprises, et en particulier nos PME, n'arrivaient plus à investir ni dans l'innovation, ni dans la qualité. Alors c'est cette situation-là, mes chers camarades, que nous sommes en train de redresser. Et je conclurai, puisqu'on invoquait Jaurès, relisez le discours des deux méthodes. Il y avait déjà présent le socialisme de la réforme, c'était celui de Jaurès, qui disait que dans la République, on pouvait franchir un certain nombre de pas. Et puis il y avait face à lui les théoriciens de l'abstrait qui disaient tout dans le verbe, mais étaient incapables de faire quelque chose dans les faits. Soyons le socialisme de la réforme, celui qui répond aux aspirations des Français.

PIERRE COHEN

Mes chers amis, mes chers camarades, le Premier ministre nous l'a dit tout à l'heure, nous sommes entrés dans la seconde phase du quinquennat. Ce deuxième temps a été l'objet essentiel de nos débats et de nos motions. En effet, tout le monde s'accorde à dire que nous devons poursuivre des efforts, mais qu'il est grand temps que nos concitoyens retrouvent ce qu'ils sont en droit d'espérer, c'est-à-dire des retombées des politiques publiques. D'abord sur l'emploi, mais aussi sur les services publics rénovés comme l'éducation, la santé. Depuis 2012, les collectivités territoriales ont été à de nombreux titres les instruments, les artisans de la transformation et du changement que nous avons voulu. Depuis 2012 les collectivités ont aussi participé à l'effort de redressement de nos comptes publics, avec une baisse des dotations de l'État de 11 milliards d'euros dans les budgets des collectivités entre 2014 et 2017. Cela n'est pas facile, car l'effort demandé est important, ce qui nous est demandé doit l'être trop rapidement.

Si cela conduit à des effets positifs, je ne cesserai jamais de le rappeler, c'est quand même une baisse importante des investissements. Et nous le savons, les collectivités territoriales sont à elles seules 75% des investissements publics. Sans cette capacité d'investissement, les collectivités ne seront pas en mesure d'accompagner les priorités de ce quinquennat. Dans le même temps, un effort de 41 milliards d'euros a été décidé en faveur des entreprises à travers le CICE.

Nos parlementaires ont obtenu d'avoir une évaluation de la mise en œuvre du CICE, et le comité de suivi prévu par la loi a été créé.

À propos du pacte de responsabilité, le Premier ministre a déclaré en direction du Medef : le compte n'y est pas. Les engagements ne semblent pas à ce stade respectés. Si cette situation est confirmée par l'évaluation nationale, nous estimons que ces 15 milliards qui restent à utiliser devraient être plus directement réorientés vers l'investissement, en particulier l'investissement public.

Nous avons subi de nombreux échecs électoraux. Nous avons perdu un grand nombre de collectivités, de communes, de départements. Le risque est là, de voir la droite et parfois l'extrême droite servir de contre pouvoir et surtout de contrarier le levier que représente les collectivités territoriales par rapport à cette grande ambition que porte le gouvernement sur des domaines. Comme nous l'avons fait quand nous avons combattu Nicolas Sarkozy, quand il fustigeait les élus locaux ou les collectivités, nous devons faire confiance à l'intelligence des territoires, au travail des élus locaux, soyons fiers de nos élus, du travail accompli dans nos collectivités, donnons-leur les moyens de réussir et engageons dès aujourd'hui la reconquête. Merci.

LAURA SLIMANI

Les jeunes socialistes sont exigeants avec la gauche au pouvoir, car nous savons qu'un retour de la droite serait catastrophique pour notre génération. Ils ont voulu mettre en place le CPE, nous avons ouvert la prime d'activité pour les moins de 25 ans. Nous avons lancé la garantie jeune qui est déjà mise en place dans un certain nombre de départements.
Ils ont cassé l'école, et nous sommes fiers de la transformer, car quand dans un pays comme la France, ce qui détermine la réussite scolaire, c'est l'endroit où on est né, il est nécessaire de donner plus à ceux qui ont moins, mais nous savons qu'il n'y a pas de méritocratie sans solidarité. Nous apportons notre soutien à Najat Vallaud-Belkacem, elle peut compter sur les jeunes socialistes. Concernant la priorité jeunesse, la question est aussi de savoir si on peut répondre structurellement à la nouvelle réalité du 21e siècle : la pauvreté des jeunes. Nous sommes la catégorie d'âge la plus pauvre de la population française. Au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, il y a eu le système de retraite par répartition. Aujourd'hui, personne ne remet en cause cela, car les personnes âgées peuvent vivre dignement. La question qui se pose en 2015, c'est : sommes-nous capables de faire la même chose pour les jeunes qui sont aujourd'hui la catégorie d'âge la plus pauvre de la population ? Nous demandons le RSA Socle. Quand on a 18 ans, qu'on peut aller se battre pour son pays à l'étranger, c'est le minimum que d'avoir accès aux minima sociaux.

Les congrès sont toujours des temps de remise en question, et quoi de plus normal quand chaque mois le chômage continue d'augmenter et que le Front national rassemble de plus en plus d'électeurs. Nos débats ont démontré que chacun n'avait qu'une seule obsession : permettre à la gauche de réussir. Il ne s'agit pas de dresser des constats justes, mais de trouver des solutions. Il faut ouvrir le RSA aux moins de 25 ans, lutter contre les discriminations, il faut réaffirmer que la laïcité est une loi de liberté, devant les inégalités sociales, il faut prendre des mesures pour le pouvoir d'achat des Français. Le rôle de la gauche n'est pas de s'arrêter aux constats, quand on assiste à la montée des égoïsmes sociaux, culturels, religieux, il faut trouver un moyen pour que l'action collective émerge.

JEAN-MARIE LE GUEN

Chers camarades, nous en serons tous d'accord, ce congrès est une réussite, car il permet aux socialistes d'avancer, de s'appuyer sur des acquis. Ce congrès a permis la clarification et nous devons nous mobiliser maintenant pour le rassemblement. Ce qu'il faut, c'est affronter le réel, c'est toujours difficile pour la gauche d'assumer les responsabilités de gouvernement, que ce soit sous François Mitterrand ou Lionel Jospin, nous avions les mêmes débats, les mêmes interrogations, les mêmes critiques. À droite qui ne doute pas que nous sommes de gauche, à gauche de la gauche, une partie qui n'a toujours pas assumé l'idée de gouverner, d'assumer des responsabilités. Il faut passer des compromis, mais ce n'est pas renoncer à notre identité, encore moins à notre fierté. La fierté de notre courant politique, notre parti va la chercher dans l'histoire. Quel courant politique peut véritablement dire qu'à aucun moment il n'a transigé sur les principes de liberté, égalité, fraternité ? Aucun. Ce tout de la République n'est porté ni par la droite, ni par la gauche de la gauche, qui souvent a soutenu d'autres illusions.

Des intervenants de cet après-midi, Benoît, Emmanuel, je leur rappelle que le combat politique dans l'histoire, Jaurès n'était pas frondeur mais rassembleur, il était républicain avant d'être socialiste. Et quel était son adversaire ? C'était Jules Guesdes. Si nous voulons aller plus près encore, quelle est la réalité qui se pose au lendemain de la seconde Guerre mondiale ? Quel est l'adversaire de Blum ? C'est Guy Mollet.

Parlons de la Grèce ! Qui nous soutenons en Grèce ? Quels sont les problèmes auxquels Syriza est confronté ? La droite, bien sûr, mais Alexis Tsipras est confronté à une gauche radicale qui n'accepte pas une gauche réformiste. Vous sifflez qui ? Tsipras ou la gauche ? Ce sont des réalités difficiles à rappeler, mais je ne vois pas pourquoi nous ne serions pas capables de le faire ici.

Au-delà de ce qui peut nous opposer, il y a la lucidité du constat de la gauche. Mais cette lucidité ne doit pas nous conduire à un socialisme d'enfermement. Nous devons être une gauche de mouvement qui s'adresse à tous les Français, et c'est ainsi que nous saurons rassembler la gauche, lui donner sa dynamique, nous lui donnerons la capacité de résistance de cette République. C'est la dimension sociale pour laquelle nous sommes aujourd'hui rassemblés autour de François Hollande et pour laquelle nous mènerons la campagne de 2017 pour la victoire.

JÉRÔME GUEDJ

Ce congrès est un moment de clarification, par ses textes, ses débats dans le pays et ses résultats. Cette clarification nous la devons d'abord à ceux qui n'y voyaient plus trop clair. Les électeurs qui se sont ab tenus.
Accessoirement, aux milliers de socialistes qui ont quitté notre parti depuis le dernier congrès. J'ajoute que si nos partenaires de gauche n'y voient plus trop clair, clarification, soyons audacieux. Moi, je lis les textes, je respecte les mots, j'ai l'amour des textes de congrès. Je vous invite tous à être des socialistes exigeants, dont les choix doivent être non seulement entendus mais respectés par le gouvernement quand tous ses membres ont signé ces textes. Cette clarification me permet de ne plus être un frondeur mais un socialiste exigeant. Désormais, avec tous les socialistes, je continuerai à dire que les engagements du pacte de responsabilité et du CICE ne sont pas respectés et que les 15 milliards doivent être réorientés vers l'emploi et les investissements publics. Désormais avec tous les socialistes, je continuerai à défendre la réforme fiscale, avec le prélèvement à la source, mais aussi avec la baisse de la CSG pour les personnes modestes dès 2016.

Avec tous les socialistes, je continuerai à plaider à une modulation de l'impôt sur les sociétés selon leur comportement. Vous l'avez écrit, vous l'avez voté, alors faites-le maintenant ! Désormais, avec tous les socialistes, je continuerai à clamer que la consommation n'est pas l'alpha et l'oméga de nos vies, et pour protéger les salariés les plus faibles, je continuerai à m'opposer à toute extension du travail dominical, et ce dès la loi Macron. Vous l'avez voté, faites-le ! Avec les socialistes, je dis que le contrat de travail est une sécurité, ce n'est pas un boulet. Avec tous les socialistes je continuerai à être fier du compte pénibilité que nous avons voté, mais il faut le mettre en œuvre maintenant. Quand les congés payés ont été mis en place par Léon Blum, c'était maintenant. Avec les socialistes je continuerai à me réjouir de la loi ALUR, et à souhaiter la mise en œuvre de l'encadrement des loyers. Je continuerai à défendre les Cv anonymes pour lutter contre les discriminations. Voilà, mes camarades, j'ai répondu à ma manière à Manuel Valls, qui nous a invités ce matin à être des socialistes exigeants.

ELSA DI MEO

Notre parti se trouve derrière un objectif, celui de la lutte contre l'extrême droite. Je vous demande de bien vouloir que ce congrès soit celui où nous adressions un message fort aux socialistes qui sont en première ligne à Hénin-Beaumont, Béziers, Marseille, etc. Ce sont bien des réalités politiques qui se sont inscrites aux élections départementales.
Ce tripartisme politique n'est pas le sujet des militants sur le territoire, c'est le sujet de chacun des socialistes, c'est le sujet de notre parti, et dès lundi, ça doit être le combat crucial de notre parti.

Si c'est un enjeu pour chacun des socialistes, c'est parce que nous pouvons, les uns et les autres, avoir des avis sur les doutes des militants socialistes, avoir des analyses, des sensibilités sur la montée de xénophobie, d'adhésion au front national. Mais là où il n'y a pas d'interrogation, c'est sur la montée du racisme.
Je vais conclure par deux mots : travailler à amplifier, décupler ce travail contre l'extrême droite. Où est la droite républicaine pour condamner les propos d'Estrosi sur la Cinquième colonne ? Il n'y a pas des Français qui soient moins français que les autres, et il n'y a que les socialistes pour les défendre aujourd'hui.

GAËTAN GORCE

En suivant ce congrès, je me suis demandé si nous n'étions pas en train de nous résigner à n'être que les petits héritiers d'une grande histoire. Ceux qui avant nous se réunissaient ont su consolider la République, organiser la paix en Europe, et nous ici, nous chipotons sur le travail du dimanche, et même nous faisons de Jaurès l'héritier de Macron puisqu'il est maintenant le premier supporter du CICE. Manquons-nous pourtant de défis à relever ? Est-ce si difficile de regarder ce qui s'impose à nous ?
Le socialiste, c'est la République, oui, mais c'est plus que la République, c'est le refus de l'ordre des choses. Ceux qui se réfèrent aujourd'hui à Blair, Schröder nous demandent-ils de renoncer à ce qui fait notre identité même ? Le socialisme, ce mot sonne l'espérance chez les plus modestes. Nous avons une obligation qui est d'exprimer une volonté à travers un projet qui ne peut être que le projet socialiste.
Est-ce de penser que c'est l'adaptation au marché qui nous permettra de faire face aux défis de la crise climatique ? Que nous réussirons à relever ces défis. Je respecte ceux qui le pensent mais leur cadran s'est arrêté en 2008. La bataille que nous devons mener est politique, elle est intellectuelle, elle nous oblige à redéfinir ce que nous sommes. Nous voulons faire en sorte que l'intérêt collectif prédomine, autour de valeurs. La compétitivité, le redressement, ce sont des moyens, pas des valeurs.

Ce n'est pas le moment de revenir à de vieilles idéologies, j'en suis d'accord, ni de se laisser aller à un pragmatisme, la réponse n'est ni chez Macron ni chez Mélenchon. La réponse, nous devons la réinventer, c'est l'éco-socialisme. Nous devons reprendre la main, faire en sorte que le socialisme soit une grande ambition. Sinon, nous ne serons plus qu'une force affaiblie, sans idées. Il y a une nouvelle maison à ouvrir. Léon Blum a dit qu'il voulait rester garder la vieille maison. Aujourd'hui, c'est une nouvelle maison, et ceux qui veulent la construire doivent se rassembler et travailler.
C'est le socialisme qu'il nous reste à bâtir qu'il faut avoir en objectif.

PIERRE-ALAIN MUET

Je vais aborder un sujet un peu austère, commun à toutes les motions, la réforme de notre imposition des revenus. Notre imposition des revenues est complexe, archaïque, injuste, illisible. Complexe : nous avons deux impôts sur le revenu, un impôt prélevé à la source avec une assiette large, à 8%. Un impôt sur le revenu qui est le seul impôt progressif mais réduit à peau de chagrin. Il faut rassembler ces deux impôts pour avoir un impôt sur le revenu large avec prélèvement à la source. C'est une réforme fiscale majeure, et je suis heureux d'avoir entendu que nous allons au moins la commencer.
Elle est archaïque : elle n'a connu aucun changement majeur depuis la seconde guerre mondiale. Or la société est transformée.
Enfin, elle est injuste car pour neuf Français sur dix, la CSG qu'ils paient est supérieure à l'impôt progressif sur le revenu.

Par quoi faut-il commencer ? L'impôt à la source ou la CSG progressive ? Ce que nous disons avec Jean-Marc Ayrault, c'est que nous pouvons faire les deux à la fois. Le prélèvement à la source, c'est la seule façon de faire en sorte qu'on soit imposé en France comme dans tous les pays sur les revenus courants, et non sur ceux de l'année précédente. Car quand on se retrouve au chômage, qu'on se retrouve seul, on continue à porter une dette fiscale qui ne correspond pas à la réalité des revenus.

On peut aussi avancer dans la CSG progressive. Voilà une réforme structurelle qui vise à remettre de la justice et de la solidarité dans notre système fiscal. Ce principe de solidarité que nous, socialistes portons depuis toujours, c'est la vraie réponse à la crise et aux défis de notre époque.

ALEXIS BACHELAY

Mes chers camarades, pour la Fabrique, je vais aborder un sujet dont il a été peu question dans ce congrès, c'est la question des primaires. En 2011, nous avons apporté une belle conquête démocratique dans le paysage français avec les primaires. Aujourd'hui, même la droite s'en est emparée. Voulons-nous approfondir cette grande avancée démocratique? Doit-on travailler à de nouvelles primaires, et sous quelle forme ? Car s'il y a primaires en 2016, elle ne peut prendre la forme qu'elle a eue en 2011, car François Hollande est le candidat naturel de la gauche. Si nous ne nous unissons pas avant la présidentielle si nous ne confrontons pas nos différences, un risque de 21 avril existe. Comment traitons-nous cette question ? La motion D a pris une position claire. Nous ne voulons pas y renoncer. Toutes les motions n'ont pas été claires sur ce sujet, mais c'est maintenant qu'il faut commencer à en parler. Certains d'entre nous sont réticents à cette idée d'une primaire car elle forcerait le président à retourner dès 2016 dans une campagne auprès des Français. Mais il sera dans une campagne face à la droite.
Ne laissons pas à une droite revancharde écrire l'histoire du quinquennat.

PATRICK BLOCHE

Comment rendre plus que jamais ce congrès utile aux socialistes, à la gauche, aux Français ? Comment réussir ensemble les deux dernières années du premier quinquennat de François Hollande? Être utile, c'est contribuer à l'action du gouvernement, non par obligation, car le parti n'est pas une courroie de transmission, mais parce que nous sommes fiers de tant de chantiers ouverts, de lois votées et d'engagements tenus, donnant vie à la belle valeur républicaine de l'égalité qui, plus que jamais, doit être notre fil rouge. Alors oui, que vive l'égalité, quand nous refondons l'école de la République, cette belle école publique, laïque, gratuite et obligatoire, réforme centrale du quinquennat, initiée avec clairvoyance par Vincent Peillon et portée avec vaillance par Najat Vallaud-Belkacem

Soyons tout aussi fiers inscrit dans la loi le régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle, une première dans l'histoire sociale de notre pays. Je le rappelle ici, tant cette sécurisation législative majeure est passée aussi inaperçue que le conflit des intermittents de l'été dernier avait été médiatisé.
En tout cela, la contribution du parti a été essentielle. Le congrès de Poitiers ne va pas s'arrêter dimanche soir. Son esprit, tout ce que nous avons exprimé collectivement, doivent être une feuille de route utile aux deux années qui viennent. Nous avons en effet encore tant de choses à faire ensemble. Alors oui, face à tous les conservatismes, à l'extrémisme, soyons plus que jamais forts, déterminés et rassemblés.

DÉBAT OUTRE-MER

Le congrès a permis l'adoption de la Résolution Outre-mer. *«L'égalité réelle n'est pas acquise dans les territoires ultra-marins*, regrette Erika Bareigts, SN aux Outre-mer. *Le PIB moyen est inférieur de 12% au plus pauvre du département de métropole. Le chômage de 10% en métropole y atteint 30%, et même jusqu'à 60% pour les jeunes.»* Le constat est *«sans appel»*, et nécessite d'agir rapidement en faveur de l'égalité.

ERIKA BAREIGTS

▶ *Secrétaire national aux Outre-mer*

Ce qui nous réunit pendant ces trois jours à Poitiers, c'est la force de nos convictions et de notre engagement, c'est la conviction que nous pouvons changer profondément nos territoires et nos sociétés ultramarines, l'engagement qui nous rend persévérants et déterminés.
Pourquoi vous présenter une résolution sur l'égalité réelle aujourd'hui ? Car en 2015, l'égalité telle que prône notre devise républicaine n'est toujours pas acquise dans les territoires ultramarins. Les Outre-mer présentent des fragilités économiques, sociales, éducatives plus soulignées que dans l'Hexagone, en partie dues à notre éloignement, notre insularité, notre histoire et nos conditions climatiques. Cependant, trop d'écarts subsistent encore entre les Outre-mer et l'Hexagone. Il reste encore le combat de l'égalité réelle aujourd'hui à mener. Des mesures telles que le PIB nous révèlent que celui des territoires ultramarins est très inférieur à la moyenne nationale. Par exemple, celui de la Guadeloupe par habitant serait inférieur à 12% à celui du département le moins riche de l'Hexagone, le Limousin. Écart encore avec l'Hexagone concernant les chiffres du chômage. Lorsque la France est en moyenne à 10% de chômage, nous sommes autour de 30% dans nos territoires. Et jusqu'à 60% chez les jeunes de moins de 25 ans. Nous sommes convaincus qu'étudier ces écarts serait une erreur et cacherait une partie de la réalité. L'indice de développement humain, lui, nous permet de mesurer les écarts en termes de santé, de niveau de vie et d'éducation, et là encore, le constat et sans appel. Mesuré en 2010, l'IDH est inférieur à celui du Pas-de-Calais, le plus bas de l'Hexagone, et un écart de développement humain de 3% avec la Guadeloupe, 12% avec la Réunion et 13% avec la Polynésie française. Grâce à cet indice, il est possible d'estimer le retard du développement des territoires ultramarins avec l'Hexagone. Ainsi, la Guadeloupe, c'est 14 années de retard. Pour la Guyane, 27 années de retard avec l'Hexagone. Ces chiffres sont choquants et nous font prendre conscience de l'étendue du travail à mener pour l'égalité réelle dans les territoires ultramarins. Elle ne se résume pas à des chiffres. Ce qui nous pousse, c'est de véritablement travailler pour que nous puissions changer la vie de nos concitoyens, rétablir le rattrapage. Le combat pour l'égalité réelle est un chemin devant nous, un chemin que va ouvrir Victorin dans une mission que le président de la République lui a confiée, où le Parti socialiste prendra toute sa place de façon déterminée pour que nous puissions rétablir l'égalité réelle pour les territoires ultramarins et nos populations.

SANDRA DOSORUTH

Je vais essayer ce soir de vous synthétiser les raisons pour lesquelles les amis de Christian Paul défendront les Outre-mer. Mon premier point est de faire entendre les voix des Outre-mer à Paris. Nous sommes trop souvent les oubliés de cette nation qui ne voit en nous que des demandeurs de crédit budgétaire et pas comme une richesse de ce grand pays qu'est la France. Plus de 72% des militants de certains de ces DOM ont construit la victoire de mai 2012. Le président de la République et les gouvernements socialistes ont tracé la voie de l'égalité réelle en relançant les politiques de solidarité et de rattrapage économique.

D'ici la fin du quinquennat, nous proposons que soit adressé à l'Union européenne un mémorandum sur les mesures de régionalisation de l'emploi local dans les cinq régions ultrapériphériques, compatible avec notre pleine appartenance à l'Union.
Dans nos territoires, il faut relancer la puissance collective, conquérir plus de justice sociale à travers le CICE majoré, du crédit d'impôt recherche, de la continuité du financement des emplois d'avenir à 90% par l'État, et ce dans les cinq DOM.

Il faut aussi continuer à valoriser la BPI, comme à la Réunion où les appels à projets ont été faits avec des partenaires indiens. Il faudra que la France métropolitaine accepte que ces départements parlent directement à leurs voisins, devenus des nations puissantes (le Brésil, l'Inde, la Chine). Dans le domaine de l'éducation, nous attendons que la loi sur la refondation de l'école ouvre un chantier décisif et mette à profit les enseignements des langues orientales et langues vivantes de nos régions. Dans le secteur du pouvoir d'achat, nous attendons que la loi consommation, qui a permis de rééquilibrer les pouvoirs entre consommateurs et professionnels, notamment en introduisant les actions de groupe, continue, et que le panier Lurel continue à exister, voire être généralisé vers tous les secteurs.

Les Outre-mer attendent beaucoup de la fin de ce mandat présidentiel, qui doit leur envoyer un message fort, en prouvant qu'avec leurs trois millions de kilomètres carrés, que la France doit reconsidérer le potentiel économique particulier insulaire de ces territoires, afin qu'ils sortent une fois pour toute de la détresse économique et sociale dans laquelle ils se trouvent.

VICTORIN LUREL

▶ *président du Conseil régional de la Guadeloupe*

Je remercie le parti et notre premier secrétaire d'avoir bien voulu inscrire ce thème-là avec l'adoption d'une résolution. C'est bien la première fois que cela se fait. C'est bien. Je remercie le président de la République d'avoir compris l'importance du thème et d'avoir inscrit ça depuis très longtemps dans ses trente engagements pour les Outre-mer, engagements, je crois pouvoir le dire ici, qu'il respecte scrupuleusement, et il a donc bien voulu me confier un rapport parlementaire avec proposition de loi, qui sera reprise par le gouvernement sous forme de projet de loi. La résolution a été adoptée par les quatre motions, presque à l'unanimité. Ça veut bien dire que les Outre-mer, ici, font l'unanimité. J'aimerais simplement vous dire pour terminer que nous sommes des socialistes tranquilles. On ne sombre pas, nous, et quand je dis nous, parce que je le sens ici dans l'Hexagone, dans la sinistrose… Nous gagnons toutes nos élections. On vient en Guadeloupe parce que nous défendons le bilan du gouvernement, des gouvernements Ayrault et Valls, ce que le président de la République fait depuis déjà trois ans, et ce sans complexe aucun. On vient de faire basculer totalement dans le giron socialiste le conseil départemental de la Guadeloupe. Donc camarades, soyez fiers de vous, de votre identité, de ce que vous êtes, de votre action, de vos valeurs. Et nous gagnerons en 2017 !

RÉSOLUTION
OUTRE-MER

« Le redressement dans la justice » a été le maître-mot de la campagne du Président de la République. Après 10 ans de désengagement budgétaire et de politiques attentistes tant inefficaces qu'injustes, le gouvernement de gauche s'engage avec force pour les Outre-mer et marque le retour de l'État dans ces territoires.

Depuis 2012, le gouvernement s'est ainsi attaché à traduire dans les actes les 30 engagements présidentiels pour les Outre-mer.

Face aux caractéristiques spécifiques des économies ultramarines (étroitesse des marchés, éloignement, positions dominantes, ...), le gouvernement a fait voter, dès la première année du quinquennat, un projet de loi relatif à la régulation économique en outre-mer qui constitue un véritable plan de lutte contre les monopoles à travers des actions volontaristes sectorielles, notamment sur le carburant ou la téléphonie. La puissance publique marque ainsi sa volonté de rétablir une concurrence normale et d'apporter des solutions durables aux dysfonctionnements observés, générateurs d'injustices et de frustrations sociales.

Conscient des attentes et des besoins de ces territoires, le gouvernement s'est par ailleurs attaché à déployer une série de dispositifs économiques et fiscaux dynamiques en faveur de la croissance et de l'emploi dans les Outre-mer pour servir leur développement.

Au-delà de cette action volontariste, du CICE majoré, des emplois d'avenir renforcés et de la redynamisation du secteur de la construction de logements, le Congrès du Parti socialiste affirme sa volonté de repenser le pacte de progrès économique et social qui lie les Outre-mer à la République.

La transition énergétique impulsée par Ségolène Royal lors de son déplacement en août dernier en Martinique doit être étendue rapidement à tous les territoires d'Outre-mer. Le projet Pilote (énergie thermique des mers) ainsi que le projet biomasse (production d'électricité et de chaleur à partir de bagasse, un résidu de la canne à sucre) doivent permettre la sécurité énergétique. La croissance verte en Outre-mer doit être le futur de ces territoires pour les 20 ans à venir.

Après l'égalité civique liée à la fin de l'esclavage en 1848, l'égalité politique avec le passage de colonies en départements et collectivités d'outre-mer en 1946, l'égalité sociale avec l'alignement des prestations sociales, l'égalité réelle au niveau économique et social entre les outre-mer et l'Hexagone reste pour les socialistes la dernière des avancées à atteindre.

La délégation interministérielle à l'égalité des chances des français d'Outre-mer, créée il y a cinq ans, doit retrouver la force politique nécessaire pour défendre les combats des ultramarins et renforcer l'égalité réelle entre la Métropole et les Outre-mer.

Demain, le Parti socialiste soutiendra l'ensemble des actions menées en faveur d'une programmation plurisectorielle et pluriannuelle d'investissements, adaptée aux réalités propres à chaque territoire, ayant pour objectif la convergence des indices de développement humain, notamment dans ses composantes sociales, sanitaires et culturelles, entre le standard hexagonal et ceux des Outre-mer.

Le Congrès du Parti affirme également que ces plans de développement, définis territoire par territoire, devront principalement permettre de développer l'emploi, et notamment l'emploi des jeunes.

La jeunesse fut le pilier de la campagne du président de la République. Les jeunes ultramarins souffrent encore aujourd'hui d'un cruel manque de formation et ils sont exposés à un taux de chômage insupportable.

Face aux difficultés de la jeunesse, nous devons lui rendre un espoir à la hauteur de celui né en 2012. Rendre espoir aux jeunes ultramarins, c'est créer et renforcer les centres AFPA, c'est étendre l'offre de service militaire adapté et c'est accroitre les moyens et les offres de formation des universités ultramarines en développant les relations avec les établissements des pays limitrophes. C'est aussi restructurer les objectifs de LADOM.

Les plans territoriaux pour l'égalité, déclinés dans l'ensemble des départements et collectivités des Outre-mer et que le Parti socialiste appelle de ses vœux, doivent s'inscrire dans la durée et engager les majorités futures afin de permettre aux Outre-mer d'atteindre l'égalité réelle. C'est un processus transversal qui concerne toutes les politiques publiques et touche toutes les strates de la société (économiques, sociales, culturelles...) et y compris les sujets difficiles de l'immigration dans certains territoires. Seule sa consécration législative garantira leur application pleine et entière.

ADRESSE AU PEUPLE DE FRANCE

Le premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, a voulu que le congrès de Poitiers soit tourné vers les Français. Il a pris l'initiative de demander aux différentes motions de travailler sur le texte d'une adresse qui explique à nos concitoyens la direction que souhaite le parti.

KARINE DANIEL

Les socialistes réunis pour leur congrès, plutôt que de parler d'eux, entre eux, n'ont parlé que de vous, de vos doutes, de vos espoirs, de vos colères, mais aussi de vos réussites, de vos attentes comme de vos projets, de la souffrance sociale comme de vos réussites économiques, scientifiques ou culturelles. Nous avons parlé du chemin parcouru depuis trois ans qui a été difficile et de la confiance des Français à retrouver. À Poitiers, les socialistes ont montré qu'ils sont là, qu'ils savent débattre avec franchise, lucidité et en responsabilité. Ce congrès, nous, les socialistes de la motion D, La Fabrique, nous le voulons utile à notre famille politique, mais surtout utile à la France. C'est cette volonté qui anime nos échanges, c'est elle qui guide notre action. Nos priorités sont dictées par vos urgences, et notre parti doit relayer vos demandes de résultat au gouvernement et aux élus locaux. Sur le front du chômage, de la lutte contre la précarité et la pauvreté, premier devoir d'un gouvernement de gauche, votre déception concernant la stagnation du pouvoir d'achat et les difficultés d'accès au logement, la préservation des services publics, et en premier lieu l'éducation et la santé, la création d'une Europe plus politique, plus proche des citoyens, la cohésion sociale grâce à la promotion du vivre ensemble. La nécessité d'une politique fiscale plus juste, claire et efficace. Ce congrès a permis à toutes les socialistes d'affirmer la nécessité de mettre en œuvre le nécessaire chantier de la réforme fiscale, le rapprochement entre l'impôt sur le revenu et la CSG devant en être le cœur. Vous être utiles, Françaises et Français a fortiori quand on est en responsabilité, c'est d'abord faire face à la réalité de la situation en toute lucidité.

À la Fabrique, nous disons qu'il ne faut pas douter, ni nous résigner, mais reconquérir la confiance des Français, trouver de nouvelles perspectives et opérer une redistribution en priorité vers les plus fragiles. La meilleure réponse à apporter par le Parti socialiste est de proposer de nouvelles mesures pour ajuster la politique du gouvernement en redoublant d'efforts, en particulier pour les Français qui en ont le plus besoin, en particulier les classes populaires et moyennes. C'est pourquoi nous avons demandé que figure dans l'Adresse faite aux Français des enjeux pour nous prioritaires. Pour répondre à la crise démocratique, nous voulons la nécessité d'une lutte active contre toutes les discriminations, et une meilleure protection de nos concitoyens passe par une lutte toujours plus forte contre le terrorisme.

Le renforcement contre la fraude fiscale doit être au cœur de notre feuille de route lors du prochain congrès du Parti socialiste européen à Budapest. L'Europe de demain doit être plus transparente, démocratique et plus proche des citoyens. Concernant la lutte contre les inégalités, il faut considérer la problématique du vieillissement et les nouvelles formes de parentalité. Ces points ayant été intégrés au texte final, nos délégués ont accepté à une très large majorité de voter l'adresse au peuple de France. Mes camarades, au-delà de ce congrès, les militants de la Fabrique continueront à être force de proposition au service des Français. Nous vous donnerons rendez-vous aux prochaines régionales pour vous démontrer que nos propositions sont utiles aux Français. Nous désirons apporter des solutions aux problèmes du quotidien. Sachons faire preuve d'imagination, d'audace. Partageons notre espoir, notre confiance en l'avenir, nos envies pour demain. Une gauche qui n'aurait plus l'ambition de changer la vie ne serait plus la gauche. Les Français attendent beaucoup de nous, ils attendent un PS qui apporte des réponses à leurs demandes, qui redémarre, qui est dynamique, efficace, à la hauteur. Redonnons envie de militer, de débattre et d'agir à nos côtés. Les socialistes relèveront ces défis ensemble.

FLORENCE AUGIER

La motion C, Osons un nouveau pacte citoyen et républicain, a décidé de soutenir et de s'associer à l'adresse faite au peuple de France, pour plusieurs raisons. La première est que le texte a été proposé à toutes les motions avec le souci d'intégrer au maximum les demandes formulées. La seconde, c'est qu'il reprend nos fondamentaux exprimés dans la motion C. Comme vous le savez, nous avons décidé de proposer une motion participative au vote des militants socialistes. Cette décision n'a pas été simple, et nous savions que la tâche serait difficile. Nous étions loin d'imaginer la somme d'énergies qu'il faudrait déployer d'abord pour écrire un texte qui nous ressemble, et pour le faire connaître ensuite, alors que nous étions tous des inconnus. Nous avons eu beaucoup de chance sur tout le territoire de trouver des hommes et des femmes courageuses et courageux, qui ont décidé de relever le défi et de défendre cette petite motion basée uniquement sur des valeurs, qui n'avait pas de célébrité en son sein, mais des militants de terrain. Qu'ils soient tous remerciés pour l'énorme travail qu'ils ont fourni. Avec détermination, nous avons sillonné nos départements pour présenter nos idées. Certes, nous n'avons pas réussi à convaincre, mais nous avons réussi à faire réfléchir les militants et les militantes sur leur place au PS. Sur notre travail participatif, sur notre volonté de faire bouger les lignes. Bref. Nous avons gagné un fort capital sympathie partout, y compris chez les élus, que nous avons interpellés, et nous pensons aujourd'hui en particulier en lisant le texte que nous avons commencé à être entendus. Cette déclaration solennelle nous oblige, elle nous oblige à travailler pour que notre parti ressemble enfin à la France dans laquelle nous vivons, à tous ces habitants, d'où qu'ils viennent, de quelque origine qu'ils soient, de quelque milieu. C'est à ce prix que nous arriverons à faire du Parti socialiste le grand parti de masse que nous appelons de nos vœux. Elle nous oblige à renouer le dialogue avec toutes les forces progressistes de gauche afin de les associer davantage à notre réflexion sur notre projet de société. Elle nous oblige à changer le fonctionnement interne en ouvrant davantage notre organisation aux militants de terrain, en sollicitant leur avis, en les formant afin qu'ils puissent devenir des militants efficaces et riches de ce que le parti leur apporte et de ce qu'ils apportent eux-mêmes au parti. Elle nous oblige à nous impliquer davantage partout là où cela est nécessaire, les syndicats, les associations, les collectifs citoyens, nous devons être partie prenante auprès des forces vives de la nation, parce que c'est là que sont les idées novatrices, qui sont en train de faire émerger un nouveau monde, plus juste, plus humain.

LAURENT BAUMEL

Depuis que nos réformes statutaires successives ont mis fin au rituel de la commission des résolutions, nos congrès courent un peu le risque de n'être qu'une succession de monologues entrecoupés de réunions de motion. Je voudrais saluer l'initiative de notre premier secrétaire d'avoir au moins essayer de trouver un objet de discussion politique entre nous. Une semaine après le congrès de l'UMP, avec ses querelles de leadership et ses sifflets, nous aimerions offrir au pays l'image d'un parti rassemblé autour d'un texte de fond. Et autour de Guillaume Bachelay, nous sommes entrés dans la discussion avec l'envie d'aboutir et nous avons formulé les demandes qui nous paraissaient importantes.

Notre première demande portait sur la tonalité même du texte. Après quatre sanctions électorales que nous ont fait subir nos concitoyens, après quatre défaites qui ont porté atteinte à ce que nous avions parfois de plus cher, à ce que nous avions mis en tout cas des années à bâtir, le socialisme municipal, notre ancrage dans les territoires, nous estimons pour notre part qu'on ne peut plus continuer à s'adresser aux Français en leur disant que notre action est excellente et que s'ils n'en ont pas encore vu les fruits, cela ne va pas tarder. Nous disons qu'on ne peut pas réduire la frustration, la colère que nous sentons tous monter sur les territoires, à l'impatience infantile d'un peuple un peu caractériel, qui se braquerait devant les réformes nécessaires, et qui n'aurait pas bien compris les dures réalités du pouvoir auxquelles nous sommes confrontés. Je sais que beaucoup de militants qui partagent le sentiment que nos choix ont provoqué le mécontentement, se disent qu'il faut néanmoins vanter nos succès a contrario.

Mais, mes camarades, soyons conscients que les Français n'ont pas besoin de nous pour se forger une opinion sur ce que nous faisons. Les Français voient tout, ils entendent tout, ils comprennent tout. Ils voient les changements de cap et les renoncements. Ils voient qui gagne toujours plus sa vie en 2015, et qui la gagne toujours moins. Ils voient qui on cherche à sécuriser, et qui on insécurise. Ils entendent les mots que prononcent nos ministres, et ceux qu'ils ne prononcent plus. Ils comprennent ce que nous ne sommes déjà plus et ce que nous sommes peut-être en train de devenir. Alors, oui, si l'on veut s'adresser à eux avec un peu de chance d'être entendus, il ne faut pas parler la langue morte de la propagande politique, mais la langue vivante de la vérité. Il faut reconnaître que nous nous sommes éloignés de nos promesses et de ce qu'on attend de la gauche au pouvoir, il faut reconnaître les erreurs et les déséquilibres de notre politique pour recréer un peu d'espérance à notre endroit. Il faut leur dire que des inflexions sérieuses, des changements importants vont être apportés dans les semaines qui viennent, et leur dire sans attendre lesquels. C'est la seconde demande forte que nous avions exprimée.
Nous voulions voir dans ce texte l'engagement de tous les socialistes pour se battre et imposer la réorientation des 15 milliards du pacte de responsabilité vers des dépenses réellement utiles. De tous les socialistes pour baisser le taux de CSG et rendre du pouvoir d'achat aux citoyens de ce pays. L'arrêt de la baisse des dotations aux collectivités locales, politique suicidaire qui est en train de nous couper des élus locaux de ce pays. Nous voulions voir la volonté réaffirmée de combattre toute nouvelle déconstruction du droit du travail au prétexte de créer des emplois. Nous pensions que dès lors qu'une partie de ces idées s'étaient retrouvées sous l'influence de quelques camarades dans le texte même de la motion A, ces demandes communes à l'égard de notre gouvernement pouvaient constituer le socle commun de cette adresse aux Français. Nous pensions que cet exercice offrait à la direction du Parti socialiste une formidable occasion de montrer sa sincérité et sa détermination, à ces milliers de militants de la motion A qui espèrent que ces inflexions seront défendues et s'inscriront dans la politique gouvernementale. Nous pensions que la direction du parti avait une occasion exceptionnelle de montrer que ce congrès de Poitiers n'est pas destiné à rester dans l'histoire au bout du terme comme un nouvel épisode de l'éternel et insupportable écart entre la parole et les actes.

On nous a répondu que ces demandes programmatiques auraient peut-être toute leur place dans une motion de synthèse, mais qu'elles ne l'avaient pas dans une adresse aux Français. Nous ne sommes pas d'accord avec cette analyse, d'abord parce que ce texte compte malgré tout des éléments programmatiques, et il vaudrait mieux annoncer que la CSG baissera au 1er janvier 2016, plutôt que nous allons réévaluer le CICE. Et puis parce que, que nous le voulions ou non, ce texte sera vu, sera interprété par ceux qui nous regardent comme l'équivalent d'une motion de synthèse, et nous ne pouvons pas accréditer l'idée que le Parti socialiste est en ordre de marche pour la prochaine présidentielle alors que le débat demeure sur ce que nous devons faire dans les mois qui viennent pour nous donner une chance d'éviter le syndrome de la débâcle électorale qui a accompagné nos expériences d'ici. Nous ne voterons pas ce texte parce que nous voulons indiquer ce matin au pays qu'il reste des socialistes dans ce parti qui vont continuer à se battre dans les semaines et les mois qui viennent pour rectifier le cours de ce quinquennat.
Ce combat dont je viens de vous parler devrait être le combat de tous les socialistes. Au lieu de nous laisser aller au confort de chercher des boucs émissaires, d'avoir la naïveté de croire qu'il suffirait que certains se taisent pour retrouver la confiance du peuple, ayons la lucidité de voir que la principale fronde aujourd'hui, c'est la fuite, nos sections dépeuplées, ces milliers de militants qui sont partis sur la pointe des pieds parce qu'ils ne se reconnaissent plus dans la politique que nous menons. Au lieu de nous autoconvaincre que le régime de la Ve République nous condamnerait à faire bloc autour de nos dirigeants et à reprendre à notre compte leurs erreurs, aidons-les, nous qui sommes au contact des Français et de la réalité, qui sommes sur le terrain, à retrouver le chemin du peuple.
Si rien ne se passe d'ici 2017, nous entrerons en eaux troubles. Personne ne sait alors ce que deviendra le Parti socialiste. Rien ne garantit que ce congrès de Poitiers ne soit pas le dernier d'un cycle historique. Alors ne perdons plus de temps. Ensemble, dans les semaines qui viennent, redressons la barre, redonnons aux militants le goût et la fierté de l'engagement. Si nous faisons cela, nous pourrons dire aux Français que nous avons été utiles et à la hauteur de nos responsabilités historiques.

GUILLAUME BACHELAY

La motion A se réjouit de l'initiative de son premier signataire notre premier secrétaire Jean-Christophe Cambadélis, de proposer une adresse au peuple de France. Les Français ont été au cœur de nos réflexions, de nos décisions de congrès. Ils sont au cœur de sa conclusion. Avec les camarades de la motion A, nous nous réjouissons qu'à l'issue de notre congrès, des débats, des votes militants, qui ont choisi une majorité, un premier secrétaire, les socialistes s'adressent, oui, directement aux Françaises et aux Français. Ayant entendu mes camarades des autres motions à l'instant, de la motion B, mais aussi mes camarades de la motion C et D, je les remercie d'avoir contribué à ce travail, nous nous réjouissons que le contenu de l'adresse aux Français recueille 61% des votes du congrès. Avec les camarades de la motion B, nous n'avons pu convenir d'une même définition du texte. Nous voulions nous adresser aux Français sur la base de l'orientation issue du vote des militants. Ce n'est pas parce qu'il n'y a plus de commission qu'il ne faut pas prendre de bonnes résolution. Et la meilleure des résolutions, c'est de s'adresser aux Françaises et aux Français quand on fait de la politique. Voilà l'esprit qui nous a animés, qui nous anime, et qui nous animera. Tournés vers les Français, nous le sommes, pour leur dire que nous agissons, que nous réformons. Animés par les valeurs qui fondent notre engagement socialiste, inséparable de l'accomplissement de la République. L'adresse aux Français permet de dire ce que nous voulons, ce que nous allons faire et où sont les dangers. Ce que nous voulons, c'est réussir pour la France et réunir les Français, car avoir une parole vraie, une parole vivante, pour les socialistes, c'est avoir une parole qui ne se contente pas de décrire, mais d'agir.

Nous affirmons notre détermination constante depuis le premier jour des responsabilités, à redresser durablement notre pays pour une économie forte, innovante, créatrice d'emplois, et pour une société juste et créative. Nous disons le sens de notre action, et rappeler qu'en 2012, nous avons dû affronter en même temps après dix ans de politique de droite, conservatrice, toutes les grandes crises de l'économie et de la société française. L'action pour le redressement du pays est en œuvre depuis lors. Sans relâche, le texte le dit, pour redresser les comptes publics, réindustrialiser la France, car il n'y a pas de grand pays sans industrie, de grande nation sans innovation, et pour combattre le chômage, investir dans l'avenir, l'éducation, les transitions écologiques, énergétiques, numériques, et pour permettre de nouveaux droits, ceux qui ont été conquis depuis 2012, ceux qui vont venir pour les salariés, l'accès à la santé, la jeunesse notamment. Et pour répondre à la crise civique et démocratique, j'ajoute, pour continuer à amplifier la réorientation de l'Europe, la garantie jeunesse, le plan d'investissement de la commission, l'union bancaire, ce sont des avancées. Le président de la République en est l'artisan, ça aussi, c'est écrit dans le texte. Beaucoup de travail reste à accomplir, c'est pourquoi nous disons aux Français ce que nous allons faire pour que la nouvelle donne économique qui surgit soit confortée, bonifiée et convertie en emplois, en pouvoir d'achat, en nouveaux droits. Le texte le dit : d'immenses atouts sont devant nous, d'immenses défis aussi, qu'il faut relever. Ils exigent de réformer, de rassembler, et d'ajuster notre nouvelle politique à la nouvelle période.

Pour l'emploi et l'investissement. Le soutien à la compétitivité des entreprises est nécessaire, la montée en gamme, le dialogue social, la capacité d'investissement. Cette stratégie productive a besoin de compléments, d'ajustement, notamment pour que soient respectés les objectifs d'investissement, de formation et d'embauche. Encouragement à l'investissement productif privé, mais aussi public, et d'abord celui des collectivités territoriales est essentiel, notre pacte social et la croissance économique. Et fiscalité plus simple, plus juste, plus verte, montrons aux Français, c'est pour le mois de septembre, la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu pour les ménages modestes et les classes moyennes, c'est une première étape. Le prélèvement à la source sera la seconde.

Ce que nous voulons, c'est faire de l'égalité le fil d'Ariane, j'allais dire de Marianne, de la deuxième partie du quinquennat. Le développement économique doit être toujours au service du progrès social. Nous rappelons les avancées sociales, mais nous proposons d'approfondir les chantiers de l'égalité, avec la belle cause de la sécurité sociale professionnelle. Des jalons ont été posés, et le président de la République peut compter sur nous pour bâtir cette grande avancée sociale du quinquennat et au-delà de la République sociale. Et ce que nous voulons, c'est poursuivre la réorientation de l'Europe, les peuples l'attentent, elle sera au cœur de la feuille de route adoptée vendredi. Et nous voulons, et l'Europe est essentielle, humaniser maîtriser, civiliser la mondialisation. Eco-socialistes, notre adresse aux Français met au cœur de l'engagement la réussite de la conférence pour le climat. Nous militons pour la taxation des transactions financières. Et nous affirmons notre soutien à l'action du président de la République et du gouvernement face au terrorisme fondamentaliste. Et nous saluons le courage de nos soldats engagés dans cette lutte internationale et la mémoire de ceux qui lui ont donné leur vie. Enfin, le texte dit où sont les dangers pour le pacte républicain : dans les discours et les comportements qui opposent au lieu de rassembler. Liberté, égalité, fraternité, voilà la devise de la République. Mais l'égalité, qui n'est pas simplement la charité, la laïcité qui permet de vivre ensemble, et non en communautés séparées, en territoires fractionnés. Nous nous engageons pour une République qui lutte contre toutes les formes de discrimination, et notre texte rappelle que la République est une digue contre l'extrême droite, elle ne saurait être détournée de son esprit et de ses lois pour établir avec l'extrême droite une passerelle, oui, cela, fortement, dans l'adresse aux Français, nous le disons. Voilà le sens de l'adresse qui est proposé à notre congrès. Réussir pour la France, réussir pour les Français. Voilà pourquoi nous approuvons le texte qui est présenté à notre congrès, parce que c'est une cause magnifique, une cause collective, pour chacun, et une cause pour tous.

ADRESSE AU PEUPLE DE FRANCE

Françaises, Français,

Rassemblés en Congrès, nous, les socialistes, nous adressons solennellement à la nation citoyenne.

Ensemble, nous sommes mobilisés pour servir la République. Ensemble, nous sommes engagés pour réussir et réunir : réussir pour la France et réunir les Français.

Nous savons les attentes de résultats et les impatiences des Français qui se sont manifestées lors des dernières élections. Elles sont pour nous une exigence de chaque jour.

Le redressement du pays est en œuvre. Depuis le premier jour des responsabilités confiées par le peuple souverain, dans l'intérêt général et sans relâche, en prenant appui sur les atouts du pays, fort de son unité, fort de sa diversité, fort de sa jeunesse, nous avons affronté toutes les crises qui menaçaient la France, son développement et sa concorde.

Nous avons combattu la crise financière : les comptes publics sont sur la voie du rétablissement. Jamais la souveraineté et la solidarité ne doivent dépendre des marchés.

Nous refusons la crise de l'idéal européen et agissons pour la croissance et l'emploi au cœur de l'Union que l'austérité a dangereusement éloignée des peuples.

Nous menons bataille contre la désindustrialisation et le chômage en modernisant notre appareil productif et en soutenant les entreprises dans la mondialisation. Un grand pays a besoin d'industrie, une grande nation d'innovation.

Nous luttons contre la crise sociale : l'école, le travail, le logement, la santé, la sécurité, la justice, l'égalité femmes-hommes sont nos priorités. En métropole et dans les outremers.

Nous refusons la crise de l'avenir. Par l'éducation premier budget. Pour l'emploi des jeunes. Avec la transition énergétique et numérique. Nous voulons une France d'avance.

Nous répondons à la crise civique et démocratique : indépendance de la justice, dialogue social, non cumul des mandats, parité, transparence de la vie publique. Ces conquêtes sont celles de la République, c'est la gauche qui les a forgées et renforcées. Nous devons poursuivre ce mouvement, proposer de nouvelles conquêtes pour restaurer la confiance. Nous voulons une République exemplaire.

Après dix ans de politique de droite, la France s'est arrachée du déclin pour retrouver un destin, le sien, celui d'une nation volontaire et solidaire, engagée pour l'Europe et écoutée dans le monde. Autour du Président de la République, avec le Gouvernement et nos parlementaires, nous sommes fiers de l'action engagée qui conjugue fidélité à nos valeurs et modernité de nos réponses.

Beaucoup de travail reste à accomplir : contre le chômage, la pauvreté, les inégalités ; pour une économie créatrice de richesse et d'emploi, les services publics, la solidarité entre les territoires. Les efforts consentis par les Français produisent des premiers fruits. Cette nouvelle donne économique doit être confortée pour se convertir en activité, en pouvoir d'achat, en nouveaux droits et permettre d'engager le deuxième temps du quinquennat, celui d'une meilleure répartition des richesses.

D'immenses défis sont devant nous. Ils exigent de réformer et de rassembler, mais aussi d'ajuster notre politique à la nouvelle période.

Ensemble, agissons pour l'emploi et investissons dans l'avenir. Renforcer la compétitivité des entreprises est un engagement ; cette stratégie, pour être pleinement efficace, a aussi besoin de compléments, d'ajustements, d'enrichissements.

Les engagements du patronat en retour du soutien de la nation sont en cours d'évaluation. Ses résultats seront pris en compte pour que soient effectivement respectés les objectifs d'investissement, de formation et d'embauche.

La fiscalité doit devenir plus simple, plus juste, plus écologique : la suppression de la première tranche de l'impôt sur le revenu pour les ménages modestes et les classes moyennes est une première étape, le prélèvement à la source sera la suivante. Initié dans le cadre de la prochaine loi de finances, il sera le socle de la réforme fiscale que les militants socialistes ont appelée de leurs vœux.

L'investissement productif et écologique, privé comme public, doit être encouragé, et d'abord celui des collectivités territoriales qui doit être soutenu : leur contribution est essentielle à la croissance durable et au pacte social.

Ensemble, faisons de l'égalité le fil d'Ariane de la deuxième partie du quinquennat. Le développement économique doit être au service du progrès social.
En trois ans, nous avons permis le départ à la retraite à 60 ans pour les carrières longues, les droits rechargeables à l'assurance-chômage, le compte personnel de formation et le compte pénibilité. Viendront en 2016 la complémentaire-santé pour tous les salariés et la prime d'activité pour quatre millions de travailleurs modestes, y compris les jeunes, puis le tiers payant généralisé en 2017. Ces avancées, obtenues par la gauche face aux conservateurs, améliorent les conditions de vie et de travail.
Nous proposons d'approfondir les chantiers de l'égalité, de la santé à l'environnement, de la culture au logement, du défi du vieillissement aux questions posées par les nouvelles formes de famille et de parentalité. Avec une grande cause : la sécurité sociale professionnelle. Elle répond à l'exigence de qualification dans le nouveau monde, à la précarité causée par un licenciement ou le décrochage scolaire, aux aspirations individuelles. Des jalons ont été posés. Le Chef de l'État a proposé d'aller plus loin. Il peut compter sur nous pour bâtir cette grande avancée sociale du quinquennat.

Ensemble, poursuivons la réorientation de l'Europe. Les peuples l'attendent, les socialistes et les sociaux-démocrates la portent.
Doctrine monétaire de la Banque centrale refondée, union bancaire instaurée, plan d'investissements enfin initié, garantie jeunesse créée, lutte contre l'évasion fiscale renforcée – l'Europe prend un nouveau cours et le Président Hollande, avec Matteo Renzi et le soutien des sociaux-démocrates du continent, en est l'inlassable artisan.
Les conquêtes futures s'appellent mutualisation des dettes souveraines, traité social, lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, investissements massifs dans les infrastructures durables de transport et d'énergie, juste échange commercial, excellence environnementale, renforcement du contrôle démocratique et citoyen. Elles seront au cœur de la feuille de route de notre délégation lors du prochain Congrès du Parti socialiste européen à Budapest.

Ensemble, humanisons et maîtrisons la mondialisation. Eco-socialistes, nous agissons pour une nouvelle croissance, qualitative et coopérative, une économie créatrice d'emplois, innovante et performante, qui donne toute leur place à l'usage et au partage, une société du bien être plutôt que du tout avoir, un modèle de développement respectueux de l'environnement et soucieux des générations à venir.
Nous nous engageons de toutes nos forces pour la réussite de la Conférence de Paris sur le climat : il y a urgence car il n'y a pas de deuxième planète que l'humanité pourrait investir après avoir épuisé les ressources de la Terre.
Face au capitalisme financier et au risque majeur qu'il fait courir sur l'économie mondiale, nous militons pour une taxation sur les transactions financières. Sous l'impulsion de la France, onze pays européens vont la mettre en place : nous souhaitons qu'elle le soit le plus rapidement possible, qu'elle s'applique à de nouveaux produits spéculatifs, qu'elle serve à investir dans l'avenir, lutter contre le changement climatique, soutenir le développement avec l'Afrique et pour la Méditerranée.
De nouveaux périls surgissent dans le nouveau monde. Le terrorisme fondamentaliste est un défi considérable pour l'humanité. Daech déploie son idéologie obscurantiste et barbare en Irak et en Syrie, projette sa terreur en Europe, s'implante en Afghanistan. La menace terroriste s'étend en Afrique et en Asie. Elle a frappé notre pays les 7, 8 et 9 janvier. C'est pourquoi nous soutenons résolument l'action du Président de la République et du Gouvernement dans la lutte contre le terrorisme et

leur action pour la sécurité collective dans le respect des libertés. Nous saluons le courage de nos soldats engagés dans cette lutte internationale et la mémoire de ceux qui lui ont donné leur vie.

Les Français peuvent compter sur nous pour relever les défis du nouveau monde et mener ces combats pour le progrès humain. Socialistes et républicains, avec Jaurès, après Jaurès, nous affirmons la valeur et la grandeur de l'engagement militant et citoyen pour l'émancipation, c'est-à-dire pour la République.

La République a pour vocation de rassembler et non de diviser, opposer, stigmatiser. Elle a pour ambition de tracer des perspectives et non d'exciter les peurs. Elle a pour fondations la liberté qui n'est pas le libéralisme économique, l'égalité qui n'est pas seulement l'équité, la fraternité qui ne saurait être une simple charité, la laïcité qui permet de vivre ensemble et non en catégories distinctes, en communautés séparées, en territoires fractionnés. Nous nous engageons pour une République qui lutte activement contre toutes les formes de discriminations.

La République est une exigence qu'abîment l'outrance et la violence. Elle repose sur l'argument et non sur l'invective. Elle permet l'apaisement et proscrit l'affrontement. Elle tire sa force de la générosité, jamais du repli. Elle est un projet, pas une nostalgie. La République est une digue face à l'extrême droite, elle ne saurait être détournée de son esprit et de ses lois pour établir avec elle une passerelle. Nous le disons à l'unisson de la Constitution, charte fondamentale de la nation : la République est indivisible, démocratique, laïque et sociale.

Plus que jamais, face à l'extrême droite et à la droite extrémisée, face aux vents mauvais que font souffler sur le continent européen les discours xénophobes et

nationalistes, face à l'offensive libérale-conservatrice contre le rôle actif de la puissance publique dans l'économie et pour le démantèlement de l'État protecteur, nous sommes mobilisés.

Mobilisés pour le redressement de la France, une vie meilleure pour les Français et pour notre jeunesse car elle est l'avenir.

Mobilisés pour que l'Europe renoue avec l'esprit de solidarité entre les Etats et les projets pour les peuples, dans la fidélité à l'œuvre de François Mitterrand et de Jacques Delors.

Mobilisés pour l'écologie et l'internationalisme, ces deux mots pour dire aujourd'hui humanisme.

Mobilisés pour bâtir, dans notre pays, l'alliance populaire qui, attachée à ces principes et à ces objectifs, les fera vivre, grandir et triompher.

Avec les socialistes rassemblés. Avec les forces de la gauche, politiques, syndicales, associatives, qui souhaiteront y prendre toute leur part et toute leur place. Avec les citoyennes et les citoyens qui, amoureux de leur pays et désireux d'agir pour le progrès, la rejoindront pour participer, proposer, s'engager.

Voilà la cause, la grande cause, que nous proposons, nous socialistes, dans le présent et pour le futur. Cette cause est à la hauteur du peuple de France, de son histoire, de ses conquêtes, de ses valeurs. C'est une cause magnifique. Une cause collective. Une cause pour chacun et pour tous. C'est notre cause commune.

LE CONGRÈS **VU** PAR LES **MILITANTS**

Le congrès, c'est une histoire de famille. Trois générations, dans trois fédérations. Marie El Jai est venue des Pyrénées Orientales avec sa mère, Rosita Simon Guevara de Dordogne, et sa fille de Paris. *« Je suis tombée dedans quand j'étais petite »*, sourit Marie, avec un père déjà à la SFIO et une mère élue maire de Vallereuil, petit village de Dordogne. Rosita, sa mère, a été initiée par son grand-père militant au début du siècle dernier. *«Il a connu Jean Jaurès. Je suis allée à mon premier congrès à l'âge de douze ans.»* Quant à son père, il a participé à la fondation du Parti socialiste péruvien, où Rosita a vécu sa jeunesse. *«Le Parti socialiste, je l'ai dans le cœur.»* Une fibre militante qu'elle a transmise à sa descendance. *«Pour moi, il était impensable de ne pas être là»*, relève Marie, qui compte bien assister *«à un débat politique de qualité». «Le fait qu'il y ait des courants, des motions a tendance à surprendre à l'extérieur. Pourtant, ce débat, qui fait la force du PS, n'empêche pas l'unité. On est toujours arrivés à une synthèse dans notre parti. Il n'y a pas de raison que ce ne soit pas le cas en ce moment.» «L'important, c'est de se mettre en ordre de bataille pour battre la droite et soutenir François Hollande»*, abonde Rosita.

«Le temps est au rassemblement, résume Guillaume Crépin, soutien de la motion D. *Le rassemblement des socialistes pour réussir la fin du quinquennat, et gagner en 2017. Le bilan ne suffira pas, il faut préparer un programme qui redonne de l'ambition. Le PS est le point central d'un rassemblement plus large, et le point de départ de la reconquête.»* Anna Tchangodei et Dorine Parravano sont toutes deux de nouvelles militantes, qui ont choisi d'adhérer au PS pour le soutenir dans une période difficile. *«J'étais sympathisante,* explique Anna, *mais j'ai voulu m'impliquer davantage, ne pas rester attentiste.»* Dorine, elle, a franchi le pas suite à l'échec de sa liste divers gauche aux dernières municipales. *«De l'extérieur, j'avais une vision faussée du PS, comme un parti figé. Au final, les militants ont leur mot à dire, même si je suis pour qu'ils aient encore plus de poids.»* Quant à Alexandre Demandrille, il veut que ce congrès *«donne l'image du rassemblement, sans oublier pour autant les textes qui ont été présentés»*. Les élections régionales approchent, elles seront délicates et nécessitent *«une synergie militante pour travailler ensemble»*.

> Le Parti socialiste, je l'ai dans le cœur.

Kakidia Bouaré, militante de la section de Poitiers, se réjouit d'assister à un moment *«important pour le parti et pour la ville»*. Pour Sabrina, élue au CG de Reims, le militantisme au PS est une façon d'agir concrètement pour le quotidien des Français. *«En tant qu'élus locaux, on travaille avec les jeunes, les associations. On essaye d'améliorer leur quotidien.»* Mais il ne faut pas pour autant oublier de passer du temps sur les marchés : *«Le quotidien d'un élu peut s'avérer compliqué : on a tendance à être happé par les affaires courantes. Sauf qu'on a absolument besoin d'écouter les administrés pour construire avec eux de nouveaux projets !»*

Rachid estime qu'*«il n'est pas tous les jours facile d'être socialiste en ce moment»*, mais *«c'est justement l'aspect grisant : je me bats pour une société plus juste, plus égalitaire, n'en déplaise à certains pour qui les inégalités sont légitimes»*. Il est révolté par les scores de l'abstention chez les jeunes : *«aux élections départementales 7 électeurs sur 10 n'ont pas bougé de chez eux, c'est de l'inconscience !!»* Pour Rachid, la réponse c'est l'engagement politique : se battre pour des valeurs, un projet commun. Et c'est cela qu'il a mis en avant durant ses nombreux porte-à-porte au moment de la campagne des départementales : *«Pour toutes ces actions, notre objectif est d'attirer les jeunes, trop nombreux à ne pas voter, vers l'action, donc vers la politique»*.

> Au final, les militants ont leur mot à dire.

Aline, militante à Henin-Beaumont est arrivée hier au Congrès. *«L'ambiance est plutôt studieuse, remarque-t-elle. Les idées qu'elles soient positives ou négatives sont en capacité de s'échanger, et ça c'est très important.»* Elle souhaite que les réformes engagées par le gouvernement soient poussées jusqu'au bout. La réforme des collèges la touche personnellement : ses deux enfants passeront dans le secondaire l'an prochain. *«Le combat pour l'égalité est loin d'être évident, il ne faut rien lâcher, et surtout pas dans la tempête,* lance-t-elle. *Notre parti a besoin de nous, la base. Nous devons être et rester soudés ; c'est comme cela que nous serons prêts à livrer bataille !»*

Teldja et Fatia sont arrivées hier de Haute-Garonne ensemble. Elles sont ravies de l'organisation et fans du Pictave, la monnaie d'échange utilisée sur le Congrès pour se ravitailler en boissons, sandwich et glaces… *«c'est une très belle initiative de proposer une monnaie alternative !»* estime Teldja. Soutien de la motion B, elle, qui a écouté attentivement le débat général de la matinée, affirme que *«lorsqu'on est à l'origine de propositions alternatives pour son parti, on est dans la co-construction, on est donc loin de mettre en danger l'unité de notre formation: on la rend plus forte.»*

Fatia milite car le social lui tient à cœur dans les combats politique. Et elle s'étonne que les propositions, les débats ne soient vu uniquement comme des divisions, alors qu'au contraire *«c'est comme cela que l'on avance : en étant curieux, en écoutant d'autres sons de cloches, c'est évident !»*. La jeune femme, habitante du quartier populaire du Mirail à Toulouse, a écouté le discours de Manuel Valls : *«je l'ai vu dynamique, il est combatif, mais il doit concentrer ses efforts sur l'égalité réelle pour les classes moyennes et les personnes défavorisées ; je vis avec des personnes qui comptent sur nous, elles nous attendent !»*

Victorine est une militante survoltée : c'est une mordue de politique qui a débuté le militantisme dans le 19e arrondissement de Paris. Elle fait désormais partie de la section de Paris 5 où elle partager ses envies mais aussi ses indignations : *«Vous savez ce qui me désole chez Nicolas Sarkozy ? C'est qu'il a quand même été Président de la République, vous voyez ? Et pourtant malgré la fonction qu'il a occupée, il attaque à son tour, personnellement notre Président de la République actuel ; il se décrédibilise totalement, je le sens revanchard !»* Elle ajoute : *«On est tous républicains, mais Sarkozy ne peut pas prendre la République en otage, ça jamais !»* Attentive au discours de Manuel Valls, elle apprécie qu'il soit *«engagé»* et *«à la hauteur»* de la tâche qu'il lui a été confiée. Et surtout *«il est loyal avec le Président»*.

NOTES

NOTES

75
Paris

91
Essonne

Congrès
de
Poitiers
5,6 et 7 juin 2015

75
Paris